

Troisième partie
Études par pays





Afrique du Sud

Après plusieurs années de croissance soutenue, le PIB réel de l'Afrique du Sud s'est contracté de 1.8 % en 2009, en raison d'un ralentissement de la demande interne et internationale. Au cours des prochaines années, la politique économique devra répondre à un défi majeur : trouver le bon équilibre entre soutien à la croissance, pérennisation des ressources fiscales et maintien d'un faible taux d'inflation.

Les perspectives économiques et sociales de l'Afrique du Sud sont assombries par d'énormes obstacles structurels, notamment par les carences en matière d'infrastructures et de gestion dans les secteurs des transports et de l'énergie, lesquelles renchérissent les coûts de production et limitent le potentiel de croissance.

L'Afrique du Sud offre au continent un modèle d'administration fiscale. Toutefois, le service public se doit d'améliorer la qualité de ses prestations et le taux de satisfaction des citoyens alors que l'assiette fiscale doit être élargie et stabilisée pour accroître la part des impôts directs dans les finances publiques.

Après plusieurs années de croissance soutenue, l'économie sud-africaine est entrée en récession en 2009 pour la première fois depuis 1992, le PIB se contractant de 1.8 %. Le ralentissement économique avait débuté en 2008 par l'affaiblissement de la demande interne ; il s'est accentué quand la crise mondiale a entraîné une chute brutale des exportations. La croissance devrait redémarrer graduellement pour atteindre 2.4 % en 2010, aidée par la reprise de la demande mondiale et par l'engouement autour de la Coupe du monde de football, puis accélérer jusqu'à 3.3 % en 2011.

En 2009, la production manufacturée et minière a décliné en raison d'une baisse des exportations, et l'agriculture a subi des conditions climatiques défavorables. Seul le secteur du bâtiment est resté en croissance, soutenu par un programme d'investissements publics et par l'organisation de la prochaine Coupe du monde de football.

Grâce à une politique macro-économique prudente, l'Afrique du Sud a été l'un des rares pays du continent capable d'appliquer des politiques fiscales et monétaires contracycliques à la fois fortes et coordonnées. Des mesures de relance budgétaires, associées à une baisse conjoncturelle des recettes, ont provoqué une détérioration brutale du solde budgétaire budgétaire, avec un déficit équivalant à 6.2 % du PIB en 2008/09 ; le déficit culminera à 7.3 % du PIB sur l'exercice 2009/10. En réponse à la récession, la Banque centrale a abaissé de 500 points de base son taux des prises en pension. La faiblesse de la demande et l'appréciation de la devise nationale ont contribué à réduire le rythme de l'inflation, qui est passé de 11.5 % en 2008 à 7.1 % en 2009. La forte augmentation des prix de l'électricité et les pressions salariales ont empêché un recul plus prononcé de l'inflation, qui aurait permis de la contenir dans la zone cible de 3-6 %. Entre lutter contre la récession et atteindre l'objectif de maîtrise de l'inflation, le pilotage est devenu délicat au point de provoquer un débat public sur le mandat de la Banque centrale. D'après les prévisions, le taux d'inflation devrait diminuer en 2010 pour s'inscrire dans la fourchette ciblée.

Au cours des prochaines années, le principal défi de la politique économique sera de trouver le bon équilibre entre divers objectifs : soutenir la croissance tout en assurant la pérennité des ressources fiscales et une inflation modérée.

Les perspectives économiques et sociales de l'Afrique du Sud sont assombries par d'énormes obstacles structurels, notamment par les carences en matière d'infrastructures et de gestion dans les secteurs des transports et de l'énergie, lesquelles renchérissent les coûts de production et limitent le potentiel de croissance. Le fonctionnement des services publics, qui constitue aussi un sérieux frein à la croissance, s'est révélé inadéquat en période de crise économique marquée, ce qui a provoqué un mécontentement social certain. Toute l'année 2009 a été marquée par des manifestations, et l'instabilité pourrait perdurer si le gouvernement ne parvenait pas à améliorer la fourniture des services publics de base.

Le président Zuma, élu en avril 2009, doit parvenir à un équilibre délicat : rassurer les milieux d'affaires locaux et internationaux en conduisant une politique favorable au marché, tout en tenant ses promesses sur la réduction de la pauvreté, sur fond de forte hausse du chômage.

La mobilisation de la ressource publique s'est améliorée, comme en témoigne la hausse du nombre de contribuables enregistrés, entreprises comme particuliers. Cependant, la récession a provoqué une baisse de recettes significative en 2009. La simplification prochaine du code des impôts et des procédures de déclaration répondra à l'attente des entrepreneurs, et elle libèrera du personnel de l'administration fiscale qui pourra être redéployé dans les services de contrôle des secteurs où la fraude est encore répandue. Là encore, il s'agit d'améliorer la satisfaction des citoyens à l'égard du service public, afin d'élargir et de renforcer l'assiette fiscale et d'accroître ainsi la contribution des impôts directs aux finances publiques.



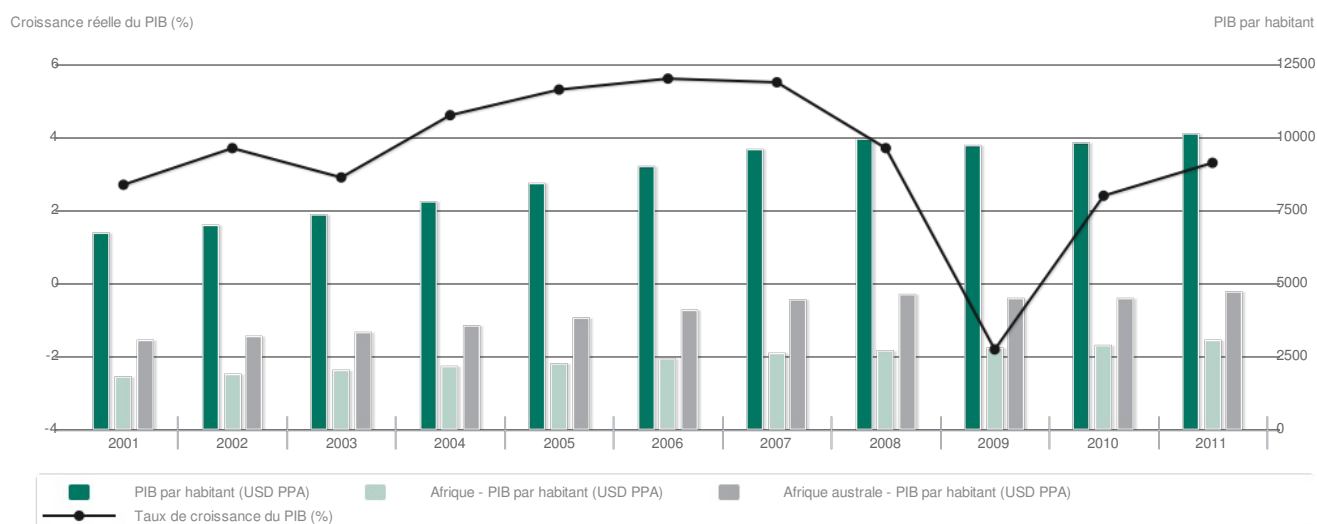
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	3.7	-1.8	2.4	3.3
Inflation IPC	11.5	7.1	5.8	6.1
Balance budgétaire % PIB	-1.2	-7.3	-6.4	-4.0
Balance courante % PIB	-6.6	-4.5	-5.6	-6.3

Source: Données des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/881268762287>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/872200272510>



Algérie

Malgré l'excellente performance enregistrée en 2009 dans l'activité hors hydrocarbures, la croissance économique globale a enregistré un taux de 2.2 %, en recul de 0.2 point de pourcentage par rapport à 2008.

Le secteur des hydrocarbures constitue la principale source de richesse en Algérie et génère 97.6 % des recettes d'exportations, 62 % des recettes budgétaires et 55 % du PIB.

Les recettes fiscales totales évoluent favorablement au fil des ans grâce à une amélioration du taux de recouvrement de la fiscalité ordinaire et à la fiscalité pétrolière.

Malgré la bonne performance de près de 9 % de croissance enregistrée dans l'activité hors hydrocarbures, due principalement à la très bonne tenue du secteur agricole qui a crû de 17 %, la croissance économique globale a été de 2.2 % en 2009, en recul de 0.2 point de pourcentage par rapport à 2008. Cette croissance modérée reste insuffisante pour atténuer le chômage et la pauvreté dans le pays ; elle a été obérée par la chute brutale des recettes budgétaires des exportations d'hydrocarbures, qui demeurent le principal produit d'exportation du pays. Avec la reprise attendue en 2010 de la demande mondiale et la consolidation du programme d'investissements publics (PIP) au titre du plan 2010-14, la croissance devrait repartir à la hausse et atteindre 3.9 % en 2010 puis 4.3 % en 2011. Le taux d'inflation, contenu à 3.9 % en 2008, a connu une hausse sensible en 2009, avec un rythme de 5.7 %, en raison de la flambée des prix des produits alimentaires frais qui ont augmenté de plus de 20 % sur la période.

Le secteur réel a connu en 2009 des fortunes diverses. Si le secteur pétrolier a enregistré une baisse à la fois de la production et des volumes exportés, le secteur agricole en revanche a été l'un des moteurs de la croissance hors hydrocarbures, grâce notamment à une production céréalière sans précédent. L'industrie, quant à elle, continue de stagner, alors que les secteurs des services, des infrastructures et de la construction, tirés par une forte demande publique, affichent de bons niveaux de croissance.

Contrainte par la chute des recettes fiscales, notamment pétrolières, la politique budgétaire est restée toutefois expansionniste, creusant un déficit budgétaire – le premier depuis une décennie – relativement important. Calculé sur un prix de référence du baril de 37 dollars (USD), le budget de l'année a surtout bénéficié des ressources importantes accumulées dans le Fonds de régulation des recettes (FRR), qui s'élevaient fin 2009 à plus de 4 800 milliards de dinars (DZD), soit près de 50 % du PIB. Une approche relativement conservatrice a marqué la politique monétaire, avec une gestion prudente de la liquidité bancaire et des réserves officielles de change. La position extérieure s'est nettement détériorée par rapport à 2008, enregistrant un recul net de l'excédent du compte courant, recul dû à des importations encore trop élevées et à une chute importante des recettes d'exportation. La position financière extérieure reste toutefois bonne, avec un encours des réserves de change équivalent à plus de trois années d'importations et une faible dette externe. Le taux de change de la monnaie nationale demeure proche de sa valeur d'équilibre.

Sur le plan des réformes structurelles, la consolidation des acquis et l'approfondissement des efforts se poursuivent. S'agissant de l'environnement des affaires, des avancées ont été constatées en termes de dynamisation du secteur public afin de créer un environnement macroéconomique favorable. En ce qui concerne le secteur privé, les réformes sont en cours en vue, d'une part, de promouvoir l'initiative privée et le développement et, d'autre part, de moderniser le secteur bancaire et financier en appui au développement du secteur privé. Quant au secteur des infrastructures, des progrès remarquables ont été enregistrés, et les réformes se poursuivent visant à renforcer les capacités d'évaluation de grands projets, par le biais, notamment, de la Caisse nationale d'équipement pour le développement (Cned), pour une plus grande efficacité de la dépense. La réforme du secteur agricole, deuxième secteur le plus important en matière de production de biens en Algérie après celui des hydrocarbures, semble bien avancée. Ce secteur bénéficie d'un véritable plan de relance en soutien à la stratégie nationale en matière de sécurité alimentaire. Sur le plan institutionnel, les réformes entreprises se consolident, et la sécurité est largement revenue.

Enfin, les réformes sociales vont bon train. Des avancées substantielles sont régulièrement enregistrées en termes de développement humain (santé, éducation) et de lutte contre le chômage et la pauvreté, ce qui signifie une évolution favorable en vue de l'atteinte par l'Algérie des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En effet, d'une manière générale, les performances d'accès à l'éducation de base sont bonnes : le taux brut de scolarisation obligatoire (6-12 ans) atteint 111 % en 2008. Le système de santé est en nette amélioration malgré la persistance des maladies chroniques et/ou transmissibles. L'espérance de vie à la naissance est passée à 75.7 ans en 2008 (contre 67.3 ans en 1995), soit l'un des indices les plus élevés de la région.



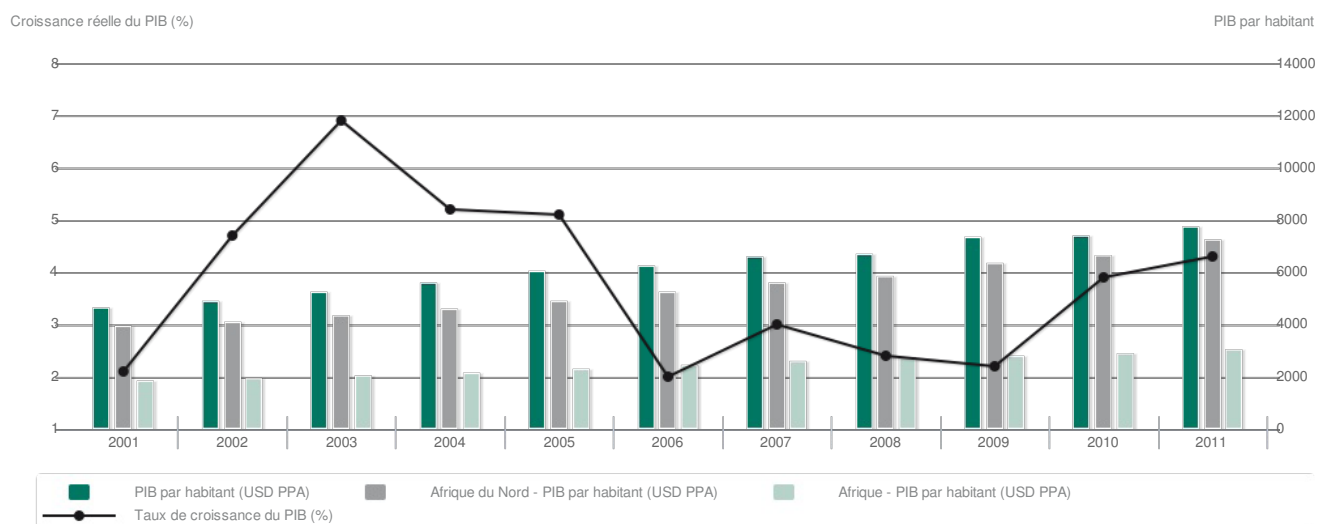
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	2.4	2.2	3.9	4.3
Inflation IPC	3.9	5.7	3.4	4.5
Balance budgétaire % PIB	6.0	-8.3	-6.3	-4.6
Balance courante % PIB	17.6	-3.1	4.9	5.2

Source: Données de Bank of Algeria (BA) et de l'Office National des Statistiques (ONS) ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/873660508424>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/867573480560>



Angola

Très disparates, les taux de croissance enregistrés en 2008, 2009 et 2010 montrent à quel point l'économie angolaise, malgré le développement du secteur non pétrolier, reste suspendue aux cours mondiaux de l'or noir.

La nouvelle constitution, approuvée par l'Assemblée nationale en janvier 2010, a aboli l'élection présidentielle directe et concentre encore plus les pouvoirs aux mains du président, José Eduardo dos Santos.

La réforme fiscale globale, prévue pour 2010, se fait urgente, dans la mesure où le système actuel, vieux de plus de trente ans, remonte à l'avant-guerre.

L'Angola a été durement touché par l'effondrement des cours du pétrole en 2009. Son essor économique, l'un des plus rapides au monde avant la crise internationale, s'est brutalement arrêté. Le pays a connu une croissance négative en 2009, avec une contraction de -0.6 % du PIB. Un rebond est attendu en 2010, à hauteur de 7.4 %, grâce à la remontée des prix des hydrocarbures. L'inflation est restée forte en 2009, à 14 %, et pourrait grimper à 15 % en 2010.

L'économie angolaise reste très dépendante des recettes pétrolières. Néanmoins, pour la troisième année consécutive, les autres branches, qui devraient progresser de 10 % en 2010, enregistrent une croissance plus vigoureuse que le secteur pétrolier. La tendance paraît encourageante, compte tenu des deux grandes priorités que sont l'emploi et la diversification économique. La croissance des activités non pétrolières est soutenue par la reconstruction des infrastructures et le regain d'activité économique. Luanda reste le principal pôle économique et politique, comptant pour 70 à 75 % de l'activité et de la consommation du pays.

La chute abrupte des cours du pétrole, fin 2008 et courant 2009, a entraîné une forte dégradation de la situation macro-économique au premier semestre 2009. Confronté à l'effondrement de ses recettes publiques et à un déséquilibre défavorable de ses comptes extérieurs, l'État a mis en œuvre des mesures d'austérité drastiques.

La politique monétaire adoptée face à la crise a été marquée par l'obstination à puiser dans les réserves en devises, pour stabiliser la monnaie nationale, le kwanza (AOA), par rapport au dollar (USD). Cette politique a provoqué une crise de liquidités sans précédent. Le redressement des prix du pétrole depuis la mi-2009 devrait permettre une normalisation graduelle en 2010. Cependant, le resserrement monétaire et budgétaire devrait être maintenu. La diversification des sources de recettes reste le fondement de la stabilité macro-économique.

Fin 2009, en raison de la crise, les pouvoirs publics ont demandé l'intervention du Fonds monétaire international (FMI). Celui-ci a injecté 1.4 milliard USD dans le cadre d'un accord de confirmation destiné à soutenir la balance des paiements de l'Angola. Plus tard, le FMI a accepté d'aider le pays à lever 1 milliard USD de plus. La Banque mondiale, le Brésil et le Portugal ont pris des engagements, mais l'Angola a rencontré des difficultés pour émettre 9 milliards USD de dette souveraine à l'international. Pour rassurer les marchés financiers, le pays pourrait faire noter sa solvabilité par les agences mondiales de notation.

La crise des recettes de 2009 devrait recentrer l'attention sur la gestion des ressources du pays. La reconstruction de l'infrastructure angolaise avance à un rythme impressionnant, depuis la fin de la guerre civile, en 2002, après trois décennies de combats. Néanmoins, de nombreux projets s'avèrent de qualité médiocre. La corruption et des achats inefficaces siphonnent une proportion massive des ressources. L'Angola doit mieux gérer ses ressources publiques, pour éviter une nouvelle crise des liquidités.

La réforme de la constitution, adoptée par l'Assemblée nationale en janvier 2010, a supprimé l'élection présidentielle. Le président du pays sera désormais désigné par le parti ou par la coalition ayant remporté les législatives. Le Premier ministre est remplacé par un vice-président, qui rend directement compte au président, dont les pouvoirs se trouvent renforcés. Ayant aujourd'hui la possibilité d'exercer deux mandats de cinq ans chacun, le président actuel, au pouvoir depuis 1979 et élu en 1992, pourrait diriger le pays pendant encore dix ans, s'il se représente.

En 2009, un nouveau ministère de l'Économie, dirigé par Manuel Nunes Junior, a été instauré pour gérer la planification économique de l'Angola. Le Fonds souverain du pays (*Fundo soberano angolano*), très attendu, a également été créé fin 2009 et placé sous la responsabilité de ce ministère.

Le président de l'Angola, José Eduardo dos Santos, a annoncé une campagne nationale anti-corruption. Quelques hauts fonctionnaires ont été mis en accusation, mais on ne sait pas si de réelles mesures ont été prises afin de réduire la corruption et l'opacité. L'économie angolaise reste largement aux mains d'une petite élite politique qui dispose d'un excellent réseau. Le renforcement des institutions et l'amélioration de la transparence nécessiteront d'énormes efforts.

Les préparatifs pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football qui s'est déroulée en Angola en janvier 2010 ont mobilisé l'investissement et pourraient avoir pesé sur les finances du pays dans un contexte déjà difficile. Cependant, la CAN est le premier événement d'envergure international organisé par l'Angola. Elle est donc considérée comme un important signal de la visibilité de l'Angola en Afrique et sur la scène mondiale. Elle a malheureusement été ternie par la tragique attaque contre l'équipe togolaise dans la province du Cabinda, rappelant les problèmes d'insécurité dans cette région.

L'Angola doit gérer plus efficacement ses richesses nationales non renouvelables et créer des emplois. Pour améliorer cette gestion, il lui faudra consolider ses institutions et atténuer la mainmise du pouvoir sur la vie politique et économique du pays. Son économie reste largement tirée par l'investissement public, qui souffre du népotisme et de la corruption. À moyen terme, elle devra moins s'appuyer sur l'investissement public et davantage sur le secteur privé.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

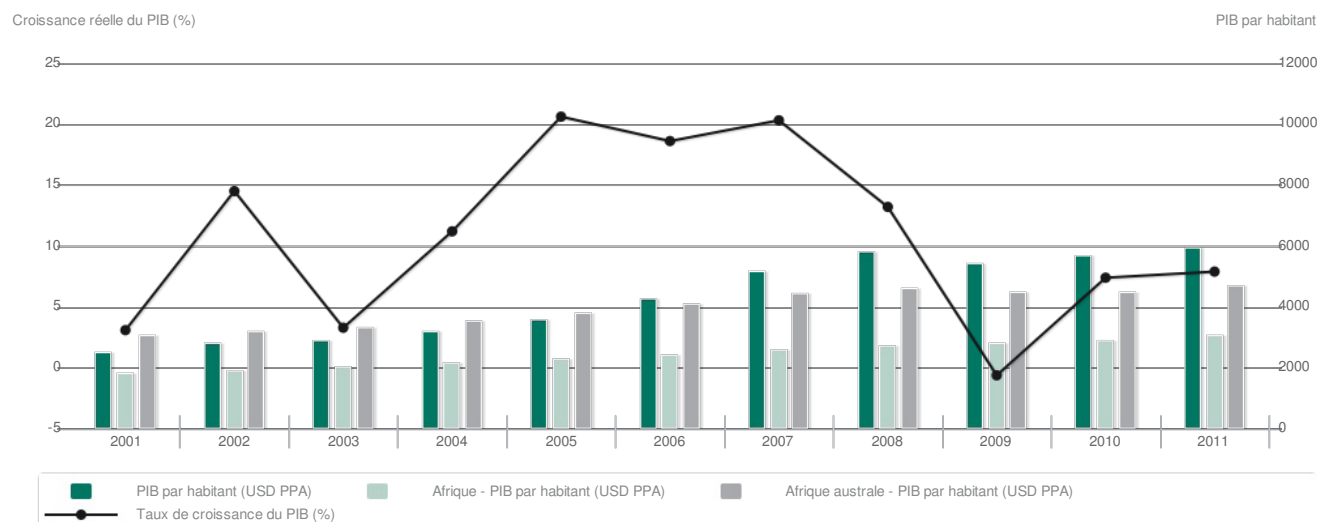
	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	13.2	-0.6	7.4	7.9
Inflation IPC	13.2	14.0	15.0	9.9
Balance budgétaire % PIB	8.8	-7.7	-3.9	-1.7
Balance courante % PIB	7.5	-3.8	2.6	3.0

Source: Données des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/873765022731>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p)

2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/867606775780>



Bénin

Après trois années de relative embellie au niveau économique et social, grâce à un rythme de croissance en expansion, le Bénin a renoué en 2009 avec une croissance faible en raison de la crise financière mondiale et de la forte sensibilité du pays aux chocs exogènes.

Les réformes structurelles initiées depuis plusieurs années dans les secteurs clés de l'économie afin de diversifier les sources de croissance n'ont pas encore produit de résultats significatifs en raison de lenteurs dans leur mise en œuvre.

La mobilisation de ressources, tant intérieures qu'extérieures, a été considérablement renforcée depuis 2006. Toutefois, le gouvernement est conscient que des efforts restent à faire pour rendre le système fiscal béninois compatible avec sa politique de développement tournée vers le secteur privé.

Le Bénin est l'un des rares pays d'Afrique subsaharienne à avoir réussi une transition politique pacifique au début des années 90. Le pays a adopté une nouvelle constitution en décembre 1990, mettant ainsi fin au système marxiste-léniniste qui avait prévalu depuis 1974, au profit d'un système démocratique. Depuis lors, le pays connaît une situation socio-politique relativement stable. La dernière élection présidentielle, qui a porté au pouvoir le président Boni Yayi en avril 2006, a jeté les bases d'une relance de l'économie qui s'est poursuivie jusqu'en 2008. Toutefois, en raison de la crise financière mondiale, la croissance s'est ralentie en 2009 pour rester cantonnée à 3 %, contre une moyenne de 4.5 % au cours des trois années précédentes.

La situation des finances publiques a été assez difficile en 2009 en raison des répercussions du ralentissement de la croissance sur les recettes fiscales. Le gouvernement a pratiqué une politique contra-cyclique, qui a connu lors de son application quelques dérapages dans les procédures d'exécution budgétaire en raison notamment du recours excessif aux procédures exceptionnelles de dépenses par ordre de paiement. Par ailleurs, de fortes pressions sociales ont poussé les autorités à accorder des primes et autres avantages sociaux aux fonctionnaires en 2008 et au cours du premier semestre de 2009. La masse salariale a fortement augmenté en 2009, ce qui a aggravé le déficit budgétaire. Le gouvernement a dû recourir à divers emprunts et autres sources de financements intérieurs et extérieurs pour combler ses besoins de financements.

Appuyé par les services du Fonds monétaire international (FMI), le gouvernement a engagé dès août 2009 un certain nombre de mesures pour contenir le déficit budgétaire de 2009. Ces mesures, poursuivies en 2010, portent aussi bien sur les dépenses que sur les recettes. Elles consistent à limiter les avantages sociaux accordés aux fonctionnaires, à revoir à la baisse les dépenses de grands travaux publics, à réduire au strict minimum l'utilisation des ordres de paiement et à accélérer la mise en œuvre des plans d'urgence élaborés par la direction générale de la douane et la direction générale des impôts dans le but de faire baisser la fraude et l'évasion fiscale.

Sur le plan social, des résultats encourageants ont été notés au cours des trois dernières années avec la baisse de l'incidence de la pauvreté, qui est passée de 37.4 % en 2006 à 33.3 % en 2008. D'une manière globale, les services de santé et d'éducation se sont améliorés, même si des efforts restent à faire pour protéger les plus vulnérables contre les grandes endémies telles que le paludisme.

Les perspectives économiques et sociales à moyen terme sont relativement bonnes car les effets de la crise financière mondiale ne sont pour l'essentiel que conjoncturels. La reprise sera au rendez-vous au cours des deux prochaines années, mais à un niveau relativement faible, avec des taux de croissance de 3.5 % en 2010 et 3.8 % en 2011. Avec plus d'efforts dans la mise en œuvre de certaines réformes clés, notamment au niveau du port de Cotonou, de l'environnement des affaires et de l'énergie, la croissance devrait être plus forte à partir de 2012.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

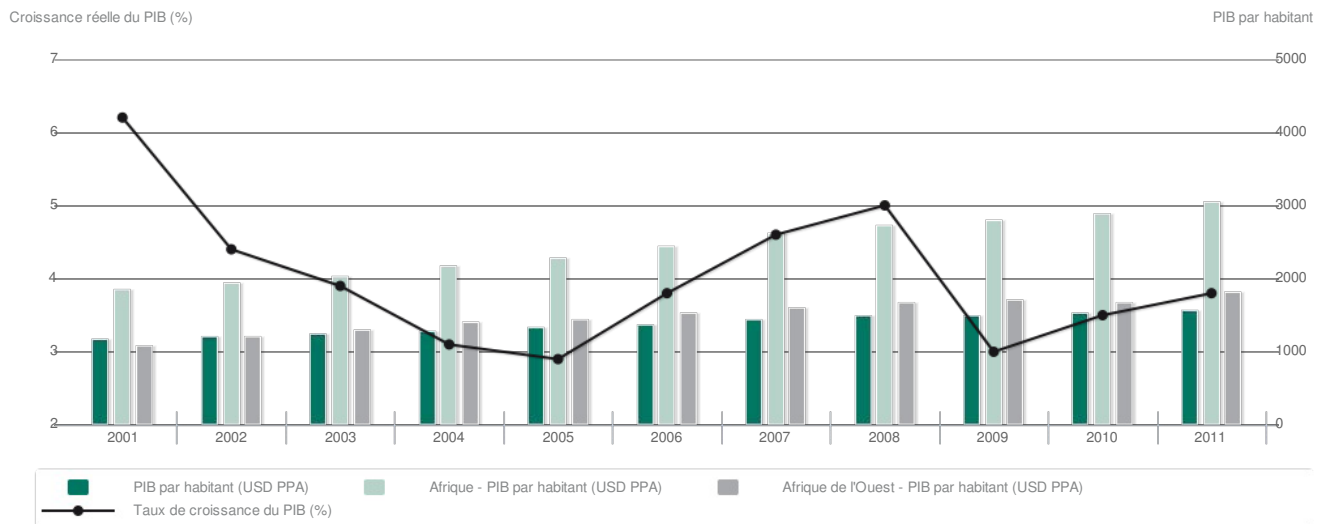
	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	5.0	3.0	3.5	3.8
Inflation IPC	7.9	4.1	3.3	3.0
Balance budgétaire % PIB	-1.7	-2.4	-1.6	-1.3
Balance courante % PIB	-8.3	-10.0	-9.5	-9.6

Source: Données de l'INSAE ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/873818710063>



Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et de l'Institut national des études économique et de statistiques ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p)
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/867606775780>



Botswana

Pendant la crise mondiale, l'économie du Botswana a été durement touchée par l'effondrement de la demande en diamants.

Au deuxième trimestre 2009, le pays a renoué avec une croissance positive grâce à la reprise de sa production minière.

Le Botswana doit avant tout s'attacher à diversifier son économie, qui reste fortement tributaire du secteur minier.

La crise économique mondiale a eu un effet dévastateur sur l'économie botswanaise, principalement parce que celle-ci dépend en très grande partie du secteur minier, à hauteur de plus d'un tiers du produit intérieur brut (PIB), et tout particulièrement des exportations de diamants. L'effondrement de la demande de cette production a imposé la suspension des activités extractives fin 2008 et début 2009. Les branches non minières ont été moins touchées. Le secteur bancaire du pays, qui est relativement isolé du système financier international, a été protégé, dans une certaine mesure, des effets de la crise. D'autres segments du secteur privé ont bénéficié du relèvement des dépenses publiques. Néanmoins, l'écroulement de la production de diamants a provoqué un important recul du PIB au premier trimestre 2009. Lorsque cette production a repris au deuxième trimestre, l'économie du pays s'est redressée mais, en raison du net repli au trimestre précédent, on estime que le PIB s'est affaissé de 4 % en 2009 par rapport à 2008. En 2010, les mines devraient continuer de tirer parti de la reprise mondiale. Dans le même temps, l'État commence à comprimer ses dépenses pour assurer la soutenabilité de son budget sur le long terme. L'économie va donc renouer avec la croissance, avec un taux de 3.4 % en 2010 et de 3.1 % en 2011, grâce aux exportations de minerais et aux services.

Pour atténuer l'impact de la crise, les pouvoirs publics ont appliqué une politique monétaire et budgétaire modérément contracyclique. Sur le plan budgétaire, étant donné qu'environ les deux tiers des recettes publiques proviennent des diamants, la chute de la production de ce secteur a causé de substantielles pertes de revenus. Cependant, les excédents budgétaires enregistrés sur les exercices antérieurs et l'ampleur des réserves de change ont permis au pays de maintenir ses grands programmes de dépenses dans le budget 2009/10. Seuls quelques projets de développement ont été réduits ou différés du fait des tensions budgétaires. Ainsi, le Botswana a évité de mener une politique procyclique, qui aurait aggravé la récession, mais au prix d'un déficit, le premier depuis 2003. Le solde budgétaire s'est dégradé de quelque dix points de pourcentage du PIB : après un excédent de 5 % en 2008, il a affiché un déficit de 5.4 % en 2009. Soucieux d'étoffer son budget et de financer ses projets de développement, l'État a contracté en 2009 un prêt d'appui budgétaire général auprès de la Banque africaine de développement (BAfD) d'un montant de 1.5 milliard de dollars (USD).

Les pouvoirs publics ont assoupli la politique monétaire en abaissant le taux d'intérêt de référence et en augmentant le crédit, de façon à dynamiser les activités économiques non minières. Parallèlement, les autorités monétaires ont cherché à provoquer une baisse de l'inflation, dont le taux dépassait 10 %. La décrue des prix de l'énergie et de l'alimentation a facilité la réalisation de cet objectif, puisque l'indice est passé sous la barre des 6 % vers fin 2009, entrant ainsi dans la fourchette ciblée (entre 3 % et 6 %).

Parmi les dernières initiatives des pouvoirs publics figure la création d'un pôle transports (l'un des six organismes de coordination sectorielle, ou « *hubs* », destinés à encourager la diversification de l'économie et la croissance durable) visant à promouvoir la construction du pont de Kazungula, du port sec de Walvis Bay (en Namibie), de la ligne de chemin de fer Trans-Kalahari et d'autres projets. D'importants progrès sont également réalisés sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), surtout dans la santé et l'éducation. En revanche, le plan directeur de l'agence d'évaluation et de privatisation des entreprises publiques (*Public Enterprise Evaluation and Privatisation – PEEPA*) a subi de nouveaux retards.

Concernant la mobilisation des ressources, le Botswana finance son développement économique sur ses ressources internes plutôt que par des entrées de capitaux ou d'aides de l'étranger. L'épargne nationale est relativement élevée et n'a cessé de progresser au fil des ans grâce à la robuste croissance des recettes tirées des diamants, jusqu'à la crise récente, et aux efforts soutenus accomplis par l'État pour accumuler des réserves grâce aux excédents du budget et de la balance courante. L'épargne nationale ne pèse donc pas sur le financement de l'investissement intérieur. À l'avenir, toutefois, les entrées de capitaux sont susceptibles d'augmenter, car le Botswana poursuit sa diversification économique en ne misant plus uniquement sur les activités minières. Il a récemment annoncé un relèvement de deux points de pourcentage de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), dans l'optique de stimuler ses recettes internes.

Outre le manque à gagner immédiat, l'économie botswanaise sera probablement confrontée à des difficultés économiques considérables dans les prochaines années. À brève échéance, les autorités devront soutenir la reprise tant que le marché mondial du diamant ne se sera pas pleinement rétabli. Il faudra remédier aux problèmes structurels afin de diversifier l'économie et d'exploiter le potentiel de croissance. Malgré les nombreuses tentatives déployées au fil des ans pour mettre à niveau le socle national de compétences, l'offre de main-d'œuvre qualifiée est inférieure à la demande, ce qui entrave fortement les efforts destinés à diversifier



l'économie et à la placer sur une trajectoire de croissance plus vigoureuse. Le déficit de compétences empêche de pourvoir les postes qualifiés, et le chômage est élevé, surtout parmi les jeunes. En 2005/06, selon un rapport du bureau central des statistiques de 2008, le taux de chômage dépassait 60 % chez les 15-19 ans et avoisinait 45 % parmi les 20-24 ans. Ce document souligne également la grande vulnérabilité de ces tranches d'âge au VIH/Sida.

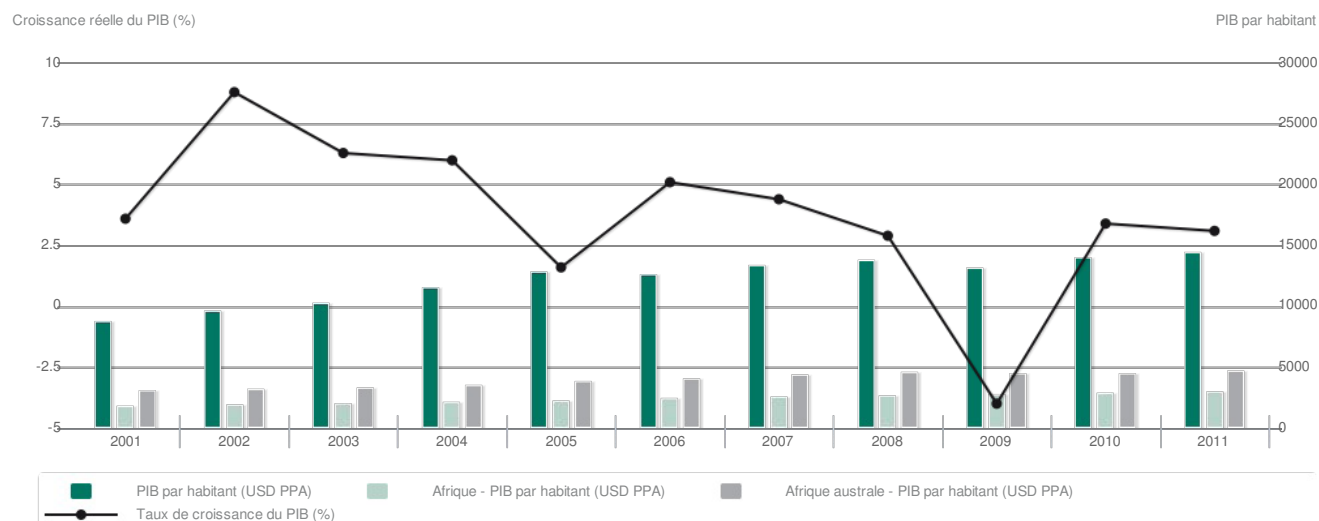
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	2.9	-4.0	3.4	3.1
Inflation IPC	12.6	8.2	6.8	5.1
Balance budgétaire % PIB	5.0	-5.4	-4.9	-4.8
Balance courante % PIB	6.3	-4.2	-4.4	-3.2

Source : Bureau central des statistiques ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/874004818224>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/867787172074>



Burkina Faso

Le pays devrait connaître une croissance plus soutenue en 2010 et 2011, avec une inflation faible.

La croissance dépendra largement du dynamisme de l'agriculture vivrière et de l'élevage, ainsi que des industries extractives et du transport.

Les principaux défis portent sur la lutte contre la pauvreté, la compétitivité et la diversification de l'économie, afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis du coton et de l'or.

Le Burkina Faso reste très vulnérable aux chocs extérieurs et aux conditions climatiques. Cette situation aggrave les risques de surendettement du pays. L'économie, trop peu diversifiée, dépend largement des exportations d'or et de coton.

En 2009, le pays a été affecté par les effets des crises énergétique, cotonnière, alimentaire et financière. Malgré ce contexte difficile, la croissance est restée positive, à hauteur de 3 %, contre 5.2 % en 2008. Une relance est attendue en 2010 et 2011, avec une croissance de 4.4 et 5.2 %.

L'or est devenu le premier produit d'exportation, en raison des difficultés éprouvées par la filière coton. Le métal jaune a représenté 41 % du total des exportations en 2009, une part qui devrait passer à 45 % en 2010 et 55 % en 2011.

Malgré les pressions observées en début d'année, l'inflation a été maîtrisée en 2009, grâce au repli des cours du pétrole et des denrées alimentaires. Cette tendance devrait se poursuivre en 2010 et 2011. Le taux d'inflation, estimé à 2.8 % en 2009, devrait rester inférieur à 3 %.

L'environnement des affaires s'est amélioré, même si le développement du secteur privé reste entravé par plusieurs faiblesses, notamment dans l'exécution des contrats, la protection des investisseurs, la fiscalité et l'accès au crédit. La lourdeur des procédures dans le commerce transfrontalier joue également comme un frein.

La mobilisation des recettes fiscales reste faible, à 11.5 % du produit intérieur brut (PIB), par rapport à la norme communautaire de 17 % fixée par l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain (UEMOA). Du coup, les programmes de développement s'avèrent difficiles à mettre en œuvre.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	5.2	3.0	4.4	5.2
Inflation IPC	10.7	2.8	2.6	2.5
Balance budgétaire % PIB	-4.4	-5.6	-4.7	-4.5
Balance courante % PIB	-11.8	-7.9	-7.4	-6.7

Source: Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/874150332305>

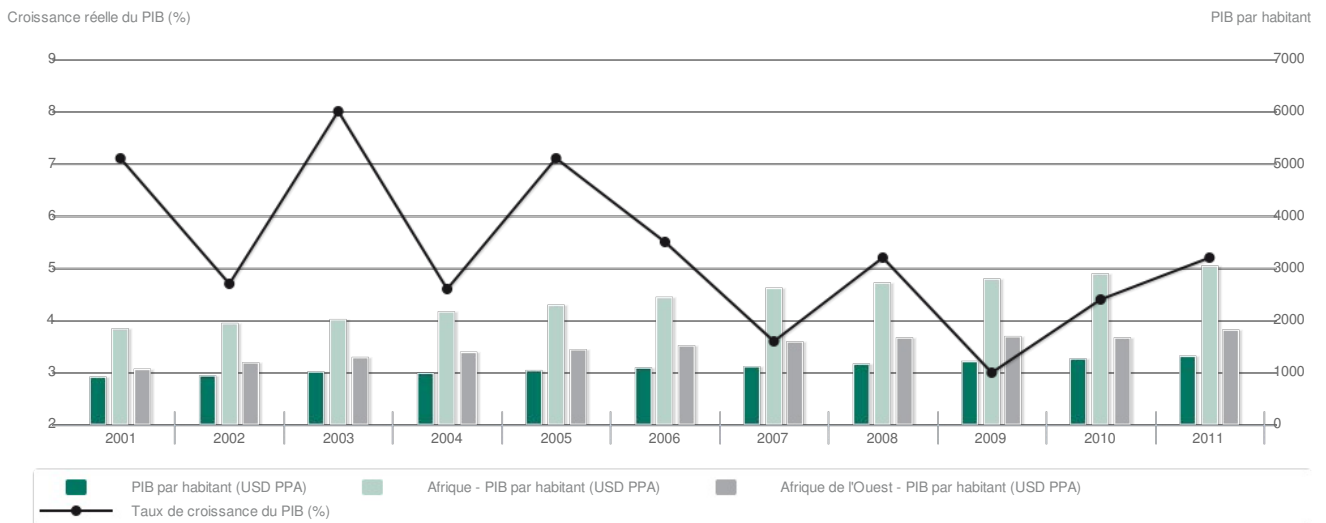
L'environnement des affaires s'est amélioré, même si le développement du secteur privé reste entravé par plusieurs faiblesses, notamment dans l'exécution des contrats, la protection des investisseurs, la fiscalité et l'accès au crédit. La lourdeur des procédures dans le commerce transfrontalier joue également comme un frein.

La mobilisation des recettes fiscales reste faible, à 11.5 % du produit intérieur brut (PIB), par rapport à la norme communautaire de 17 % fixée par l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain (UEMOA). Du coup, les programmes de développement s'avèrent difficiles à mettre en œuvre.

La pauvreté reste endémique, malgré les bonnes performances économiques et la tendance à l'amélioration des indicateurs sociaux. La pauvreté frappait encore 42.8 % de la population en 2008. Ce fléau est aggravé par les difficultés de la filière coton, qui fragilisent les petits producteurs, et le fait que le pays compte 80 % de ruraux.



Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p)
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/867841617065>



Burundi

L'année 2009 a été marquée par la baisse de la production, la persistance de la crise économique mondiale et la dégradation des indicateurs macro-économiques, sauf le taux d'inflation qui a été ramené à son niveau de 2007.

Pour un développement durable au Burundi, il sera indispensable d'amorcer des réformes structurelles de nature à promouvoir le secteur privé tant réel que financier, d'améliorer les services publics de façon à inciter les investisseurs nationaux et étrangers, à protéger l'environnement et les ressources naturelles et enfin à lutter contre l'économie informelle et le chômage.

Toutes les politiques envisageables, conjoncturelles ou structurelles, nécessitent énormément de moyens financiers qu'il convient de mobiliser par le biais d'une fiscalité directe et indirecte adéquate, permettant de maximiser les recettes fiscales tout en préservant l'épanouissement des contribuables.

L'économie burundaise a connu un tassement de la croissance en 2009. Le taux de croissance du produit intérieur brut réel est tombé de 4.3 % en 2008 à 3.3 % en 2009. Les causes majeures sont : *i*) la persistance des effets de la crise financière internationale ; *ii*) la baisse de la production du café et celle des cultures vivrières ; ainsi que *iii*) la diminution de la production industrielle, essentiellement attribuée à la branche du sucre. L'augmentation de la production du secteur tertiaire de près de 12 % n'a pas pu produire un effet de compensation suffisant pour empêcher la tendance baissière de la croissance du produit intérieur brut (PIB). La structure de la production est caractéristique des économies en développement, le secteur primaire jouant un rôle primordial dans la croissance économique.

Les composantes de la demande ont toutes eu une contribution positive à la croissance en 2009. La composante privée de la formation brute de capital a beaucoup plus augmenté que la composante publique, ce qui traduit la montée des entreprises privées dans l'investissement et la production nationale. Néanmoins, l'investissement public reste prédominant dans la contribution à la croissance. La consommation finale a contribué à la croissance à hauteur de deux points. La croissance de la consommation publique s'explique essentiellement par l'augmentation de la masse salariale de la fonction publique.

En matière budgétaire, le déficit s'est aggravé en 2009. Le solde global en pourcentage du PIB est passé de -3.1 % du PIB en 2008 à -4 % en 2009. Cette augmentation traduit l'engagement pris par le gouvernement en 2008 d'augmenter les salaires des diverses corps de la fonction publique. Quant aux recettes totales, elles ont augmenté en volume, mais moins que proportionnellement au PIB. Leur ratio en pourcentage du PIB a chuté, passant de 30.3 % en 2008 à 26.8 % en 2009.

En matière de politique monétaire, les autorités se sont engagées à garder un taux de croissance monétaire et un taux de refinancement relativement modérés, ainsi qu'un taux de change nominal stable, en vue de maîtriser les pressions inflationnistes. Le taux de change reste déterminé par le marché des devises. Mais la Banque centrale garde un certain niveau de contrôle notamment en fixant le volume de devises à mettre au service des institutions financières.

La position extérieure s'améliore. Les paiements des intérêts sur la dette publique ont été maîtrisés en 2009. Le Burundi a atteint le point d'achèvement de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE), accédant ainsi à l'annulation d'une partie importante de la dette multilatérale. De plus, la politique du gouvernement est de diminuer autant que faire se peut la dette publique, en comptant plus sur les dons non-porteurs d'intérêts ou sur les aides hautement concessionnelles.

Le développement du secteur privé reste bloqué par un climat des affaires peu favorable. Le rapport *Doing Business* et le rapport *Global Competitiveness* classent le Burundi parmi les pays où la création d'entreprise est la plus difficile et où l'investissement, la production, et le commerce sont les plus entravés par l'environnement politique et institutionnel qui n'est pas favorable aux affaires.

Les réformes introduites en 2009 dans le secteur public sont essentiellement d'ordre institutionnel telles que l'adoption de la stratégie et du plan d'action pour une meilleure gestion des finances publiques, la promulgation du code de passation des marchés publics, le recensement des fonctionnaires civils, de ceux relevant de la police et des forces armées, la clôture des comptes hors budgets, et bien d'autres.

Au niveau des infrastructures, le programme de réhabilitation du réseau routier de Bujumbura, la capitale, a été poursuivi : la construction de la route Gitega-Karuzi a été achevée. Les études pour les futures routes à tracer ont été faites notamment pour l'axe Gitega-Ngozi, et la route d'intérêt national Ruhwa-Cibitoke-Rumonge-Makamba.

Les grandes actions en matière de gestion de l'environnement ont porté en 2009 sur l'éducation environnementale, et le reboisement. En matière foncière, il a été adopté en 2009 une lettre de politique foncière axée sur la résolution des conflits fonciers, et la

modernisation des fonctions de la production agricole.

La mobilisation des ressources domestiques est, au Burundi, au cœur de toutes les politiques conjoncturelles ou même structurelles en ce sens que le pays doit compter sur ses propres ressources pour financer le développement. En 2009, elle a porté sur l'application des tarifs extérieurs communs, de la taxe sur la valeur ajoutée en remplacement des taxes sur les transactions, de la création d'un guichet unique pour les grandes entreprises en vue de leur faciliter le paiement, et sur l'institutionnalisation de l'autorité burundaise des recettes qui devrait commencer à bien fonctionner en 2010.

Le contexte politique de 2009 a été marqué par la montée des préoccupations et manifestations en rapport avec les élections de 2010. L'indice général des troubles politiques est ainsi passé de 2 en 2008 à 3.7 en 2009.

Enfin, le contexte social et de développement des ressources humaines est marqué par la persistance de la pauvreté sous diverses formes comme la faiblesse du revenu par habitant, le faible taux de scolarisation en primaire et le taux de mortalité infantile encore très élevé.

Les politiques en faveur du développement humain se sont poursuivies en 2009 avec les mesures concernant la scolarisation primaire universelle, la gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans et la gratuité des accouchements.

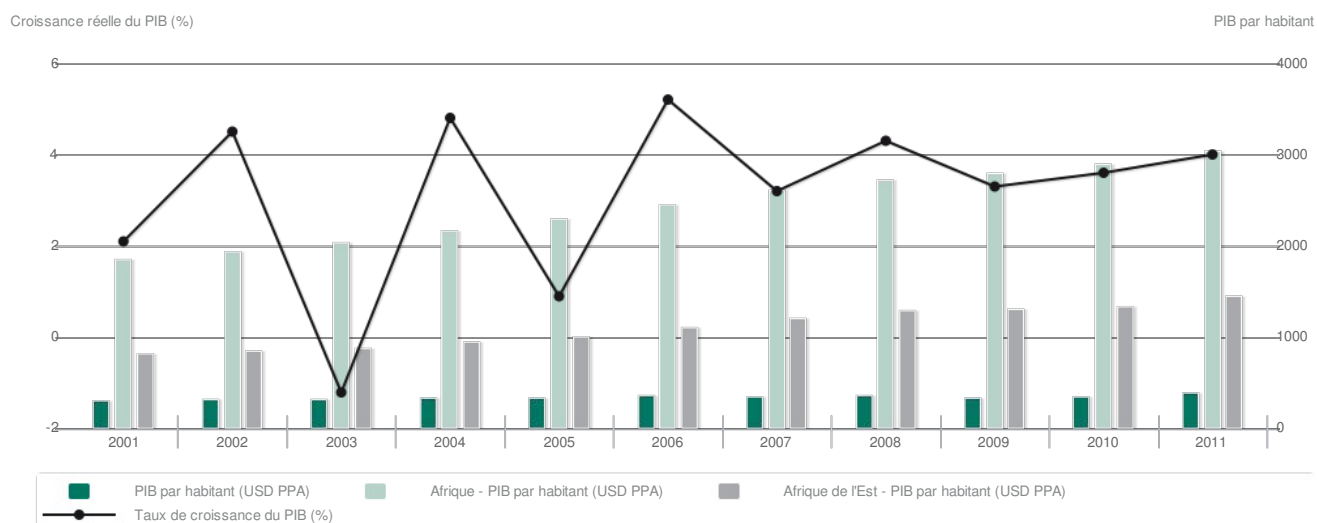
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	4.3	3.3	3.6	4.0
Inflation IPC	24.5	8.3	8.3	7.0
Balance budgétaire % PIB	-3.1	-4.0	-5.1	-7.7
Balance courante % PIB	-19.1	-12.9	-13.4	-12.5

Source: Données de l'ISTEEBU et de la BRB ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/874330386466>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/867877168303>



Cameroun

L'économie camerounaise est moins vulnérable aux chocs externes.

La relance de la production agricole doit s'accompagner d'un programme de développement des infrastructures de transport.

La migration des opérateurs de l'informel vers le formel est une nécessité pour améliorer le rendement fiscal.

L'économie camerounaise ralentit : de 2.9 % en 2008, le taux de croissance devrait revenir à 2 % en 2009. Ce ralentissement s'explique par la détérioration de la balance commerciale, la morosité de l'environnement économique international et l'aggravation des difficultés budgétaires du pays découlant des effets combinés de la crise économique et financière mondiale, de la crise alimentaire et du déficit énergétique. Aussi le gouvernement a-t-il pris des mesures d'urgence afin de stimuler le secteur agricole et notamment les productions jugées prioritaires telles que le maïs, le riz, le manioc, la pomme de terre, le palmier à huile et la banane plantain. Toutefois, les signaux de reprise observés dans les pays avancés permettent d'envisager une croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) de 3.5 % en 2010 et de 4.6 % en 2011. Selon les prévisions, l'amélioration de l'environnement international devrait se traduire par une forte progression de la demande mondiale, et donc par une relance des exportations de matières premières en provenance des pays en développement.

Du côté de l'offre, la croissance en 2009 a été essentiellement tirée par le secteur agricole, le bâtiment et les travaux publics (BTP) et les services de télécommunications. Du côté de la demande, la croissance reste soutenue par la demande intérieure, notamment par la consommation des ménages qui a été stimulée par la hausse des salaires et celle du nombre des personnels intégrés à la fonction publique depuis 2008.

Le gouvernement s'est doté d'une nouvelle stratégie de développement à long terme. Le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-20, a été adopté en fin d'année 2009. Ce document qui va couvrir les dix premières années de la vision à long terme sera centré sur l'accélération de la croissance, la création d'emplois formels et la réduction de la pauvreté. Il vise en conséquence à : *i*) porter la croissance à 5.5 % en moyenne annuelle au cours de la période 2010-20 ; *ii*) ramener le sous-emploi de 75.8 % à moins de 50 % en 2020 avec la création de dizaines de milliers d'emplois formels par an durant les dix prochaines années ; et *iii*) ramener le taux de pauvreté monétaire de 39.9 % en 2007 à 28.7 % en 2020.

En matière de finances publiques, les efforts visent à optimiser les recettes non pétrolières, afin de préserver l'économie d'une dépendance excessive à l'égard des prix volatils du pétrole. Ces efforts consistent aussi à poursuivre l'amélioration de la dépense et de la transparence budgétaire. En ce qui concerne les ressources publiques, le programme du gouvernement en 2009 et 2010 prévoit la poursuite de la mobilisation des recettes non pétrolières en élargissant l'assiette fiscale : il s'agit de dénicher de nouveaux contribuables pour améliorer le rendement de l'administration fiscale.

La politique monétaire a été axée sur la stabilité monétaire et la gestion de la liquidité des banques *via* la politique de refinancement (action sur l'offre de monnaie centrale) et l'imposition de réserves obligatoires (action sur la demande de monnaie centrale) pour discipliner les banques.

En 2009, le taux d'inflation a atteint 3.2 % en raison d'une envolée des prix des produits vivriers sur le marché local. Cette situation est due notamment à une offre insuffisante pour satisfaire la demande nationale et sous-régionale et aux difficultés d'approvisionnement des marchés.

S'agissant de la position extérieure, le solde du compte courant est resté déficitaire en 2009, il se situe à -3.7 % du PIB, en raison de la répercussion des effets de la crise sur le commerce extérieur, de la structure déficitaire de la balance des services et de celle des revenus.

En ce qui concerne les réformes, le gouvernement a désigné l'équipe dirigeante de la compagnie aérienne nationale, poursuivant ainsi le processus d'opérationnalisation de l'entreprise. D'autres mesures tendent à améliorer l'environnement des affaires, en réponse au rang préoccupant qu'occupe le Cameroun dans le rapport *Doing Business* 2010 de la Banque mondiale.

Dans le domaine politique, le gouvernement a poursuivi la lutte contre la corruption ; il a continué à moderniser et à mettre en place l'organe chargé de l'organisation, de la gestion et de la supervision de l'ensemble du processus électoral et référendaire. En 2009, le chef de l'État a aussi formé un nouveau gouvernement.



En 2009, le gouvernement a poursuivi sa politique d'amélioration de l'offre en matière d'éducation, de santé et d'emploi. Dans le secteur de l'éducation, de nouvelles écoles et universités ont été construites, notamment l'université de Maroua, ce qui a contribué à élever le taux de scolarisation et le taux d'alphabétisation. Dans le domaine de la santé, des hôpitaux ont été construits et la prise en charge des personnes atteintes du VIH/Sida s'est poursuivie, réduisant ainsi l'incidence de cette maladie au Cameroun.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

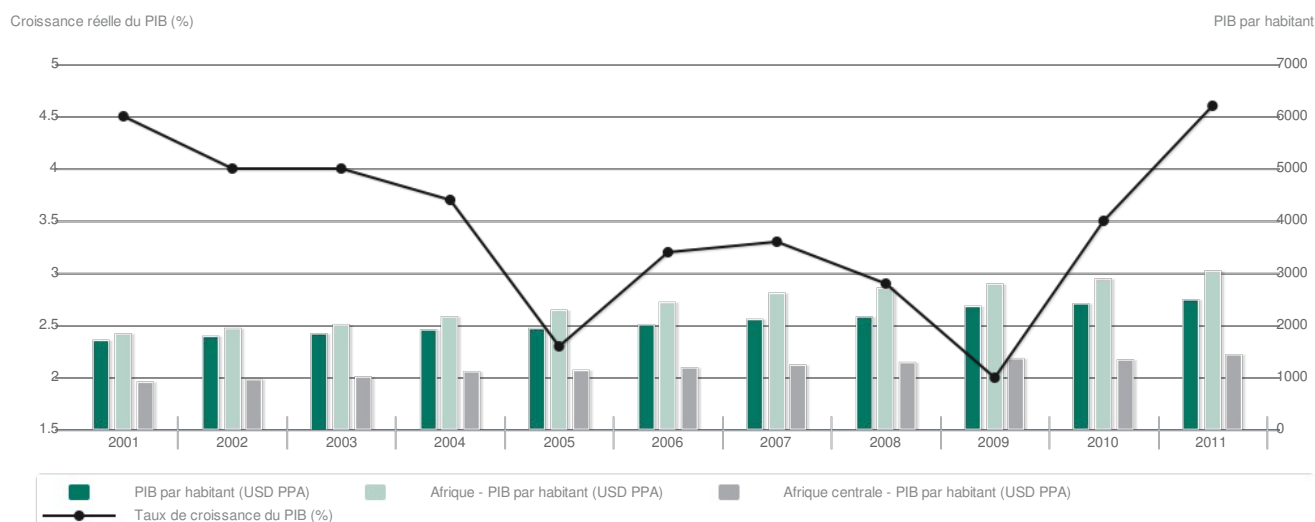
	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	2.9	2.0	3.5	4.6
Inflation IPC	5.3	3.2	2.2	1.9
Balance budgétaire % PIB	2.3	1.6	0.7	0.2
Balance courante % PIB	-2.3	-3.7	-3.8	-5.4

Source: Données de l'institut national de la statistique ; du ministère des Finances et de l'Économie et de la BEAC, calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/874562000562>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p)

2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868053671576>



Cap-Vert

En 2009, le Cap-Vert a souffert du repli du tourisme, du bâtiment et des travaux publics et des investissements directs étrangers, en conséquence de la crise financière mondiale. Mais la croissance a redémarré sous l'effet des mesures budgétaires engagées par l'État et de la remontée du tourisme.

En 2008, le Cap-Vert est sorti du groupe des pays les moins avancés (PMA) pour rejoindre celui des pays à revenu intermédiaire (PRI). Il reste toutefois tributaire de l'aide étrangère et des prêts à conditions préférentielles pour lancer les réformes structurelles et les investissements nécessaires à la viabilité de son économie.

Grâce à l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en 2004, les recettes issues de la fiscalité indirecte représentent près de la moitié du total des recettes fiscales, tandis que les taxes à l'importation, qui constituent toujours un cinquième du total, devraient être ramenées à zéro d'ici 2018.

L'économie du Cap-Vert a été durement touchée par la crise financière mondiale. Le rythme de croissance de son produit intérieur brut (PIB) s'est contracté à 3.9 % en 2009, contre 5.9 % en 2008. La croissance a ralenti avec le recul du tourisme, du bâtiment et des travaux publics (BTP) et des investissements directs étrangers (IDE). Mais, fin 2009, le tourisme et le BTP sont repartis à la hausse et les entrées d'IDE se sont stabilisées. Les envois de fonds des travailleurs expatriés sont restés quasiment constants, progressant même de 1.7 % en 2009.

Pour contrecarrer les conséquences de la crise, le gouvernement a accru son programme d'investissements publics de 45.5 %. L'investissement privé et public devrait progresser en 2010/11, alors que la croissance du PIB renouera avec son rythme de 2008. L'inflation a considérablement reflué en 2009, tombant à 2.2 %, contre 6.8 % en 2008. Elle devrait légèrement remonter en 2010/11 sous l'effet de la hausse des prix internationaux et des importations, avec la reprise du tourisme.

Le déficit budgétaire global s'est fortement creusé, passant de 1.1 % du PIB en 2008 à 6 % en 2009, et devrait rester substantiel en 2010, sans pour autant s'écarter de la cible fixée par l'instrument de soutien à la politique économique (ISPE) du Fonds monétaire international (FMI). Les réserves internationales demeurent supérieures à la cible de l'ISPE, le déficit étant entièrement financé par l'emprunt extérieur, pour l'essentiel à des conditions préférentielles. Le Cap-Vert a également bénéficié d'une allocation de droits de tirage spéciaux (DTS). Le soutien budgétaire accordé par les donateurs reste élevé, à 8.5 % du budget en 2009.

En 2008, le Cap-Vert avait été requalifié de la catégorie des pays les moins avancés (PMA) à celle des pays à revenu intermédiaire (PRI), selon la classification de l'Organisation des Nations Unies (ONU). La Banque africaine de développement (BafD), qui utilise la même classification, a pris en compte cette décision en 2009. Ce changement de statut oblige le Cap-Vert à transformer ses relations donneurs-bénéficiaires avec ses partenaires étrangers traditionnels en un cadre de coopération économique et à diversifier ses partenariats, en particulier avec les autres pays en développement. Les perspectives de financement à court terme sont positives. En décembre 2009, le FMI a achevé le septième examen de l'ISPE et approuvé la politique publique du pays : il s'agit d'un important signal pour les donateurs, les banques de développement et les marchés. En 2009, le Cap-Vert est parvenu à un accord portant sur de nombreux prêts à conditions préférentielles, auxquels il ne pourra plus prétendre après 2013.

Le reclassement du Cap-Vert soulève des problèmes à surmonter pour ce pays fortement tributaire de l'aide publique au développement (APD) et des prêts à conditions préférentielles. Il lui faudra mener de profondes réformes structurelles et réaliser des investissements massifs pour rendre son économie pérenne. Il ambitionne de devenir une plateforme internationale dans différents domaines : dans les transports, en raison de sa position stratégique entre l'Amérique, l'Europe et l'Afrique et de ses liaisons aériennes entre le Sénégal et la Guinée-Bissau ; dans la délocalisation de services financiers et de technologies de l'information et de la communication (TIC) ; dans les services maritimes à travers ses ports et ses usines de transformation du poisson ; dans la culture, avec sa musique, ses festivals de théâtre, ses danses traditionnelles, et le patrimoine historique de la Cidade Velha, qui a été inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco en juin 2009. Le gouvernement s'est lancé dans un vaste programme d'investissements publics à moyen terme qui, dans le deuxième document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté 2008-11 (DSCRPII), prévoit de porter le budget de 16 milliards d'escudos capverdiens (CVE) en 2008 à 24 milliards en 2009 et à 31 milliards en 2010.

Les autorités capverdiennes encouragent le secteur privé en facilitant le processus de création d'entreprises et les procédures de règlement des impôts et taxes. Elles ont réduit la fiscalité directe pour les entreprises et mettront en place, à compter de 2010, une réduction des taxes sur les importations. Celles-ci diminueront progressivement jusqu'à devenir nulles en 2018, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le Cap-Vert est très favorable à l'administration électronique et diversifie sa production énergétique en faveur des sources d'énergie renouvelables afin de réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole.



Bien que le pays ait réalisé des progrès en termes d'expansion des routes et des ports, du transport maritime et de la distribution de l'électricité, le principal obstacle au développement de son économie tient à la mauvaise qualité des infrastructures d'une île à l'autre et sur chaque île.

Le contexte politique et social du pays reste favorable. Le Cap-Vert a atteint un grand nombre d'objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : le pourcentage de pauvres a été quasiment divisé par deux entre 1990 et 2007. Les efforts destinés à élaborer des plans coordonnés pour l'enseignement, l'emploi et la formation professionnelle cherchent à faire correspondre les formations avec les emplois à pourvoir et, partant, à faire baisser le chômage, qui avoisine 17.8 %. Chez les jeunes, il atteint le taux inquiétant de 31 %.

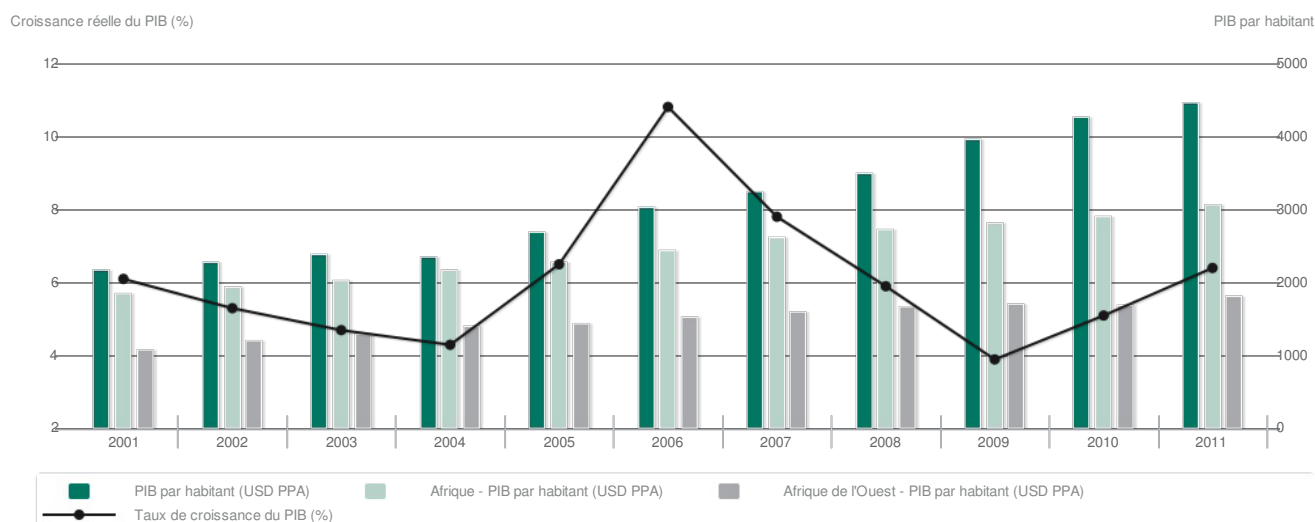
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	5.9	3.9	5.1	6.4
Inflation IPC	6.8	2.2	2.5	2.7
Balance budgétaire % PIB	-1.1	-6.0	-9.5	-9.3
Balance courante % PIB	-11.7	-12.0	-10.2	-11.0

Source: Données du FMI et des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/874635377132>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868124102538>



Comores

L'économie de l'Union des Comores a stagné en 2009 car la récession mondiale a retardé des investissements directs étrangers prévus dans le tourisme.

Le développement du secteur privé est entravé par un climat des affaires médiocre et par le sous-développement des infrastructures.

Des réformes fiscales ont été engagées en vue d'élargir l'assiette fiscale et de stimuler la collecte de l'impôt.

L'économie des Comores a continué de stagner en 2009, avec une croissance du PIB réel limitée à 1.4 % (estimation). La récession mondiale a affecté le pays principalement en différant des investissements directs étrangers (IDE) prévus dans le secteur du tourisme. Les remises de dettes ont légèrement reculé en volume, ce qui a fait chuter l'aide publique au développement (APD) à ses niveaux de 2007, après son pic historique de 2008.

Le secteur secondaire a souffert de fréquentes coupures d'électricité pendant la première moitié de l'année. Les services et le commerce de détail ont été touchés par la disparition en mer d'un avion de Yemenia Air le 30 juin au large de l'archipel : ce drame a réduit le flux des retours des émigrés et a entraîné l'annulation de plusieurs grands mariages, des cérémonies nuptiales traditionnelles très fréquentées qui suscitent d'ordinaire une hausse significative de la consommation de produits locaux.

Les autorités ont entrepris d'augmenter légèrement la collecte fiscale, qui a représenté 11.3 % du PIB en 2009 contre 10.8 % en 2008, et de réduire la masse salariale du secteur public et d'autres dépenses. La réduction de l'APD s'est accompagnée d'une contraction de l'investissement public. Le déficit budgétaire global a représenté 1.5 % du PIB. Le budget s'est trouvé sous pression en raison d'une accumulation de six mois de retard dans le paiement des salaires du secteur public. Des réformes s'avèrent nécessaires pour informatiser la collecte des impôts et les procédures des dépenses, et pour accroître le rendement de la collecte. Une réforme du code des impôts permettrait d'éliminer à l'avenir quelques-unes des distorsions actuelles.

La politique monétaire est soumise à la parité fixe du franc comorien (KMF) avec l'euro. L'inflation, largement importée, s'est élevée à 4.5 % en 2009. Les effets de la baisse des prix des produits pétroliers et alimentaires ont été partiellement annulés par la hausse du coût des transports provoquée par la crise internationale.

Le déficit des comptes courant s'est réduit, passant de 11.8 % en 2008 à 8.6 % en 2009. Cette amélioration s'explique par la baisse des prix des importations des produits pétroliers et alimentaires et par l'augmentation parallèle des exportations de vanille et de clous de girofle.

En 2009, des accords primordiaux ont été signés avec le Fonds monétaire international (FMI) pour engager une facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), et les pays européens du Club de Paris ont accepté de réduire le service des encours de prêts. Un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) a par ailleurs été adopté en décembre. Si l'archipel respecte les conditions de ces différents accords, elle atteindra le point de décision permettant des annulations de dette prévues par l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et par l'Initiative multilatérale pour l'allègement de la dette. Plusieurs pays arabes devraient de leur côté accroître leurs investissements et annuler des dettes bilatérales.

Le développement du secteur privé est handicapé par l'absence d'amélioration du climat des affaires et par la pauvreté des infrastructures. Les autorités ont mis sur pied en 2009 une agence nationale pour la promotion de l'investissement et un guichet unique pour l'import-export. Mais ces organismes ne sont pas encore totalement opérationnels. Quelques progrès ont été réalisés pour développer le secteur financier, notamment la création d'une troisième banque commerciale et la possibilité de transférer directement sur un compte bancaire les envois de fonds des émigrés.

Les fournitures de courant ne sont pas fiables, et les prix de l'électricité et des télécommunications comptent parmi les plus élevés d'Afrique. La privatisation de l'électricité et du téléphone devrait permettre des gains de productivité. Mais le calendrier de ces privatisations reste obscur. Une deuxième licence de téléphonie cellulaire a été mise sur le marché, et la concurrence devrait s'ouvrir en 2010. Le câble sous-marin de fibre optique est-africain EASSy a été arimé sur la Grande Comore. L'ossature des télécommunications insulaires et inter-insulaires devrait être opérationnelle dans un avenir proche.

La situation politique s'est stabilisée depuis l'intervention des forces de l'Union africaine pour étouffer la dernière tentative séparatiste d'Anjouan en 2008. Une réforme constitutionnelle approuvée par référendum en 2009 a clarifié la répartition des prérogatives entre



l'Union des Comores et les gouvernements des îles qui la composent. Elle a renforcé les pouvoirs de la présidence et du parlement, et éliminé quelques-uns des chevauchements de compétences qui avaient paralysé le processus décisionnel.

Dans un avenir prévisible, les réformes prévues dans le DSPR, notamment celles concernant les capacités des autorités ou devant faciliter la création d'entreprises, devraient permettre de pousser le taux de croissance annuelle du PIB réel de 1.4 %, son rythme actuel, à 3.3 %. Cette croissance sera d'abord tirée par les investissements dans les infrastructures, qui devraient dynamiser la production agricole, le secteur de la pêche et le tourisme.

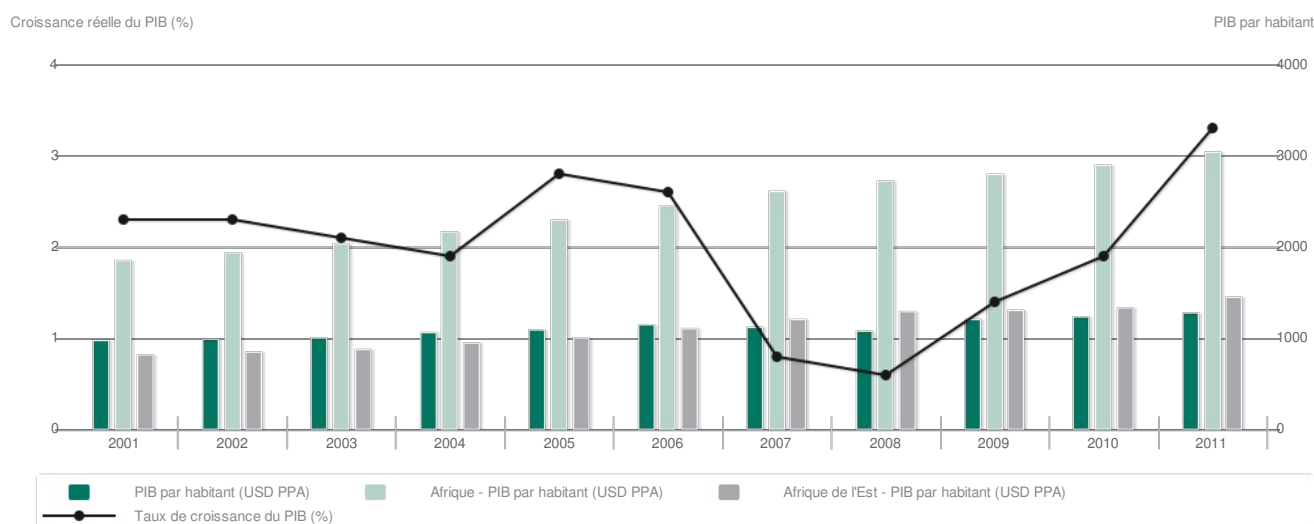
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	0.6	1.4	1.9	3.3
Inflation IPC	4.8	4.5	2.3	3.4
Balance budgétaire % PIB	-2.6	-1.5	-1.6	-1.4
Balance courante % PIB	-11.8	-8.6	-8.9	-9.8

Source: Données des autorités nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/875126168826>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868343668148>



République du Congo

Malgré la crise internationale, le Congo a connu une croissance forte et sa dette publique s'est considérablement réduite. En revanche, la position extérieure du pays s'est dégradée.

L'exécution de la politique budgétaire pour 2009 s'est traduite par une mobilisation accrue des recettes fiscales hors pétrole et par une stabilisation des dépenses.

Le développement du secteur privé souffre encore du poids grandissant des activités informelles, des lourdeurs administratives et de l'état de délabrement des infrastructures.

La République du Congo a accompli des progrès significatifs dans la consolidation de la paix interne et dans la mise en œuvre des réformes lancées dans le cadre du programme triennal conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) au titre de la facilité de la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Politiquement, l'année 2009 a été marquée par l'élection, contestée par les partis d'opposition, du président de la République, Denis Sassou Nguesso, pour un nouveau mandat de sept ans. Malgré la crise internationale, l'économie congolaise a réalisé une forte croissance du produit intérieur brut (PIB) de 7.6 %, tirée principalement par la production pétrolière et le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). En revanche, les activités d'exploitation forestière et de première transformation du bois ont été sévèrement affectées par la crise en raison de la chute de la demande extérieure et des prix à l'exportation. En dépit de ces contre-performances, la croissance du pays reste largement soutenue par les exportations et par l'investissement. En 2010, elle devrait s'accélérer pour passer à 11.9 % grâce au rebond prévu de la production pétrolière.

La position extérieure du pays s'est dégradée. L'excédent de la balance commerciale s'est réduit par rapport à 2008, affecté par la chute de la valeur des exportations des produits pétroliers et des bois et par le gonflement des importations de biens de consommation et d'investissement. Le déficit du compte courant s'est également creusé pour se situer à 7.1 % du PIB en 2009 contre 1.6 % en 2008. La dette publique s'est considérablement réduite, suite aux diverses annulations d'une grande partie des stocks d'arriérés par les créanciers des Clubs de Paris et de Londres, pour ne plus représenter que 77 % du PIB en 2009. Corrélativement, le poids du service de la dette par rapport au PIB s'est sensiblement amélioré : 3.5 % en 2009 contre plus de 13.5 % durant la période antérieure à 2005. Cette baisse de l'endettement du pays a permis d'affecter des ressources supplémentaires au financement des services sociaux. L'année 2009 a ainsi été marquée par la poursuite du vaste programme de construction et de réhabilitation des infrastructures d'un montant de 1.4 milliards de dollars (USD) lancé par le gouvernement avec le concours de plusieurs bailleurs de fonds pour la période quinquennale 2008-12. Cet effort massif d'investissement public reste toutefois tributaire des ressources d'exportations des produits pétroliers et forestiers.

La politique budgétaire pour 2009 s'est inscrite dans la poursuite de la mise en œuvre du programme FRPC conclu avec le FMI. L'exécution de la politique budgétaire s'est traduite par une mobilisation accrue des recettes fiscales hors pétrole et une stabilisation des dépenses. Malgré cet effort de mobilisation des ressources nationales, la contribution de ces recettes fiscales n'a représenté que 6.8 % du PIB en moyenne durant la période 1999-2009 contre 26.3 % pour les recettes pétrolières. Cette dépendance à l'égard du secteur pétrolier représente le principal défi auquel est confronté le Congo. Il devra diversifier ses sources de revenus dans les années à venir pour faire face à l'accroissement de ses besoins en financement et pour limiter sa vulnérabilité aux fluctuations des marchés des produits pétroliers et forestiers.

Le développement du secteur privé souffre du poids grandissant des activités informelles, des lourdeurs administratives et de l'état de délabrement des infrastructures. Les promesses du gouvernement en matière de gouvernance se sont concrétisées en 2009 avec la promulgation du code relatif à l'attribution des marchés publics et le plan d'action de lutte contre la corruption et pour l'amélioration de la gouvernance.

Le pays continue de supporter de nombreux handicaps sociaux, comme l'insécurité alimentaire, le chômage, l'accès aux services de santé et les séquelles des conflits armés des années 90. Par ailleurs, les avancées vers les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont très réduites pour la plupart des indicateurs. Deux seulement – assurer l'éducation pour tous, promouvoir l'égalité des sexes – sont en mesure d'être atteints.



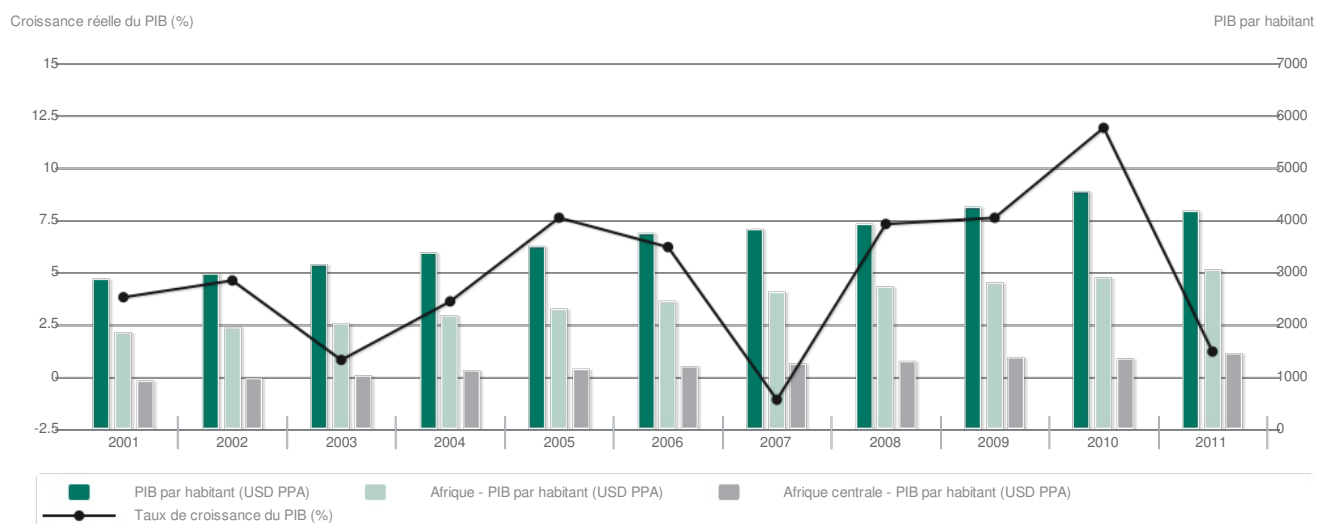
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	7.3	7.6	11.9	1.2
Inflation IPC	6.0	6.0	5.3	4.2
Balance budgétaire % PIB	26.1	17.0	24.1	23.1
Balance courante % PIB	-2.5	-17.5	-2.9	-8.8

Source: Données des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/875232374831>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p)
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868441010350>



République démocratique du Congo

En 2009, l'activité économique de la République démocratique du Congo a connu une croissance économique de 2.5 %.

Le cadre macro-économique de la RDC a subi de fortes pressions en raison de la récession économique mondiale.

La RDC pourrait accéder au point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et bénéficier de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) d'ici à juin 2010.

En 2009, la République démocratique du Congo (RDC) a réalisé une croissance économique de 2.5 %, contre 6.2 % en 2008. Un repli lié à ses problèmes structurels et aux effets de la crise économique et financière mondiale. Celle-ci a principalement touché la RDC par le canal du commerce international et des investissements directs étrangers (IDE), à la suite de la baisse de la demande mondiale et de la chute des cours des principaux produits d'exportation congolais. Avec la reprise de l'économie mondiale, la mise en œuvre de l'accord sino-congolais (l'attribution de gisements miniers à un consortium chinois contre la construction d'infrastructures), l'allègement attendu de la dette extérieure et les réformes en cours, le taux de croissance devrait passer à 6.5 % en 2010 et 8.8 % en 2011.

Le cadre macro-économique a subi de fortes pressions en 2009 en raison de la récession économique mondiale. Ces pressions se sont manifestées par l'augmentation du déficit commercial, la baisse des recettes publiques et le recours à la banque centrale pour financer le déficit budgétaire. Le franc congolais (CDF) a perdu 45.2 % de sa valeur par rapport au dollar américain (USD) et le taux d'inflation a été de 44 % en moyenne annuelle. Le gouvernement a mené une politique budgétaire restrictive pour restaurer la stabilité macro-économique. Grâce aux appuis extérieurs et au resserrement de certains postes de dépenses, le déficit public s'est contracté à la fin de l'année 2009.

Le gouvernement a par ailleurs entrepris plusieurs réformes et pris des mesures pour assainir le climat des affaires, avec notamment la mise sur pied d'un comité de pilotage *Doing business*. Le processus d'adhésion à l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) a enregistré de grands progrès.

La mobilisation des ressources publiques intérieures demeure un défi de taille. Entre 2001 et 2009, le revenu de l'État a augmenté considérablement tout en restant insuffisant pour couvrir les dépenses et les besoins en développement. Le niveau de collecte des impôts est bien inférieur au potentiel des ressources disponibles dans le pays. Des contraintes structurelles majeures limitent l'effort de collecte et de gestion des recettes publiques.

En décembre 2009, le gouvernement a conclu un nouveau programme avec le Fonds monétaire international (FMI) au titre de la facilité élargie de crédits (FEC) après révision de l'accord entre la Chine et la RDC. Le pays pourrait accéder au point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et bénéficier de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) d'ici à juin 2010.

Sur le plan politique et sécuritaire, la situation s'est apaisée en 2009 mais demeure fragile. Malgré les accords signés et les opérations militaires conjointes menées par les armées congolaise, rwandaise et ougandaise pour traquer les factions rebelles résiduelles, il subsiste encore de nombreux cas de violences dans l'Est, notamment envers les femmes. Le bureau de l'Assemblée nationale a dû être modifié en raison de divergences de vues sur la conduite des opérations militaires.

Le pays a par ailleurs renforcé sa position diplomatique sur la scène internationale et dans les organisations régionales.

La crise économique a durci les conditions de vie de la population et éloigné le pays des possibilités d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015. Le marché de l'emploi et la situation alimentaire se sont détériorés.



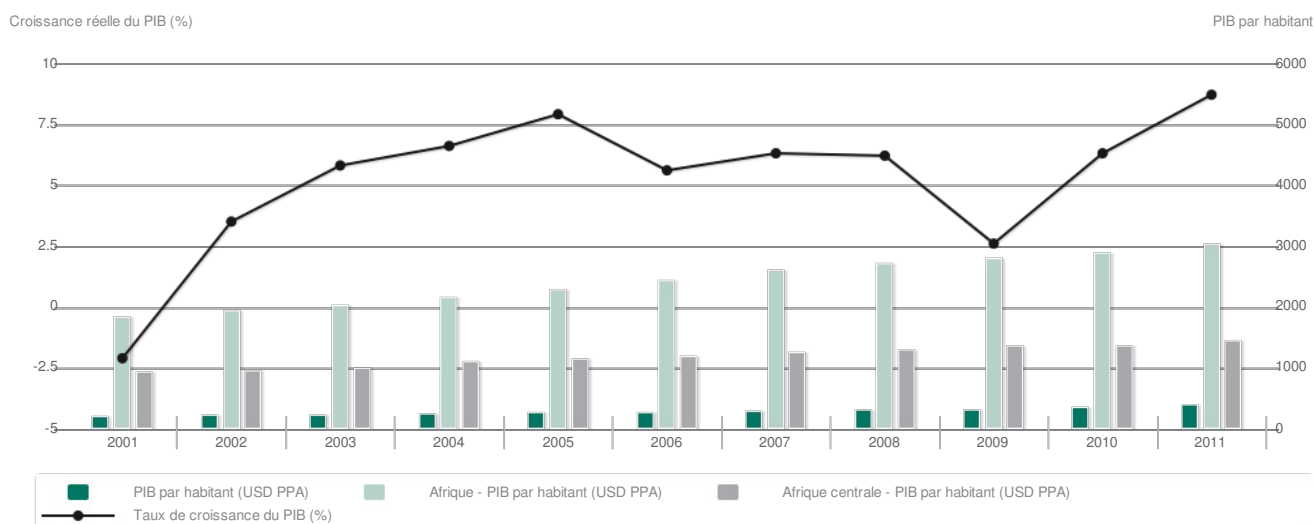
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	6.2	2.6	6.3	8.7
Inflation IPC	18.0	44.2	25.0	18.4
Balance budgétaire % PIB	-2.4	-1.6	8.5	-6.5
Balance courante % PIB	-15.9	-16.4	-4.8	-8.0

Source: Données des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/875616521146>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868441010350>



Côte d'Ivoire

Le pays a su faire face à la crise économique mondiale en 2009. Cependant, les niveaux appréciables de croissance projetés pour 2010 et 2011 dépendent de l'amélioration du climat politique et de l'organisation d'élections libres et transparentes, plusieurs fois reportées.

La consolidation de cette croissance exige la poursuite des réformes structurelles, engagées dans le cadre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) 2009-11. Ces réformes visent à améliorer la gouvernance et le climat des affaires, à soutenir l'investissement, aujourd'hui faible, et à diversifier l'économie.

Les récentes mesures d'élargissement de l'assiette fiscale et d'accroissement du rendement de l'impôt, après la réunification du pays, devraient favoriser une meilleure mobilisation de ressources pour soutenir la croissance et lutter contre la pauvreté.

Le redressement entamé par l'économie ivoirienne s'est poursuivi en 2009, malgré le contexte de crise internationale. La croissance s'est élevée à 3.6 % en 2009 et l'inflation a reculé, grâce à un bon approvisionnement du marché local et un dégel des prix internationaux. La réunification du pays, entre anciennes zones rebelles du Centre Nord Ouest (CNO) et régions contrôlées par l'armée régulière, a permis d'amortir le choc de la crise. Le pays a en effet renoué avec les bailleurs de fonds et engagé une politique budgétaire prudente. D'autres facteurs positifs ont joué en 2009, tels que la bonne pluviométrie et l'évolution favorable des cours du café, du cacao et du pétrole. La reprise devrait se consolider en 2010, si les élections présidentielle et législatives, plusieurs fois reportées, se déroulent dans un climat de paix. Dans cette hypothèse, la croissance devrait s'élever à 3.9 % en 2010 et 4.5 % en 2011.

La réunification du pays n'a pas eu que des avantages : elle complique en effet la mobilisation des ressources publiques. L'administration fiscale exerce une forte pression, tandis que le tissu fiscal disponible tend à être surexploité. Le mauvais recouvrement de l'impôt s'explique aussi par l'importance du secteur informel et l'absence de civisme. La fraude fiscale se solde par un manque à gagner annuel d'environ 120 milliards (franc CFA BCEAO (XOF) pour l'État. Aussi les autorités poursuivent-elles une politique d'élargissement de l'assiette fiscale et d'amélioration du rendement de l'impôt. Plusieurs réformes ont été engagées sur les patentes, l'impôt général sur le revenu, l'impôt foncier et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Les mesures envisagées concernent la simplification des déclarations d'impôts, le renforcement des impôts et taxes intérieurs par rapport aux droits de douane, ainsi qu'une fiscalité optimale sur le secteur pétrolier et le secteur informel. L'objectif consiste à relever la pression fiscale, avant 2011, à un minimum correspondant à la norme communautaire de 17 % du PIB, fixée par l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain (UEMOA).

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	2.3	3.6	3.9	4.5
Inflation IPC	6.3	1.4	2.5	2.2
Balance budgétaire % PIB	0.6	1.1	-1.9	-1.6
Balance courante % PIB	2.1	-3.5	-7.0	0.9

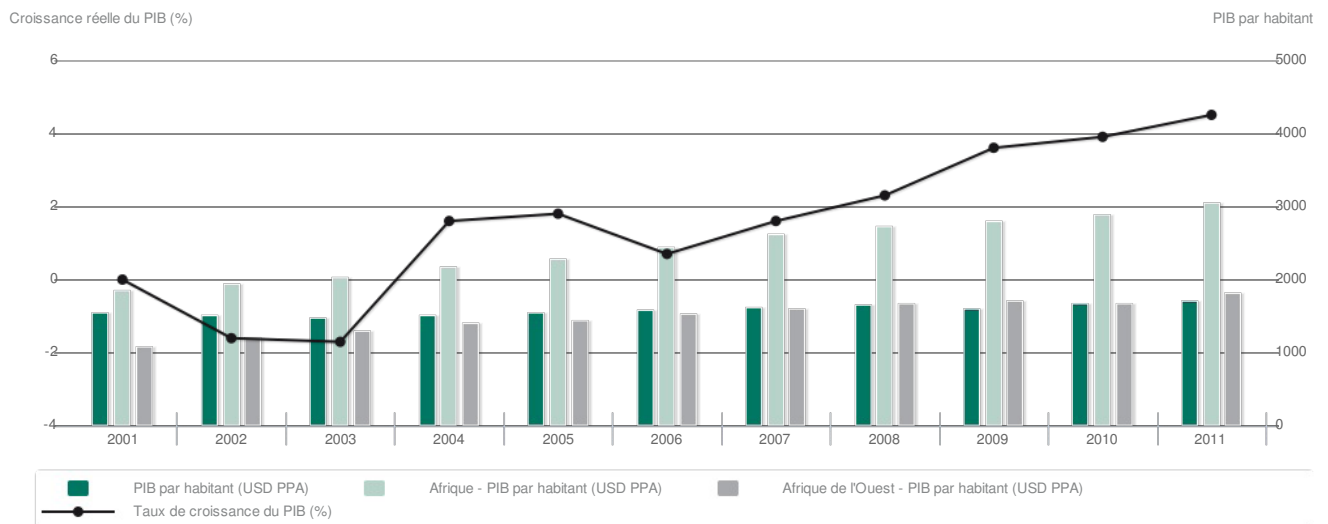
Source: Données de la Direction de la conjoncture et de la prévision économique et de la Banque centrale ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/875522138716>



Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données de la Direction de la conjoncture et de la prévision économique et de la Banque centrale ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868475436005>



Djibouti

Les projections pour 2010 montrent une poursuite du ralentissement de la croissance : elle ne reprendra qu'en 2011, alors que l'inflation devrait revenir à son niveau moyen historique.

La reprise économique continuera à dépendre du comportement de l'investissement privé ainsi que du développement dans les pays voisins, notamment l'Éthiopie, en termes de commerce international et d'activité portuaire.

Les défis de moyen et de long terme sont toujours présents incluant l'insécurité alimentaire ainsi que la dépendance envers l'aide internationale, ce qui augmente le besoin d'améliorer la mobilisation des ressources dans le secteur public.

Djibouti a connu en 2009 un ralentissement de sa croissance : elle reste toutefois soutenue avec un taux de 4.8 %. Ce ralentissement est principalement dû à la baisse des investissements privés, de nombreux investissements directs étrangers (IDE) ayant été reportés.

Toutefois, contrairement à celle des autres pays de la région, l'économie djiboutienne semble résister en raison notamment de la réalisation de projets d'investissement importants et de la réduction des prix des biens alimentaires et des carburants en 2009.

Le taux de croissance devrait encore baisser en 2010, à un niveau de 3.9 %, mais une reprise est attendue pour 2011 avec une croissance réelle qui serait de 5.7 %. La brusque chute des investissements devrait se poursuivre en 2010 : elle est liée à l'incertitude quant à la date et à l'ampleur de la reprise mondiale, le niveau élevé des capacités excédentaires des entreprises et la détérioration de leurs résultats.

Le pays a toujours maîtrisé le niveau de l'inflation. Mais comme dans d'autres pays importateurs de biens alimentaires et carburants, l'inflation a atteint un niveau record de 12 % en 2008. L'année 2009 a été marquée par une baisse substantielle de l'inflation qui s'est établie à 1.7 %. L'inflation devrait être modérée en 2010 et 2011, respectivement 3.8 et 1.9 %.

La dette extérieure a augmenté, atteignant 60.5 % du produit intérieur brut (PIB), sous l'effet du ralentissement de la croissance du pays et de la baisse de l'aide internationale, et ce malgré le contrôle des dépenses gouvernementales exercé en 2009.

Djibouti a réduit en 2009 son déficit de la balance des comptes courants à un niveau de 18.2 % du PIB contre 39 % en 2008. Cette baisse est le résultat du recul des prix mondiaux des produits importés par le pays, notamment les produits de l'alimentation et les boissons ainsi que les hydrocarbures et dérivés : ils ont représenté respectivement 32.4 et 33.3 % de la valeur totale des importations.

La baisse de la valeur des importations a atteint 27.2 % en 2009. La réduction du déficit de la balance des comptes courants devrait se poursuivre en 2010 et 2011 du fait de la maîtrise des importations ainsi que de la hausse des exportations des services.

L'ouverture du secteur bancaire à plus de concurrence a permis d'améliorer l'accès aux services financiers à travers une politique de bancarisation de la population, de facilitation de l'octroi de crédits et d'amélioration des services à la clientèle privée (services de banques islamiques, microcrédits, crédit pour consommation, etc.).

Djibouti a choisi une politique de développement économique de long terme ancrée sur l'ouverture de son marché à l'investissement et au commerce international. Cette politique se concrétise par la décision de prendre part à l'union douanière du Marché commun d'Afrique orientale et australe (Comesa).

L'adhésion au Comesa ne devrait intervenir qu'après une période transitoire de réformes profondes de la fiscalité directe et indirecte, pour éviter la superposition des droits et taxes en vigueur (TIC, TVA, TEC et surtaxes sur certains produits).

Dans le but de compenser les éventuelles pertes de recettes fiscales, des réformes sont envisagées à court et moyen terme afin de tenir compte de cette contrainte de long terme. Ainsi, au début 2009, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est entrée en vigueur à Djibouti. En dépit de ces efforts, une réforme du système fiscal et des pratiques administratives (informatisation, e-Gouvernement, etc) est nécessaire pour améliorer la collecte des impôts et taxes : le système actuel est basé sur le principe déclaratif avec une absence quasi-totale de contrôle.

Le pays a entamé le programme de réduction de la pauvreté urbaine à Djibouti (Prepud) en 2009 dont les objectifs sont l'amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et économiques de base et la promotion des opportunités de développement



communautaire. Les principales composantes du Prepod sont : *i*) les infrastructures et équipements ; *ii*) le développement communautaire ; et *iii*) l'assistance technique et gestion du projet.

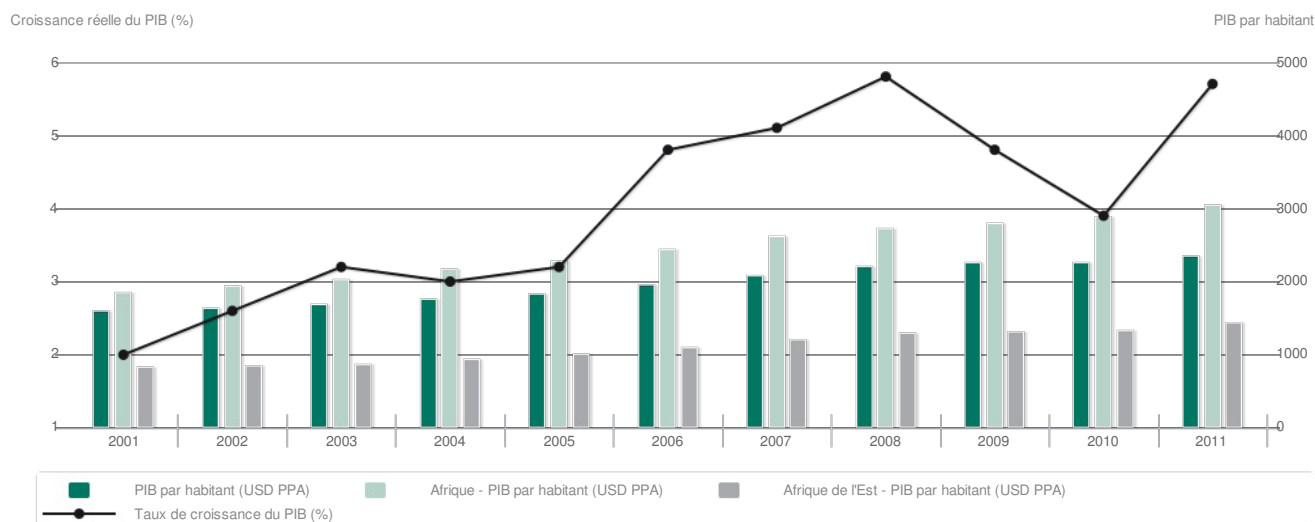
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	5.8	4.8	3.9	5.7
Inflation IPC	12.0	1.7	3.8	1.9
Balance budgétaire % PIB	1.3	-1.8	-0.1	-1.7
Balance courante % PIB	-39.0	-18.2	-8.4	-7.8

Source: Données du FMI et des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/875731623736>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868582865871>



Égypte

L'économie égyptienne a bien résisté aux premiers effets de la crise financière internationale, mais l'impact ultérieur de cette dernière a ralenti la croissance à 4.7 % en 2008/09.

Plusieurs initiatives ont été prises pour augmenter les recettes fiscales, mais des efforts accrus sont nécessaires pour réduire les tracasseries administratives liées à l'impôt et fiscaliser le secteur informel.

Le chômage, la pauvreté, la santé et l'éducation restent des défis majeurs pour l'Égypte.

L'économie égyptienne a ralenti en 2008/09, avec une croissance de 4.7 % (figure 1), en baisse à cause de la crise mondiale. La consommation intérieure de produits finis a résisté et l'augmentation des investissements publics a permis de compenser, en partie, le déclin des investissements privés. Parmi les secteurs les plus dynamiques figurent les industries extractives, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la construction et le commerce de gros et de détail. Toutefois, tous les domaines liés à l'international ont été affectés par la crise, particulièrement le tourisme, le canal de Suez et les fonds envoyés par les travailleurs émigrés. Les investissements directs étrangers (IDE) ont baissé de 38.7 % en 2008/09.

L'Égypte a bien supporté le choc, lors des premiers effets de la crise financière mondiale, grâce à son secteur bancaire réformé et en raison de sa faible intégration aux marchés financiers mondiaux. L'agence Moody's a relevé en septembre 2009 la notation de la dette souveraine du pays, passée de la catégorie négatif à la catégorie stable. L'Égypte a progressé de dix rangs, elle se classe 106^e sur 183 dans le rapport *Doing Business* 2010 de la Banque mondiale. Elle a également progressé de dix places dans le classement 2009/10 du *Global Competitiveness Report* du Forum économique mondial, se positionnant 70^e sur 133 pays.

Le déficit budgétaire global s'est stabilisé à 6.9 % du PIB en 2008/09, le même niveau que l'année précédente. On estime que le déficit devrait atteindre 7.5 % du PIB en 2009/10. L'inflation s'est élevée à 16.2 % en 2008/09, contre 11.7 % l'année précédente. Les cours internationaux se maintenant à un niveau plus faible, l'inflation devrait retomber à 13.2 % en 2009/10.

Pour contrer les effets de la crise, le gouvernement a pris une série de mesures visant à soutenir la croissance. Les politiques budgétaire et monétaire ont permis de relancer l'activité, et des programmes ciblés ont amorti les effets de la crise sur les secteurs les plus exposés (manufactures, tourisme, commerce).

La balance des paiements accuse un déficit pour la première fois depuis cinq ans en raison de la baisse des rentrées de la balance courante, de la chute des envois de fonds par les travailleurs émigrés et du recul des investissements étrangers. L'impact de la crise économique mondiale commence à s'estomper et, avec l'amélioration des perspectives économiques globales, on s'attend à ce que le taux de croissance de l'économie égyptienne progresse, pour atteindre 5.4 % en 2009/10 et 6.1 % en 2010/11. Le déficit de la balance des paiements devrait diminuer. Parmi les grands défis figurent la montée du chômage, la baisse des investissements et les disparités de revenus. Plus de 40 % de la population est proche du seuil de pauvreté. Les maladies comme l'hépatite B et C nuisent fortement à l'amélioration de la santé et de la productivité, de même que l'éventualité d'une épidémie de grippe A H1N1 ou de grippe aviaire.

Le principal objectif de la réforme fiscale consiste à augmenter les recettes. Au cours de la dernière décennie, plusieurs réformes administratives et législatives ont permis de faire des progrès. Les efforts restent à poursuivre, pour alléger le fardeau de la réglementation fiscale et formaliser le secteur informel, sans perdre de vue l'impact social de nouvelles taxes envisagées, comme la taxe foncière ou une nouvelle taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

L'Égypte doit relever de nombreux défis : baisse de l'épargne, des investissements et des IDE, hausse du chômage, lutte contre la pauvreté, amélioration nécessaire des services de la santé et de l'éducation. Le tout, dans un contexte politique imprévisible, à l'approche des élections législatives et présidentielle de 2010 et 2011.



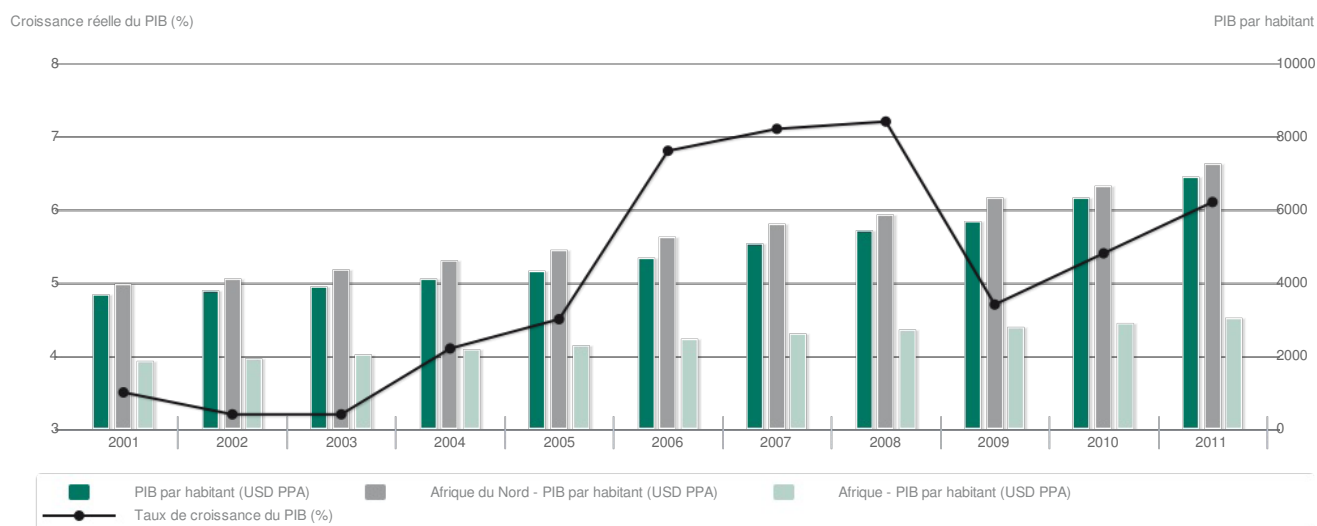
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	7.2	4.7	5.4	6.1
Inflation IPC	11.7	16.2	13.2	11.0
Balance budgétaire % PIB	-6.8	-6.9	-7.5	-6.6
Balance courante % PIB	0.8	-2.6	-2.2	-1.8

Source: Données de la Banque centrale d'Égypte et CAPMAS ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p). Année fiscale juillet (n-1)/juin (n).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/875803040227>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868673743341>



Éthiopie

Depuis 2003/04, l'Éthiopie affiche une croissance à deux chiffres ou juste inférieure, mais le pays doit faire face à l'inflation et à un manque de réserves internationales.

En mettant l'accent sur l'éducation, la santé, l'agriculture et les infrastructures routières depuis une décennie, le pays a obtenu des résultats impressionnants.

Malgré une réforme fiscale et d'autres mesures gouvernementales, les recettes de l'État ont baissé ces dernières années.

L'Éthiopie est une économie non pétrolière qui progresse rapidement, avec une croissance à deux chiffres sur la période 2003-08. Cependant, depuis 2007/08, le pays doit faire face à deux difficultés macro-économiques : l'inflation élevée et la pénurie de réserves internationales. La croissance économique reste solide, puisque le taux de croissance du PIB en volume a été de 9.9 % en 2008/09, contre 11.6 % en 2007/08 (son niveau le plus bas depuis 2003/04). Ce taux de croissance élevé s'explique surtout par l'essor des services et la bonne progression de l'agriculture, soutenus par un grand nombre d'exportations de services et une augmentation de l'aide publique au développement. Au vu des modestes prévisions de reprise économique mondiale, la croissance devrait reculer à 9.7 % en 2009/10. La rigueur des politiques budgétaire et monétaire destinées à contenir l'inflation devrait ralentir la demande intérieure.

En 2008/09, l'économie éthiopienne a connu un changement structurel, puisque les services ont remplacé l'agriculture au rang du secteur dominant. La croissance annuelle des services (le secteur ayant progressé le plus rapidement depuis 2005/06) a atteint 15 % entre 2005 et 2009. Malgré la bonne performance globale de l'agriculture, le pays continue d'être touché par l'insécurité alimentaire en raison d'une faible pluviométrie dans certaines parties du pays depuis plusieurs saisons. La consommation privée est le principal moteur de la demande intérieure et progresse fortement depuis 2002/03. En revanche, l'investissement privé a été inférieur à l'investissement public et chute même depuis 2004/05.

La santé budgétaire de l'économie éthiopienne s'est beaucoup améliorée depuis 2005/06 : le déficit budgétaire (dons inclus) n'a été que de 1 % du PIB en 2008/09. Cette amélioration est le fruit d'une politique budgétaire rigoureuse, qui a réduit les dépenses de l'État, alliée à une hausse marginale des recettes intérieures et des dons extérieurs.

Ces dernières années, la politique monétaire a visé une baisse de l'inflation et une stabilisation du taux de change. Pourtant, le pays a affiché un taux d'inflation à deux chiffres, qui est à la hausse depuis 2005/06. Globalement, l'inflation annuelle moyenne a culminé à 36.4 % en 2008/09, contre 25.3 % en 2007/08, 15.8 % en 2006/07 et 12.3 % en 2005/06. L'envolée du prix des denrées alimentaires explique en grande partie l'inflation record qui a touché l'Éthiopie entre 2007 et 2009. Néanmoins, au second semestre 2008/09, l'inflation du prix des denrées alimentaires n'a été que de 2.3 %.

En instaurant des politiques budgétaire et monétaire rigoureuses, l'État a cherché à faire descendre l'inflation en-dessous de 10 % en 2009/10. Cet objectif pourrait se réaliser grâce à une bonne récolte et à la baisse consécutive du prix des denrées alimentaires. Toutefois, cet objectif pourrait être menacé par une forte dépréciation du birr éthiopien (ETB). Les effets néfastes du ralentissement économique mondial sur les exportations de marchandises, les remises des travailleurs et l'investissement direct étranger (IDE) ont réduit les réserves de change. Toutefois, la hausse des aides extérieures a permis de compenser cela.

Les exportations de marchandises ont reculé de 1.2 % en 2008/09, après une croissance annuelle moyenne de 25.5 % sur la période 2003-08. Les exportations nettes de services ont progressé à un taux remarquable de 145 % en 2008/09, après s'être contractées de 31 % en 2007/08. Les importations de marchandises ont continué à augmenter à un taux de 27 % en 2008/09, grâce à l'aide des donateurs et à l'expansion des recettes d'exportation du secteur des services. Suite à la réduction du déficit commercial, la progression des exportations nettes de services a compensé le fléchissement du revenu des facteurs et des transferts courants, ce qui a permis une légère amélioration du déficit des comptes courants en 2008/09. À la même période, la dette extérieure a augmenté, tandis que la dette publique intérieure a reculé.

Le secteur privé de l'Éthiopie est majoritairement à petite échelle, informel et axé sur les services. Le processus de privatisation a commencé au milieu des années 1990, mais c'est en 2004 qu'il s'est accéléré. Malgré cela, l'investissement privé en pourcentage du PIB reste bas et régresse même depuis 2003/04. En raison de la crise économique mondiale et d'une grave pénurie de réserves en devises, l'État a adopté une politique plus forte vis-à-vis du secteur privé. Les mauvaises performances du pays sur un certain nombre d'indicateurs du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale se sont peu améliorées ces dernières années. Le système bancaire, qui n'est pas encore ouvert à la concurrence internationale, domine le secteur financier.

Les tensions politiques devraient s'intensifier à l'approche des élections fédérales et régionales de mai 2010. Les tensions civiles se sont également accentuées en 2009, même si le durcissement du régime est resté plutôt stable. La politique étrangère de l'Éthiopie sera dominée par les relations avec l'Érythrée, dans la mesure où le conflit territorial ancien qui oppose les deux pays n'a pas encore été réglé. Les tensions dans la région restent également élevées en raison de l'insécurité en Somalie.

Les activistes des droits de l'homme craignent que la nouvelle loi éthiopienne sur les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile (OSC) locales ne criminalise leur travail et ne conduise à une répression du débat politique. Les membres des partis d'opposition et de plusieurs groupes de médias ont également exprimé leur profonde inquiétude et leur frustration quant à la nouvelle proclamation sur les médias de masse et la liberté de l'information (*Mass Media and Freedom of Information Proclamation*). En effet, cette dernière autorise les procureurs généraux à invoquer la sécurité nationale pour confisquer des documents avant leur publication et leur diffusion. Ces dix dernières années, l'Éthiopie a énormément progressé en matière de développement social et humain car les dépenses de l'État ont été axées sur l'éducation, la santé, l'agriculture et les routes.

Depuis 1992/93, un certain nombre de réformes fiscales, structurelles et institutionnelles ont été instaurées. Cependant, les recettes publiques intérieures par rapport au PIB ont chuté ces dernières années, notamment depuis 2003/04 : elles sont passées de 16 % du PIB en 2003/04 à 12 % en 2008/09. L'évasion fiscale et la fraude commerciale sont les problèmes centraux de l'administration fiscale éthiopienne.

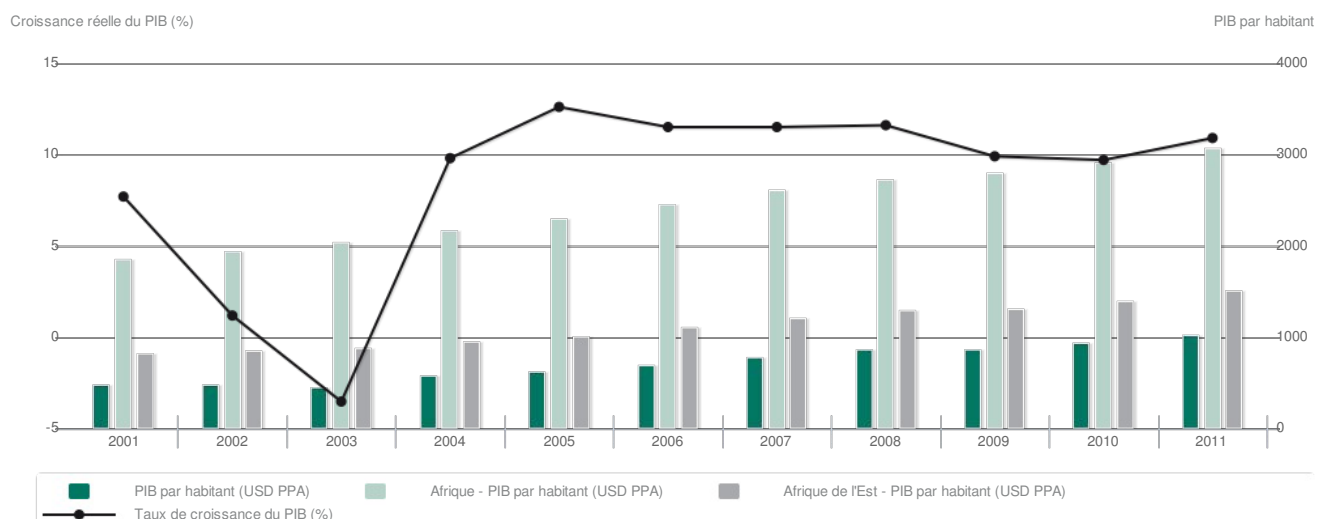
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	11.6	9.9	9.7	10.9
Inflation IPC	25.3	36.4	7.7	10.9
Balance budgétaire % PIB	-3.0	-1.0	-3.5	-3.1
Balance courante % PIB	-5.5	-5.3	-9.6	-7.4

Source: Données des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p). Année fiscale juillet (n-1)/juin (n).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/876300213325>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868770608332>



Gabon

Les perspectives de croissance de l'économie gabonaise en 2010 et 2011 s'annoncent meilleures, après une année de récession en 2009, grâce à la contribution positive de l'investissement et la reprise des exportations.

La crise internationale a rappelé le besoin de diversifier l'économie gabonaise, encore trop tributaire des hydrocarbures. Les réformes structurelles doivent être accélérées afin de renforcer le secteur privé et la bonne gouvernance.

La diminution continue de la part du pétrole dans le PIB justifie une mobilisation plus efficace des ressources publiques, substitués de la rente pétrolière.

La situation macro-économique du Gabon en 2009 a été marquée par la morosité et l'incertitude. Omar Bongo, le président de la République, est mort en juin. Une élection présidentielle anticipée a suivi en août, remportée par son fils, Ali Bongo. L'incertitude, quant à elle, a été liée à la crise internationale, qui a compromis la relance.

Cette crise économique a provoqué une récession, avec un taux de croissance négatif de -1 % en 2009, contre 2.3 % de croissance en 2008. Elle a aussi entraîné une forte contraction budgétaire, frappant durement le secteur réel, les finances publiques et le commerce extérieur. L'année 2009 a été marquée par la contraction budgétaire et la détérioration du compte courant, malgré une légère détente des pressions inflationnistes. La masse monétaire devrait connaître une faible hausse.

Les principaux indicateurs macro-économiques et sociaux ont fléchi en 2009, malgré les richesses et le potentiel du pays. La trop faible diversification de l'économie demeure le véritable problème du Gabon.

La priorité reste au développement du secteur privé et au renforcement de la bonne gouvernance. Afin d'atteindre des niveaux de croissance plus élevés, le gouvernement devrait accélérer son programme d'infrastructures et promouvoir l'agriculture, l'activité forestière, le tourisme et l'environnement.

La journée continue, instaurée en 2009, devrait stimuler l'agriculture maraîchère, faite par les citoyens après les heures de bureau, diminuant ainsi la dépendance alimentaire du Gabon.

Les dernières élections ont montré l'urgence d'une révision de la constitution, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires, pour faire évoluer le pays vers un État de droit.

Concernant le volet social, les politiques en matière d'éducation et la mise en œuvre du plan national de développement sanitaire (PNDS) permettront d'améliorer la qualité de l'éducation, notamment primaire et professionnelle, ainsi que l'accès aux soins de santé.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

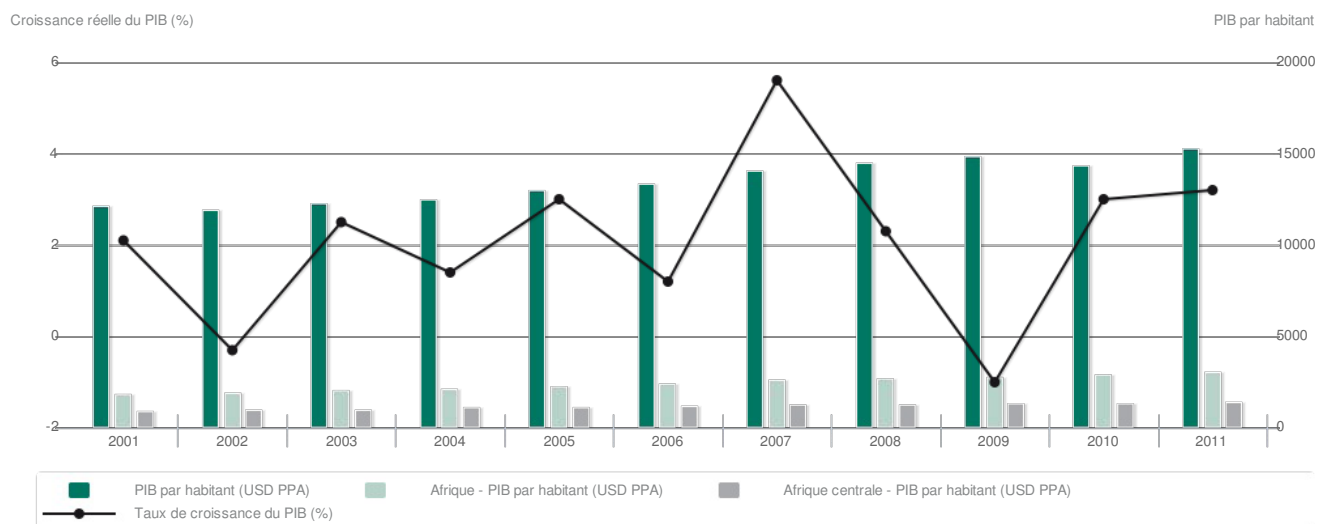
	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	2.3	-1.0	3.0	3.2
Inflation IPC	5.3	2.5	3.3	2.6
Balance budgétaire % PIB	12.1	6.9	8.5	9.2
Balance courante % PIB	21.4	7.4	11.4	14.8

Source: Données de la BEAC et des administrations nationales (DGE) ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/876435575051>



Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p)
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868843137838>



Gambie

La croissance économique de la Gambie devrait rebondir en 2010/11, si les pluies sont suffisantes et si l'économie mondiale se redresse.

La direction des recettes publiques, nouvellement créée, a amélioré l'efficacité du recouvrement de l'impôt.

Sur le long terme, le pays devra notamment combattre la pauvreté dans les zones rurales, ce qui nécessitera des investissements pour renforcer la productivité agricole.

La croissance économique de la Gambie devrait rebondir en 2010/11, si les pluies sont suffisantes et si l'économie mondiale se redresse. La direction des recettes publiques, nouvellement créée, a amélioré l'efficacité du recouvrement de l'impôt. Sur le long terme, le pays devra notamment combattre la pauvreté dans les zones rurales, ce qui nécessitera des investissements pour renforcer la productivité agricole.

La Gambie est un petit pays presque entièrement enclavé à l'intérieur du Sénégal, hormis une étroite façade maritime. La majorité de sa population vit d'une agriculture de subsistance. Néanmoins, c'est du secteur des services (commerce, transport et tourisme), et non de l'agriculture, que provient une grande partie des revenus du pays. Avec une moyenne de 6.3 % sur les trois dernières années, la Gambie se classe parmi les économies à forte croissance d'Afrique de l'Ouest.

En 2009, sous l'effet de la récession mondiale qui a suivi la crise financière, la croissance est cependant retombée à 4.8 %, contre 6.1 % en 2008, (tableau 1). Cette croissance est principalement portée par de bonnes récoltes et le dynamisme du secteur financier et du secteur des télécommunications. La tendance à la hausse de la riziculture, en particulier, tend à améliorer la productivité agricole. Les gains réalisés par ces activités ont largement compensé les revers non négligeables subis par le tourisme et les envois de fonds, ainsi que l'atonie des entreprises locales. La croissance devrait rebondir à 5.4 % en 2010 et à 5.7 % en 2011, si l'économie mondiale poursuit son redressement. Dans la mesure où son principal moteur, à savoir l'agriculture, est dominé par les cultures en zone non irriguée, les perspectives de croissance sont également tributaires du climat et en particulier du moment où surviennent les pluies.

Au plus fort de la crise financière, les autorités gambiennes sont parvenues à préserver la stabilité macro-économique du pays en conjuguant une hausse de la fiscalité et une politique monétaire flexible, avec l'aide technique et financière des partenaires au développement. Après avoir affiché une inflation relativement soutenue, les prix se sont stabilisés à un niveau modéré depuis le deuxième semestre 2008. Mais la perspective d'une augmentation des dépenses publiques, qui précédera l'élection présidentielle prévue pour 2011, pourrait menacer cette stabilité.

La Gambie a mis en œuvre une réforme du secteur public qui a porté ses fruits : elle s'est dotée d'un système intégré d'information financière (*Integrated Financial Management Information System – IFMIS*) destiné à améliorer la transparence des finances publiques et a créé une direction des recettes publiques (*Gambia Revenue Authority, GRA*), dont la mission est d'améliorer l'efficacité du recouvrement de l'impôt. Depuis la création de la GRA, les contribuables payent davantage leurs impôts. Du coup, les recettes fiscales ont augmenté, surtout celles qui sont prélevées sur les échanges internationaux, malgré le reflux des impôts acquittés par les ressortissants gambiens imputable à la crise financière mondiale. De plus, l'appui budgétaire consenti par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BafD) a permis au pays de financer ses déficits budgétaires et cet appui sera reconduit par l'Union européenne (UE) en 2010. Néanmoins, sous l'effet du surcroît de dépenses, le solde budgétaire hors dons s'est détérioré et a dépassé le critère de convergence de la Zone monétaire d'Afrique de l'Ouest (ZMAO), fixé à moins de 4 % du produit intérieur brut (PIB).

La Gambie enregistre depuis peu un déficit substantiel de sa balance commerciale et de ses comptes courants, financés pour l'essentiel par l'aide publique et par l'endettement. Sur le plan macro-économique, les autorités cherchent à maintenir la dette à un niveau supportable. Pour ce faire, elles devront en premier lieu gérer la très lourde dette intérieure de l'État, qui représentait 24.4 % du PIB en 2009.

Dans l'ensemble, le secteur bancaire a poursuivi son expansion, essentiellement grâce à l'investissement direct étranger (IDE) et par une intensification de la concurrence entre banques, avec l'arrivée de nouveaux acteurs dans le secteur. Malgré la libéralisation complète des transactions sur les comptes courants, le secteur bancaire a été relativement épargné par les effets directs de la crise financière, principalement parce que le pays ne dispose pas de place boursière et que ses banques étaient bien capitalisées.

En écho à l'appel au « retour à l'agriculture » lancé par le président, le développement agricole est devenu une priorité pour le gouvernement. Au vu du taux élevé de pauvreté et de sous-nutrition dans les zones rurales, le pays doit de toute urgence accroître sa productivité agricole. Cet objectif semble, dans une certaine mesure réalisable, sachant que l'agriculture requiert des investissements initiaux moins importants que les services ou les activités manufacturières. Mais pour y parvenir, il faut que l'État et les bailleurs de fonds soutiennent la mise en place d'infrastructures, telles que les systèmes d'irrigation et les routes. L'introduction de nouvelles variétés de semences et de nouvelles techniques de riziculture a contribué à la croissance de la production de riz à forte valeur ajoutée en 2009. Lorsqu'elles seront appliquées à une plus grande échelle, ces innovations agricoles devraient aider le pays à atteindre l'autosuffisance alimentaire d'ici quelques années.

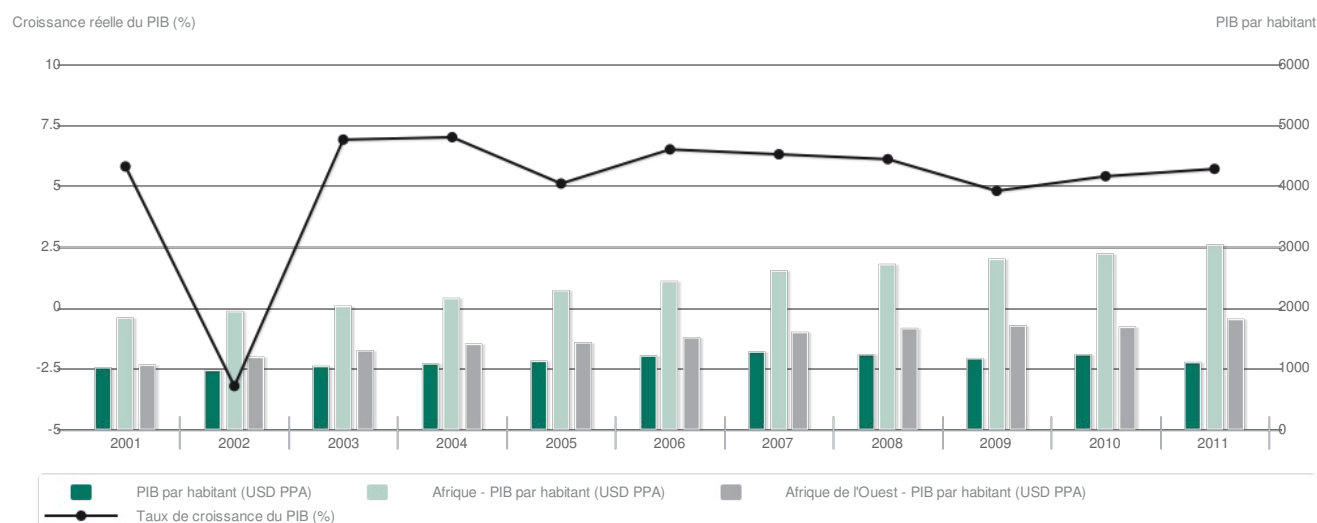
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	6.1	4.8	5.4	5.7
Inflation IPC	4.5	4.2	5.1	5.5
Balance budgétaire % PIB	-3.2	-4.4	-2.6	-4.2
Balance courante % PIB	-18.0	-13.6	-12.2	-20.9

Source: Données du Bureau de statistiques de la Gambie, calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/87660271875>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870032523062>



Ghana

La croyance initiale selon laquelle l'économie ghanéenne pourrait échapper à la crise n'a été qu'une illusion. La croissance a ralenti en 2009, à seulement 4,7 %, son plus bas niveau depuis 2002, alors qu'elle avait progressé jusqu'à un pic de 7,3 % en 2008, le plus haut de ces vingt dernières années. Elle devrait rebondir en 2010 grâce à la reprise attendue et aux revenus pétroliers.

En dépit des progrès récents et des nombreuses tentatives de réforme, l'activité économique est freinée par la faiblesse des infrastructures et du cadre institutionnel et administratif.

Le gouvernement poursuit ses efforts d'amélioration du système fiscal, mais l'assiette effective reste faible, dans la mesure où de nombreuses activités se déroulent dans le secteur informel et échappent à l'impôt.

Après une décennie de bonnes performances, le produit intérieur brut (PIB) ayant progressé au rythme moyen de 6 % par an depuis 2004, le début de 2009 a été marqué par l'incertitude quant aux perspectives de croissance du Ghana. Comme on pouvait s'y attendre, le ralentissement a bien eu lieu en 2009, avec 4.7 % de croissance, le plus faible taux depuis 2002, alors que le pays avait atteint un pic de 7.3 % en 2008. La croissance devrait reprendre légèrement en 2010 pour s'établir à 6.4 %, avant d'atteindre 8.3 % en 2011, sous l'impulsion de la reprise mondiale, mais aussi des investissements publics exceptionnels dans le secteur pétrolier et des recettes attendues des nouveaux champs pétroliers.

Le pays a subi de fortes pressions inflationnistes au premier semestre 2009, pour deux raisons : la trop forte expansion de la masse monétaire dans les mois qui ont précédé les élections générales de décembre 2008, ainsi que la crise de l'alimentation et de l'énergie de 2008. Cependant, ces poussées se sont affaiblies au troisième trimestre, si bien qu'en décembre 2009 l'inflation s'établissait à 16 %, contre 20.7 % en juin 2009. Le taux moyen pour 2009 s'élève à 19.3 % – le taux le plus élevé en cinq ans. Il ne devrait pas dépasser 10 à 12 % à la fin 2010.

Malgré des années de très bonnes performances, l'économie continue de souffrir du manque d'infrastructures. L'agriculture représente toujours près d'un tiers du PIB, alors que le secteur industriel y contribue à hauteur de 28 %. Le secteur agricole a enregistré une très forte croissance par rapport aux années précédentes et aux autres secteurs. Le tertiaire a progressé de 9.3 % en 2008, pour atteindre 4.6 % du PIB. La croissance de l'industrie reste inférieure d'environ 4.3 points de pourcentage à celle de l'an dernier.

La crise financière mondiale a été relativement favorable aux termes de l'échange. Le pays demeure vulnérable du fait de sa dépendance excessive vis-à-vis de quelques matières premières. Les exportations représentent une part importante du PIB mais ne sont guère diversifiées en termes de produits et de destinations. L'or et le cacao représentent plus de 70 % des exportations en 2009, leur part respective s'élevant à 42 % et 30 %. La production manufacturière ne représente que 9 % de la production totale, malgré les discours des gouvernements successifs en faveur de l'industrialisation.

Les Ghanéens sont allés aux urnes, en décembre 2008, pour élire un successeur au président John Agyekum Kufuor, ainsi que 230 parlementaires. Après deux tours, le professeur John Evans Atta Mills, du parti d'opposition, le Congrès national démocratique (*National Democratic Congress* – NDC) a gagné l'élection présidentielle, avec seulement 40 000 voix de différence sur son rival. La transmission démocratique et pacifique du pouvoir en janvier 2009, en dépit de cette très faible marge, a été saluée comme exemplaire, à l'échelle de l'Afrique. C'est sans doute l'une des raisons qui a valu au Ghana d'accueillir en juillet 2009 la première visite officielle en Afrique du président américain Barack Obama.

Le président John Evans Atta Mills s'est engagé à faire de la lutte contre la corruption une priorité. Le vote de la loi sur la liberté de l'information (*Freedom of Information Act*) a démontré que le parti respectait ses promesses de ce point de vue. Des accusations ont été formulées contre d'anciens responsables publics. Mais de nombreuses personnes, notamment dans les partis d'opposition, doutent que le gouvernement aille jusqu'à révéler l'identité de ses propres dirigeants pour les sanctionner. Nombre de hauts responsables ont omis de déclarer leurs actifs lors de leur prise de fonction, comme le requiert pourtant la constitution, sans que le président ne fasse preuve d'une volonté de sanction.

Le Ghana poursuit ses préparatifs en vue du démarrage de la production de pétrole et de gaz prévue pour le dernier trimestre 2010. La performance économique de 2010 devrait être déterminée par les investissements dans les infrastructures pétrolières, alors que la croissance en 2011 sera influencée par les exportations de pétrole. Le gouvernement recherche des sources de recettes non pétrolières en réformant l'administration fiscale et en rendant le système plus efficace. A cette fin, le champ des opérations du Service des grands comptes (*Large Taxpayers Unit*) doit être élargi, pour veiller à ce que les très grandes entreprises bénéficient d'un guichet unique. La



part des recettes fiscales dans le PIB a progressé, passant de moins de 17 % à environ 23 % sur la période 2000-09. Mais l'assiette fiscale effective reste faible, en raison de l'importance du secteur informel.

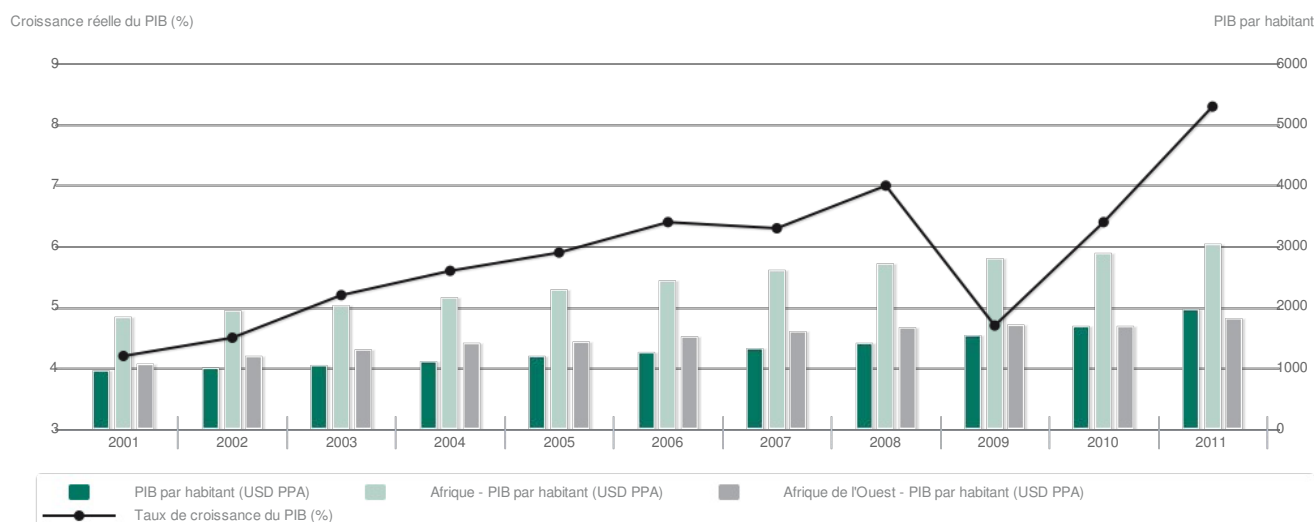
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	7.0	4.7	6.4	8.3
Inflation IPC	18.1	18.8	12.2	10.1
Balance budgétaire % PIB	-14.0	-10.0	-6.4	-3.1
Balance courante % PIB	-15.8	-23.4	-19.7	-9.4

Source: Données du Service statistique du Ghana et Banque de Ghana ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/876738538632>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870250305120>



Guinée

Le retour possible à un nouvel ordre constitutionnel au terme d'élections libres, transparentes et équitables en 2010 pourrait ouvrir des perspectives meilleures pour une dynamique de paix sociale et de stabilité macro-économique nécessaires au lancement des réformes profondes en vue de la lutte contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion.

L'accélération de la diversification de l'économie s'impose en vue de la valorisation du potentiel considérable inexploité de tous les secteurs et dans toutes les régions.

Les défis à relever portent sur la promotion de la bonne gouvernance, la mobilisation et l'utilisation rationnelle des ressources publiques, le renforcement du dialogue social et des capacités de gestion.

La Guinée dispose d'un potentiel économique considérable, varié et inexploité. Pourtant, le pays peine à décoller. La croissance économique est structurellement faible et lente, avec des poussées inflationnistes. D'autre part, le pays est frappé de plein fouet par la crise pétrolière (2007/08), alimentaire (2008) et la crise financière (2009).

Ce pays s'est engagé sur la période 1985-2002 dans un processus de libéralisation et de transformation économique : il a permis une croissance réelle moyenne du PIB de 4 % par an sur la période (soit un accroissement de 0.8 % du revenu par habitant), tout en stabilisant les prix et le taux de change.

Après des dérapages dans la mise en œuvre des réformes entre 2003-06, qui ont abouti à une baisse du revenu par habitant de 0.6 %, le marasme économique s'est amplifié en 2007 sous l'effet de la crise mondiale. L'inflation est remontée à plus de 22 %, associée à la dépréciation de la monnaie (18 %).

Il s'en est suivi une détérioration des conditions de vie des populations : elle traduit la hausse de l'incidence de la pauvreté de 49.1 % en 2002/03 à 53 % en 2007/08. Face aux difficultés, la Guinée a lancé la mise en œuvre depuis 2007 de réformes au titre de sa deuxième stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP 2), appuyée par la facilité de réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) du FMI et les interventions des autres partenaires techniques et financiers (PTF).

Les réformes ont porté leurs fruits en 2008 en dépit d'un contexte international difficile : les investissements (publics et privés) ont augmenté de 14 %. La croissance s'est accélérée de 1.8 % en 2007 à 4.9 % en 2008. Elle est tirée par l'amélioration des termes de l'échange résultant de l'envolée des cours des matières premières minières et de la baisse des prix du pétrole.

L'assainissement du cadre macro-économique et des finances publiques, la réhabilitation des principales infrastructures de transport et de production ont favorisé l'entrée de nouveaux opérateurs dans les secteurs porteurs (agriculture, mines et construction). Le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant a augmenté de 375.6 USD en 2007 à 382 USD en 2008, l'inflation a baissé de 4 points de base.

L'atteinte du point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE, un enjeu de taille presque réalisé à la fin de 2008, a été finalement reportée en 2010 suite à l'avènement du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), le 23 décembre 2008. Le CNDD est le groupe de militaires qui a pris le pouvoir à la mort du Président Lansana Conté.

La conjoncture économique en 2009 a été marquée par la crise socio-politique à l'origine des événements de septembre 2009 (massacre de manifestants par le régime militaire) et de décembre 2009 (tentative d'assassinat de Moussa Dadis Camara, le chef de la junte) qui a abouti à une nouvelle transition politique à partir de janvier 2010.

Ces crises, reflet de la mal-gouvernance, sont les conséquences de la rupture de dialogue, *i)* au plan interne entre acteurs politiques autour d'un consensus sur la stratégie de conclure un pacte républicain pour faire face aux défis et enjeux majeurs du pays et, *ii)* au plan externe, avec les partenaires techniques et financiers. Globalement, l'instabilité politique n'a pas facilité la mise en œuvre de deux cycles de DSRP (2001-06 et 2007-10) et n'a pas permis de réaliser des progrès sensibles dans l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

C'est dans ce contexte d'incertitude politique et économique que se sont conclus les accords de Ouagadougou : ces derniers servent de base à la reprise du dialogue inter-guinéen pour une transition politique apaisée vers des élections libres, ouvertes, équitables et transparentes en 2010.

L'objectif global de la feuille de route économique et politique de la transition 2009/10 vise le renforcement du dialogue social et



politique inter-guinéenne devant conduire à un nouvel ordre constitutionnel, au retour des forces de défense et de sécurité (FDS) dans les casernes et à leur conversion en une force républicaine au service de la paix, de la démocratie et du développement.

Cet objectif se décline en trois sous-objectifs spécifiques : *i*) organiser des élections libres, transparentes et crédibles, *ii*) mettre en œuvre le programme de base de la réforme des FDS et, *iii*) renforcer les acquis des mesures prises entre 2007/2009 au titre de la mise en œuvre du DSRP, de la FRPC et de l'initiative PPTE, dans le cadre d'un programme économique minimum d'urgence (PEMU).

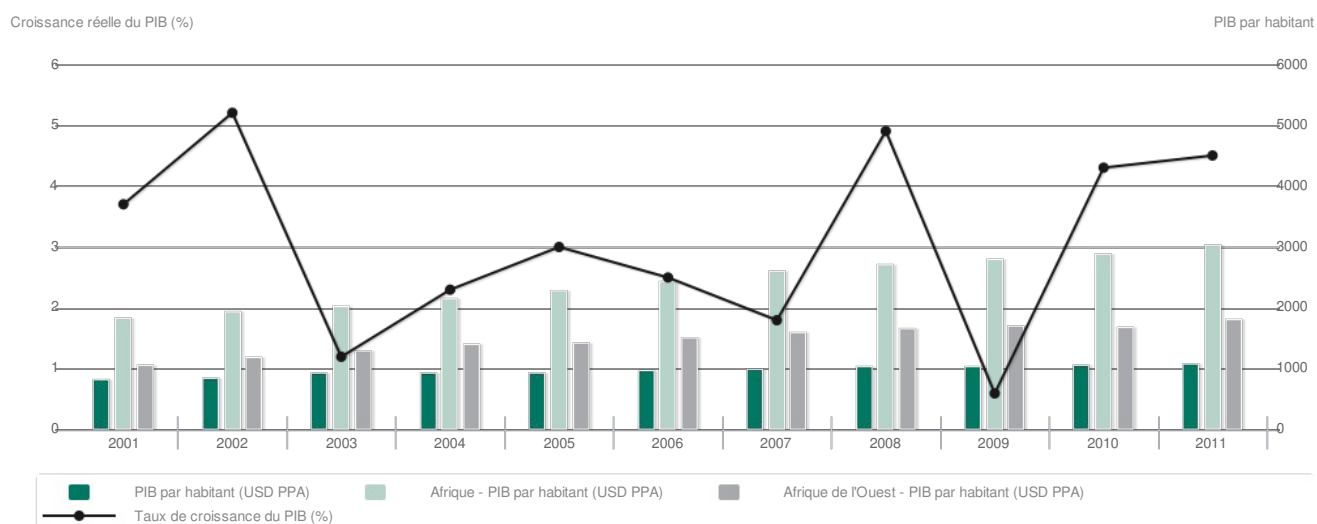
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	4.9	0.6	4.3	4.5
Inflation IPC	18.4	4.8	8.9	4.7
Balance budgétaire % PIB	-1.2	-1.5	-6.1	-6.6
Balance courante % PIB	-6.9	-9.3	-8.3	-10.2

Source: Données des autorités guinéennes ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/877043255730>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870310701041>



Guinée-Bissau

La croissance de la Guinée-Bissau a reculé à 2.9 % en 2009, contre 3.3 % en 2008, freinée par l'instabilité politique intérieure et le retard consécutif des décaissements de l'aide au développement. Elle devrait repartir à moyen terme, malgré un risque de résurgence des troubles politiques.

La relance passe par des réformes structurelles drastiques dans l'administration (sécurité et défense notamment), des investissements dans l'agriculture, les infrastructures et l'approvisionnement énergétique, l'amélioration de l'environnement des affaires et la mise en exploitation du potentiel minier du pays. À deux conditions : la normalisation de la situation politique et un soutien ferme des donateurs.

L'aptitude du pays à mobiliser des ressources est gravement compromise par l'instabilité politique et le déficit de capacités de son administration fiscale. Les conflits réduisent pratiquement à néant les rares progrès obtenus en période de paix. Ce qui explique que les recettes de la Guinée-Bissau soient en chute libre depuis dix ans.

La croissance de la Guinée-Bissau a diminué : elle est passée à 2.9 % en 2009 (contre 3.3 % en 2008). Elle a été freinée par l'instabilité politique intérieure, qui a provoqué un retard des décaissements de l'aide au développement.

L'activité économique avait pourtant été portée par une récolte exceptionnelle de noix de cajou. Faiblement intégré dans l'économie mondiale, le pays n'a pas véritablement souffert directement de la crise économique et financière même si celle-ci a pénalisé les recettes publiques d'exportation et les transferts des travailleurs expatriés.

La croissance devrait atteindre respectivement 3.4 % en 2010 et 4 % en 2011 grâce à l'augmentation de la production agricole et au soutien des donateurs. Le principal risque réside dans un éventuel regain de l'instabilité politique. A moyen terme, l'inflation devrait repartir à la hausse (après un taux négatif en 2009) tout en restant dans les limites de 3 % fixées par la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

La Guinée-Bissau est l'un des pays les plus pauvres au monde. De 1961 à 1973, elle a été le théâtre d'une guerre de libération contre les colons portugais. À son indépendance, la Guinée s'est retrouvée dotée d'une administration non structurée et non qualifiée, d'infrastructures désorganisées et dans une situation politique extrêmement instable.

Autant de facteurs qui expliquent la médiocrité de ses performances économiques. Le pays est lourdement dépendant de l'agriculture et du soutien erratique des bailleurs de fonds. Les ressources intérieures se réduisent aux recettes d'exportation.

La normalisation des relations avec le Fonds monétaire international (FMI) en janvier 2008 a permis de débloquer une assistance d'urgence après un conflit (EPCA) en soutien au programme économique du pays pour les années 2008 et 2009.

Une facilité élargie de crédit (FEC) est venue compléter cette aide début 2010. Des réformes fiscales et administratives ont augmenté les rentrées fiscales et permis une limitation des dépenses en fonction des ressources disponibles. Le redressement de l'équilibre budgétaire devrait se poursuivre à moyen terme.

Des exportations exceptionnelles n'ont pourtant pas suffi pour compenser l'augmentation des importations et le recul des transferts des travailleurs expatriés et de l'aide publique au développement (APD), d'où un creusement du déficit de la balance courante.

La relance passe par des réformes majeures dans l'administration (sécurité et défense notamment), des investissements dans l'agriculture, les infrastructures et l'énergie, l'amélioration de l'environnement des affaires et la mise en exploitation du potentiel minier. Mais pour cela, le pays doit recouvrer sa stabilité politique et bénéficier d'un soutien ferme des donateurs.

La transition et les élections pacifiques qui ont suivi l'assassinat du président João Bernardo Vieira en mars 2009 sont autant de signes encourageants de la normalisation politique et du retour à la sécurité. Pour assurer la reprise économique, le nouveau gouvernement devra s'attaquer à trois défis : le maintien de la stabilité, la mise en œuvre des réformes et la lutte contre les trafiquants de drogue.



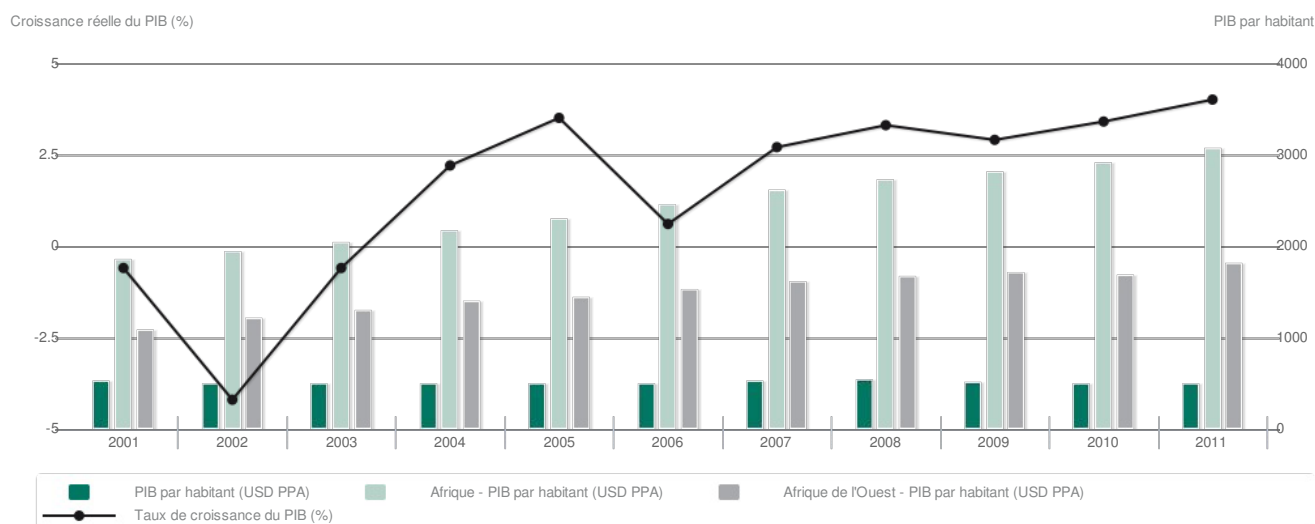
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	3.3	2.9	3.4	4.0
Inflation IPC	10.4	-1.5	2.5	2.3
Balance budgétaire % PIB	-7.0	1.7	-0.7	-0.4
Balance courante % PIB	1.8	-2.2	-2.4	-3.1

Source: Données des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/876805818613>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p)
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870287576866>



Guinée équatoriale

Figurant parmi les principaux bénéficiaires des investissements étrangers sur le continent, la Guinée équatoriale a été l'une des économies africaines qui, grâce à ses ressources naturelles, a connu la croissance la plus rapide. Cependant, elle a subi en 2009 un sérieux ralentissement, le taux de croissance de son PIB tombant à moins de 2 % après avoir été supérieur à 11 % en 2008.

Avec une population parmi laquelle 77 % des gens vivent en dessous du seuil de pauvreté, la Guinée équatoriale doit pouvoir utiliser ses revenus pétroliers pour réduire cette pauvreté considérable.

En matière de mobilisation des ressources publiques, l'enjeu majeur est une gestion efficace de l'énorme portefeuille diversifié d'avoires que le boom pétrolier a généré au profit de l'Etat.

Après qu'elle ait commencé à exploiter son pétrole dans les années 90, la Guinée équatoriale est devenue l'une des économies à avoir connu la croissance la plus rapide au monde. Elle reste l'un des pays d'Afrique ayant la croissance la plus forte de même qu'une des principales destinations pour les investissements étrangers. Cependant elle a souffert en 2009 d'un ralentissement économique, la croissance du produit intérieur brut (PIB) tombant à 1.9 % contre 11.3 % en 2008. Cet effondrement résulte de la chute des cours et de la production de pétrole dans le sillage de la récession mondiale. Si bien que la part des hydrocarbures dans le PIB est tombée de 77 % en 2008 à environ 61 % en 2009. Les hydrocarbures restent néanmoins le principal secteur de l'économie.

Après une récession en 2010 on s'attend à ce que l'économie se redresse progressivement pour retrouver en 2011 une croissance positive, à 2.7 %. La chute des recettes pétrolières a eu un fort effet négatif sur le budget dont l'excédent a perdu 16 points de pourcentage en un an pour s'établir en 2009 à 6.9 % du PIB. Selon les prévisions, il remontera à 14.4 % du PIB en 2010 et continuera de progresser en 2011 (17.7 %). L'excédent des comptes courants est passé, lui, de 3.7 % du PIB en 2008 à 8.3 % en 2009. Il devrait poursuivre sur sa lancée en 2010 (17.3 %) et en 2011 (19.7 %). Il est prévu que l'inflation, qui était de 5.5 % en 2009, descende à 2.4 % en 2010. La Guinée équatoriale ne connaît pas de problème de dette grâce à ses importants excédents budgétaires et à ses réserves de change. À la fin de 2009 sa dette extérieure n'était que de 1 % du PIB ; il est prévu qu'elle tombe à 0.7 % en 2011.

La Guinée équatoriale continue d'être confrontée à de sérieux défis dans sa gestion des affaires publiques du fait, en particulier, d'un haut niveau perçu de corruption. Elle figure dans le peloton de queue mondial formé de 13 pays sur l'indice de perception de la corruption établi par *Transparency International*, organisation qui s'attache à dénoncer et à combattre la corruption dans le monde. De plus, le climat pour l'activité du secteur privé reste difficile. La Guinée équatoriale figure aussi parmi les 13 pays les moins bien classés sur l'indicateur *Doing Business* de la Banque mondiale. Des infrastructures très insuffisantes pour l'électricité et la connexion à Internet, le haut niveau perçu de corruption, des procédures administratives compliquées et un environnement judiciaire peu favorable constituent ses principaux handicaps.

La pauvreté largement répandue, la persistance d'un mauvais état sanitaire et le bas niveau des indicateurs de développement humain (IDH) conduisent à se demander dans quelle mesure la richesse pétrolière du pays pourra bénéficier à la majorité de la population. Les statistiques les plus récentes indiquent que 77 % de la population vivait en 2006 en dessous du seuil de pauvreté. Les taux de mortalité infantile et maternelle sont parmi les plus élevés du globe. Le pays n'est pas en passe d'atteindre plusieurs des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Sur le plan politique, l'élection présidentielle qui a eu lieu en novembre 2009 s'est traduite par un raz-de-marée en faveur du président Nguema Mbasogo, réélu pour un nouveau mandat de sept ans. L'opposition a contesté les résultats, mais ils ont été entérinés. En février 2009 le palais présidentiel à Malabo, capitale du pays, a été la cible d'une attaque. Elle a été repoussée par la garde présidentielle et l'armée.



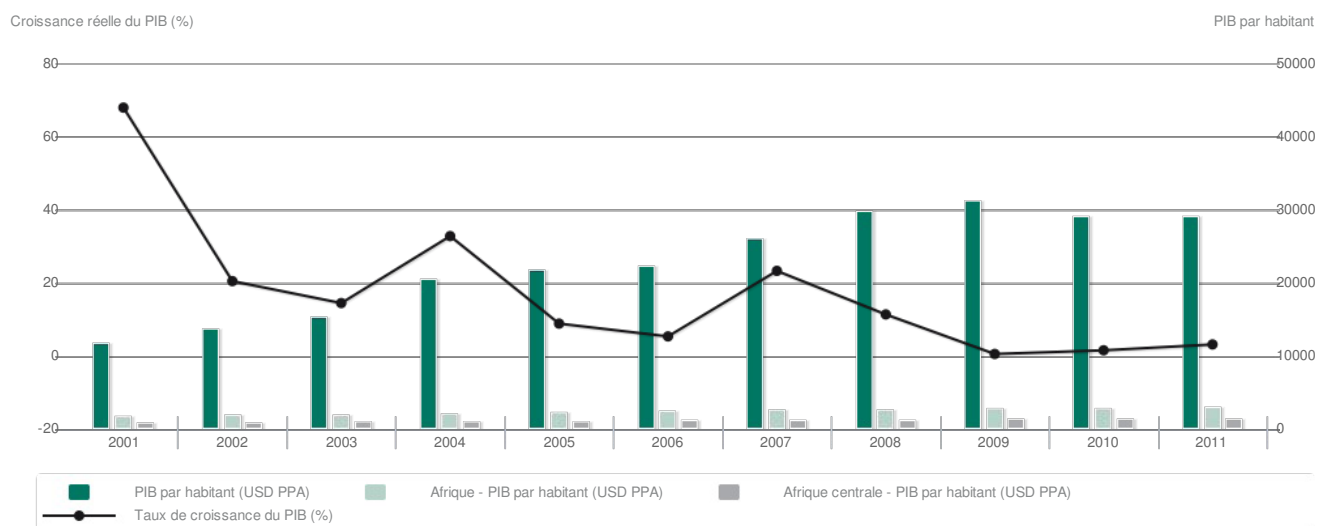
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	11.3	0.5	1.5	3.1
Inflation IPC	6.0	5.5	2.9	2.5
Balance budgétaire % PIB	22.9	6.4	8.3	8.1
Balance courante % PIB	3.7	7.3	14.9	15.8

Source: Données des autorités nationales, FMI et BEAC ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/876016281037>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868717788132>



Kenya

Sous l'effet du ralentissement économique mondial, des faibles précipitations et des violences qui ont fait suite aux élections, l'économie kenyane n'a affiché qu'une croissance de 2.5 % en 2009.

L'année 2010 se présente sous de meilleurs auspices, si tant est que la reprise mondiale se confirme, que les pluies soient suffisantes et que les problèmes de gouvernance soient résolus.

Le Kenya pourrait tirer parti d'une intensification de l'intégration et de l'expansion des pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

En 2009, les performances de l'économie kenyane ont gravement pâti de trois chocs négatifs. Premièrement, le ralentissement économique mondial a, par ricochet, déprimé les principaux marchés d'exportation du Kenya. Deuxièmement, les précipitations irrégulières, plus tardives et plus brèves ont eu des répercussions négatives sur le secteur agricole et celui de l'énergie. Troisièmement, les effets prolongés des violences post-électorales de 2008 ont sapé la confiance des investisseurs et pesé sur l'ensemble de l'économie et de la population. En conséquence, la croissance kenyane s'est élevée seulement à 2.5 % en 2009. Malgré la morosité des marchés des capitaux à l'international, le Kenya a fait la preuve de la profondeur et de la liquidité de ses marchés financiers par le succès de deux ventes de titres obligataires pour financer son infrastructure en 2009.

Les perspectives de l'économie kenyane s'annoncent meilleures en 2010. Tout d'abord, les exportations kenyanes devraient bénéficier de la reprise attendue de la croissance économique mondiale, ainsi que du renchérissement enregistré début 2010 de certains des principaux produits d'exportation du Kenya. Ensuite, les effets des mesures de relance par voie budgétaire mises en place par les pouvoirs publics à la fin 2009, se feront sentir tout au long de 2010. Les investissements publics et privés devraient eux aussi progresser. Par conséquent, l'économie kenyane devrait afficher une croissance de 3.6 % en 2010.

Cependant, en 2010, des risques significatifs menacent toujours la robustesse de la reprise. Étant donné l'importance de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) et sur le marché l'emploi, tout retard dans la saison des pluies (la longue comme la courte) a de graves répercussions économiques et sociales. Des progrès sur le plan de la transparence institutionnelle sont également essentiels pour que toutes les parties prenantes kenyanes s'impliquent en toute confiance. Il convient de porter une attention particulière aux problèmes résultant des expulsions et réinstallations des personnes qui vivaient dans la forêt Mau, principale réserve d'eau du pays. De même, il faudra observer de près les avancées de la Cour pénale internationale dans son enquête sur les violences post-électorales, ainsi que les efforts destinés à soumettre la constitution à référendum en 2010.

Sur un plan plus positif, le Kenya, qui constitue déjà une plateforme cruciale pour les pays d'Afrique de l'Est, pourra bénéficier de l'intégration plus poussée de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). La CAE projette la mise en place d'une banque centrale et d'une monnaie communes, ce qui devrait intensifier les échanges au sein de la région. Le protocole sur le marché commun, qui a été signé à la fin 2009 et devrait être ratifié mi-2010, aura vraisemblablement un impact significatif sur l'intégration du Kenya au reste de l'Afrique de l'Est dans un avenir immédiat. Les entreprises kenyanes bien placées pour tirer parti de la libre circulation de la main-d'œuvre et des capitaux. Par comparaison avec le reste du continent, l'économie kenyane présente la caractéristique importante d'être fortement tournée vers les exportations à destination d'autres pays d'Afrique de l'Est. À ce titre, les performances extérieures du Kenya en 2010 dépendront du rythme de croissance de l'Afrique de l'Est, et plus particulièrement de l'Ouganda et de la Tanzanie.

Le Kenya tirera également avantage de sa situation stratégique, de ses échanges avec le reste du monde via le port de Mombasa et l'aéroport de Nairobi, ainsi que de ses secteurs financier et des services bien développés. En outre, les entreprises du pays, en particulier celles qui opèrent dans le secteur en pleine expansion des technologies de l'information et de la communication (TIC) devraient largement tirer parti de deux câbles de fibre optique (*Teams* et *Seacom*) inaugurés en 2009. Compte tenu de tous ces facteurs, et sauf choc extérieur majeur, l'économie kenyane devrait se redresser en 2010 et 2011.

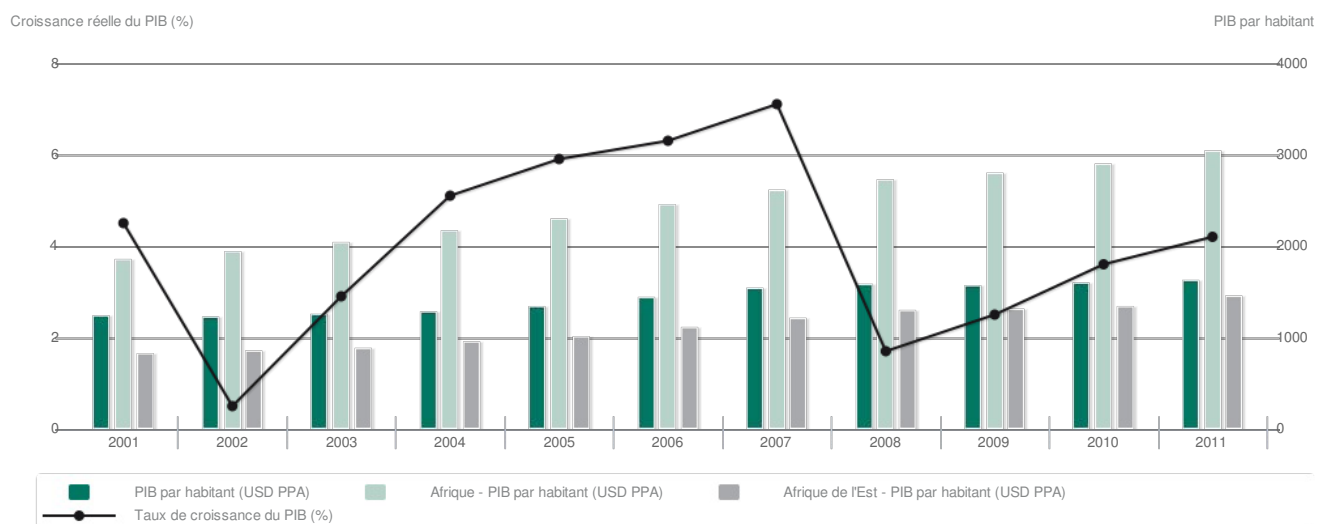
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	1.7	2.5	3.6	4.2
Inflation IPC	18.5	9.3	7.3	6.4
Balance budgétaire % PIB	-5.9	-5.8	-6.1	-6.8
Balance courante % PIB	-6.5	-4.9	-6.7	-7.2

Source: Données du Bureau central des statistiques du Kenya (KNBS) et ministère des Finances ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/877144715415>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870322057373>



Lesotho

Les perspectives de croissance pour 2010 et 2011 restent faibles et reposent sur la demande extérieure en produits textiles.

La montée du chômage, la diminution des envois de fonds par les travailleurs expatriés et l'insuffisance du système de protection sociale laissent redouter une dégradation du niveau de vie.

Le pays devra investir massivement dans la production et la distribution de l'eau et de l'électricité pour soutenir l'activité, mais la baisse des recettes de l'Union douanière de l'Afrique australe (UDAA) pose un sérieux problème.

La crise mondiale a eu de graves incidences sur l'économie du Lesotho en 2009, compromettant les perspectives pour 2010 et au-delà. De 4.4 % en 2008, la croissance du produit intérieur brut (PIB) est tombée à 1.1 % en 2009, à la suite du ralentissement des secteurs industriel et minier. L'emploi dans le secteur industriel a diminué de 4.1 % en 2009, selon les estimations du gouvernement, et la hausse du chômage est également due aux licenciements dans les industries textile et extractive en Afrique du Sud. Le nombre de mineurs lesothans partant travailler en Afrique du Sud a baissé de 10 % au troisième trimestre 2009.

Bien que resté excédentaire en 2009 pour la sixième année consécutive, le budget de l'État devrait connaître en 2010 un déficit équivalant à 4.6 % du PIB, selon les prévisions. Cette dégradation s'explique notamment par la baisse brutale des recettes douanières de l'UDAA (Afrique du Sud, Lesotho, Botswana, Namibie et Swaziland), la principale source de revenus du Lesotho. La crise a entraîné une diminution de la demande en biens d'équipement et de consommation importés, qui a réduit d'autant les recettes de l'UDAA.

Le solde des comptes courants est passé d'un excédent de 3.2 % du PIB en 2008 à un déficit de 2 % en 2009. La crise a également durement touché les envois de fonds par les travailleurs expatriés, qui ont baissé de 9.6 % en 2009. Les déficits du budget et des comptes courants en 2010 exposent le pays à un risque de surendettement si la restructuration en cours du système fiscal n'est pas menée à bien. L'inflation a reculé au dernier trimestre 2009 grâce à une meilleure production agricole, à une monnaie plus forte et à une baisse globale de la demande en biens et services.

Les effets conjugués de la diminution des revenus, de la hausse du chômage et de la faiblesse de la balance globale menacent d'annuler les bénéfices de la croissance accélérée et de la stabilité macro-économique des dernières années. Pour la première fois en six ans, le PIB par habitant a baissé en 2009, de 1.6 %.

La croissance soutenue jusqu'en 2008 et une réduction des inégalités de revenus ont contribué à diminuer la proportion de la population du Lesotho vivant avec moins de 1 dollar (USD) par jour, qui est passée de 45.4 % en 1999 à 33.1 % en 2008. La poursuite de cette tendance permettrait au pays d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) visant à réduire de moitié la famine et la misère à l'horizon 2015. Mais, selon les estimations, l'extrême pauvreté est repartie à la hausse, et a augmenté d'environ 2 % en 2009. Selon une récente enquête publique, la hausse du chômage et la chute du revenu des ménages risquent d'affecter par ailleurs le taux de scolarisation.

Les autorités ont engagé en 2009 des réformes visant à stimuler la croissance à court et moyen terme, et à augmenter les chances du Lesotho d'atteindre à la fois les OMD et ses propres objectifs de développement définis dans l'initiative « Vision 2020 ». Ces réformes s'appuient sur différentes stratégies : le soutien de l'industrie du textile et de l'habillement, le développement du secteur privé et la mobilisation des ressources nationales.

Pour accroître la compétitivité de l'industrie textile, les mesures vont du financement direct à l'assistance technique. Il est prévu de créer des services institutionnels et financiers afin de soutenir les entreprises locales et étrangères d'import-export, les anciennes comme les nouvelles. On explore de nouveaux marchés et de nouveaux produits susceptibles de relancer les exportations vers l'Afrique australe, l'Union européenne (UE), les États-Unis et d'autres régions du monde. Le gouvernement sollicite la coopération de la Chine pour développer le savoir-faire national et augmenter la productivité au contact des entreprises textiles chinoises. Il a en outre réservé 600 millions de lotis lesothans (LSL), soit 79 millions USD, à l'aménagement d'un nouveau site industriel alimenté en eau, pourvu de voies d'accès, de bâtiments industriels et de moyens de communication, pour attirer les entreprises.

Des efforts seront également entrepris pour remédier au manque d'attractivité du Lesotho aux yeux des investisseurs. La mobilisation des ressources intérieures est elle aussi devenue une priorité grandissante pour les pouvoirs publics. Des réformes sont mises en œuvre avec pour objectif de perfectionner le système de recouvrement des impôts, d'élargir l'assiette de l'imposition et d'élever le niveau de civisme fiscal. Un vaste programme d'investissements publics devrait stimuler l'activité économique en 2010 et 2011. À court terme,



les autorités souhaitent faire passer le rythme de croissance du PIB réel à 2.3 % en 2010 puis à 3.3 % en 2011. Mais un volume d'exportations médiocre pourrait menacer dans le même temps la balance des comptes courants.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

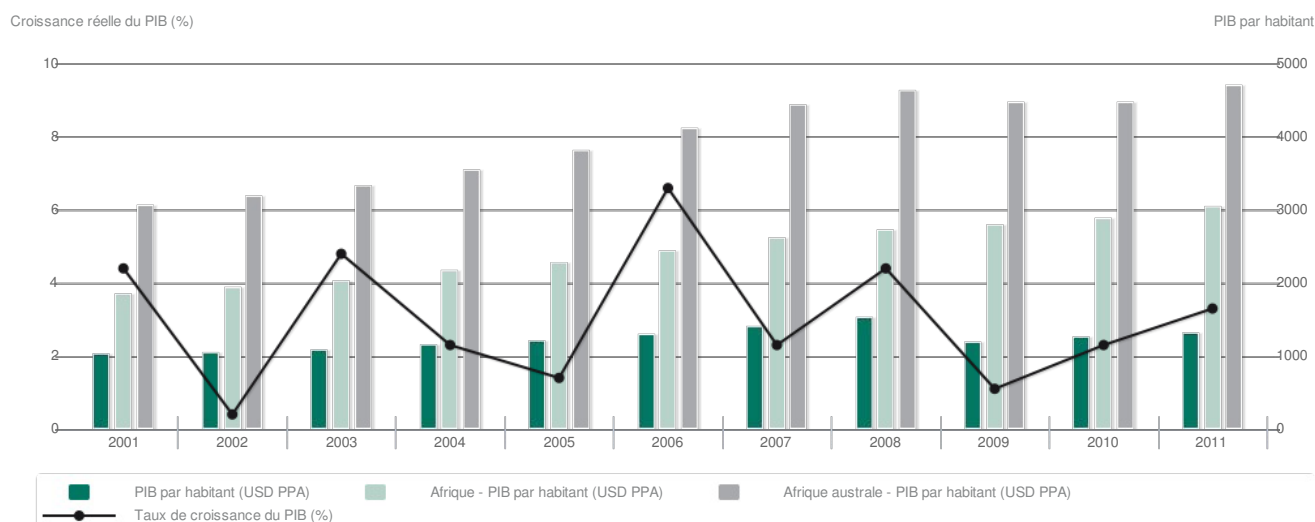
	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	4.4	1.1	2.3	3.3
Inflation IPC	10.7	4.8	5.5	5.4
Balance budgétaire % PIB	19.5	8.2	-4.6	-12.3
Balance courante % PIB	3.2	-0.2	3.3	-0.1

Source: Données du Bureau des statistiques et de la Banque centrale de Lesotho, calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/877243251868>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et du Bureau des statistiques ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870465400880>



Liberia

La reconstruction après la guerre civile et l'assistance des donateurs ont dynamisé la croissance du Liberia. Cependant, le redémarrage complet des activités minières et de la production de bois d'œuvre ayant pris plus de temps que prévu, la croissance du PIB en volume, estimée dans un premier temps à 10.8 % pour 2009, a été revue à la baisse à 4.1 %.

Le rapport de la Commission vérité et réconciliation et l'issue de l'élection présidentielle, à laquelle la présidente Ellen Johnson-Sirleaf entend se représenter, ainsi que du scrutin législatif d'octobre 2011, seront déterminants pour la stabilité politique du pays.

En 2009, le conseil d'administration de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) a décerné le prix de la conformité au Liberia, qui a achevé le processus très rapidement et est le seul pays à avoir intégré la foresterie dans son rapport.

Depuis la fin de la deuxième guerre civile, qui a déchiré le pays entre 1999 et 2003, la reconstruction et le volume d'aide impressionnant débloqué par les donateurs stimulent la croissance économique du Liberia. Estimée dans un premier temps à 10.8 % pour 2009, la croissance du produit intérieur brut (PIB) en volume a dû être revue à la baisse à 4.1 %, car le redémarrage complet des activités minières et de la production de bois d'œuvre a pris du retard. Cette croissance devrait être alimentée par l'agriculture (y compris la foresterie) et par les services. Les perspectives pour 2010 et 2011 sont positives étant donné que la crise du crédit et la récession mondiale sont en train de se dissiper. Selon les projections, le PIB devrait afficher une croissance d'environ 6.9 % en 2010 et de 7.7 % en 2011.

La lenteur de la croissance du Liberia en 2009 s'explique dans une large mesure par la crise économique et financière mondiale. Les entrées de devises ont reculé par rapport à 2008 sous l'effet de plusieurs facteurs : chute des envois de fonds, qui sont passés de 959 millions de dollars (USD) en 2008 à 782 millions USD en 2009, repli des recettes d'exportation et révision à la baisse, voire report, des investissements dans le secteur minier et dans les autres secteurs clés. Le dollar libérien (LRD) s'est déprécié de 7.1 % face au dollar, pour s'établir à 67.81 LRD pour un USD fin 2009, contre 63.29 LRD fin 2008. La crise a entraîné des baisses de rémunérations et des licenciements, notamment dans les plantations de caoutchouc et dans les entreprises minières. Pour répondre à la crise, les autorités libériennes ont proposé un certain nombre de mesures, dont des baisses d'impôts et la création d'un fonds de garantie de 2 millions USD pour les chefs d'entreprise du pays.

Même si la crise alimentaire s'est atténuée en 2009, les autorités et des institutions telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAfD) ont poursuivi le programme de sécurité alimentaire lancé en 2008 pour amortir l'impact de cette crise. Les droits de douane sur les importations de riz ont été allégés et la Banque centrale du Liberia (Central Bank of Liberia – CBL) a créé un fonds doté de 1 million USD pour l'achat de riz local, afin de procurer un approvisionnement alimentaire correct à la population et d'étoffer le programme alimentaire destiné aux écoles. Le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH), est retombé à 7.4 % en 2009, contre 17.5 % en 2008, à la faveur d'un tassement des prix du pétrole et des denrées alimentaires.

La loi sur l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives du Liberia (ITIEL) a été promulguée en 2009. L'ITIEL est la première et la seule initiative de ce type au monde qui englobe aussi la foresterie et l'agriculture. Le Liberia est également le premier pays d'Afrique et le deuxième pays au monde (après l'Azerbaïdjan) à en avoir achevé la validation. Le conseil d'administration de l'ITIE a ainsi félicité le Liberia pour avoir été le pays le plus efficace dans la mise en œuvre de l'ITIE en 2009. Les recettes fiscales du pays, hors dons, ont bondi, passant de 72.7 millions USD en 2000 à 187.8 millions USD en 2008. Entre 2000 et 2008, elles ont représenté plus de 81 % des recettes totales, dons compris.

Le pays doit tout particulièrement veiller à ne pas compromettre les avancées politiques obtenues depuis la fin de la guerre civile. La mise en œuvre du rapport de la Commission vérité et réconciliation (CVC), soumis au pouvoir législatif en juin 2009, ainsi que la tenue, en octobre 2011, d'élections législatives et du scrutin présidentiel pour lequel la présidente, Ellen Johnson-Sirleaf, a annoncé son intention de briguer un second mandat, seront déterminantes pour la stabilité politique du Liberia. Le rapport de la CVC recommande de juger les auteurs d'atteintes aux droits de l'homme perpétrées pendant la guerre civile et d'écarter la présidente, ainsi que d'autres personnalités, de toute fonction officielle pendant 30 ans.

D'autres menaces planent sur la stabilité sociopolitique et économique du pays : la corruption, le taux de chômage élevé, la pauvreté, les différends fonciers, les tensions ethniques et religieuses, les crimes avec violence, dont les vols à main armée, ainsi que les violences sexuelles et les violences faites aux femmes.

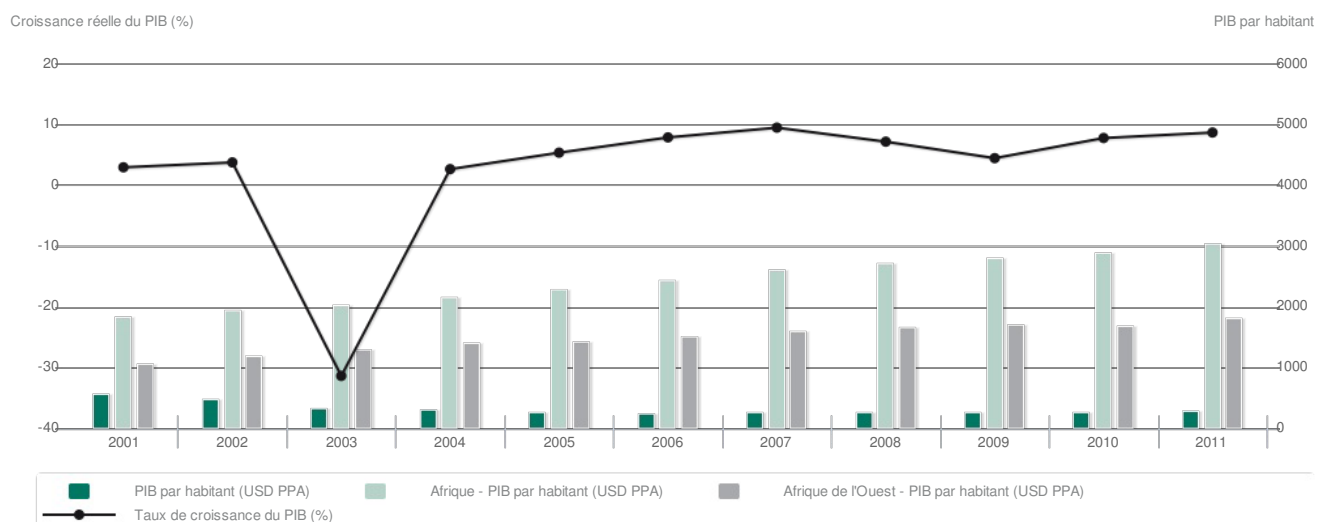
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	7.1	4.4	7.7	8.6
Inflation IPC	17.5	7.8	5.0	5.3
Balance budgétaire % PIB	1.6	-1.6	-0.7	-1.8
Balance courante % PIB	-53.9	-52.8	-63.0	-56.4

Source: Données de la Cedeao et du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/877360251171>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et du Liberia Institute of Statistics and GeoInformation Services ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870558841428>



Libye

La Libye a peu subi les effets de la crise économique et financière mondiale et sa croissance devrait dépasser dès la fin de l'année 2010 son rythme d'avant la crise.

La Libye poursuit son ambitieux programme de diversification et de privatisation et engage des investissements publics dans les transports, le logement, les services publics et l'énergie électrique.

Malgré les récents efforts de diversification de ses revenus, les hydrocarbures représentent encore plus de 90 % des recettes publiques de la Libye.

La Libye est l'un des pays les plus prospères d'Afrique. Troisième producteur de pétrole après l'Angola et le Nigeria, elle possède les plus grandes réserves prouvées du continent. La Libye n'a été que légèrement touchée par la crise économique et financière mondiale. Selon les prévisions, la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est toutefois ralentie à 2 % en 2009, en raison du repli des cours internationaux du pétrole et de la réduction des quotas de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Le recul du prix des matières premières a également freiné l'inflation, la ramenant à environ 2.5 % sur les trois premiers trimestres de 2009, contre 10.4 % en glissement annuel. L'inflation devrait se stabiliser à moyen terme autour de 5.5 %. Le solde budgétaire et le solde des comptes courants sont retombés à respectivement 10.6 et 16.8 % du PIB en 2009, contre 26.9 et 40.7 % en 2008. Les perspectives de croissance tablent sur un retour au rythme d'avant la crise, soit 5.2 % en 2010 et 6.1 % en 2011, avec la reprise de la demande mondiale de pétrole et des cours.

En dépit d'efforts significatifs depuis les deux dernières décennies pour diversifier son économie, la Libye demeure très dépendante des hydrocarbures, qui représentent près de 70 % de son PIB et génèrent plus de 90 % de ses recettes publiques et 95 % de ses recettes d'exportation. Étant donné le peu d'emplois que nécessite ce secteur, la Libye est en butte à un taux de chômage de 20.7 % (recensement de 2006).

Pour atténuer sa dépendance envers le pétrole et sa vulnérabilité corollaire aux chocs provoqués par l'irrégularité des cours mais aussi pour traiter le problème aigu du chômage (qui frappe notamment les jeunes diplômés), la Libye s'est lancée dans une série de réformes visant à rationaliser un secteur public démesuré et peu efficace, à promouvoir le commerce et à attirer les investissements privés et étrangers. L'ouverture de l'économie libyenne a suscité l'intérêt des investisseurs étrangers attirés par les perspectives du secteur de l'énergie, du bâtiment et, dans une moindre mesure, par le secteur du tourisme, un nouveau venu prometteur. Selon l'édition 2009 du *Rapport mondial sur l'investissement* de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced), les investissements directs étrangers (IDE) vers la Libye ont quadruplé entre 2005 et 2008.

Le pays souffre toujours d'un environnement des affaires que beaucoup qualifient d'imprévisible et de pesant ; il est mal organisé, le processus de décisions est complexe et les qualifications des ressources humaines et la main-d'œuvre ne correspondent pas aux besoins du nouveau secteur privé. Conjuguées à un cadre juridique et institutionnel opaque, ces contraintes structurelles entravent les efforts de diversification de la Libye.

Si l'extrême pauvreté est en bonne voie d'être éradiquée et si le revenu par habitant augmente, les systèmes de santé et d'éducation restent médiocres. Le pays doit impérativement engager des réformes s'il veut favoriser le développement d'une économie davantage tirée par le secteur privé.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

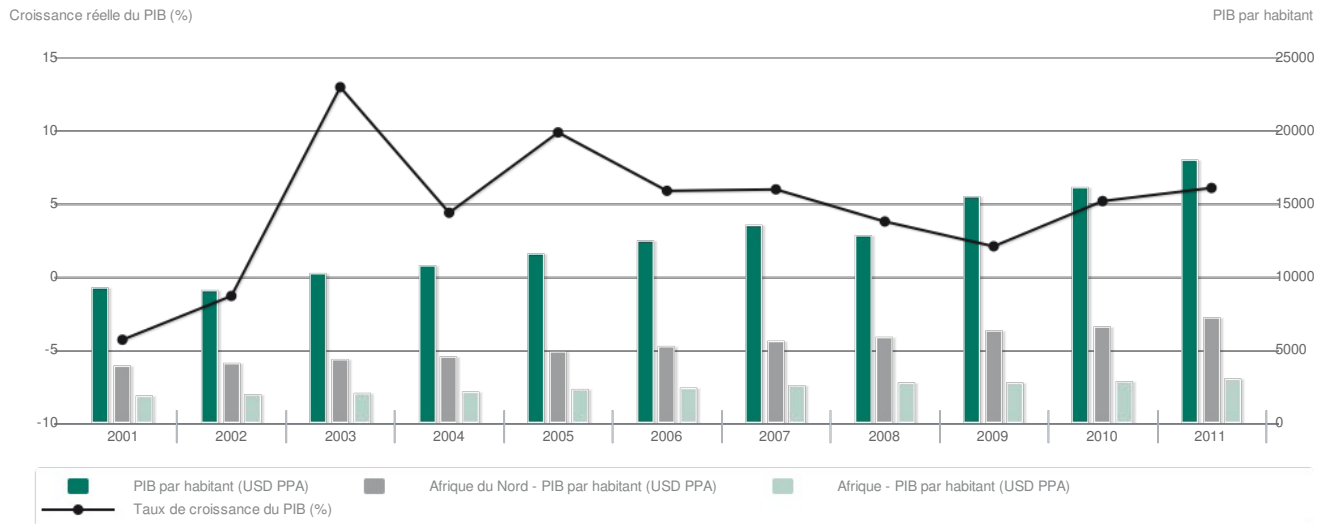
	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	3.8	2.1	5.2	6.1
Inflation IPC	10.4	2.5	5.3	5.6
Balance budgétaire % PIB	26.9	10.6	14.8	21.6
Balance courante % PIB	40.7	16.8	32.6	37.3

Source: Données de la Banque centrale de Libye ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/877504841208>



Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870663383018>



Madagascar

Madagascar a été frappée par une crise politique dont l'impact sur les performances économiques s'est fait durement sentir en 2009.

Les perspectives pour 2010 et 2011 dépendent de l'issue de la crise politique et de la reprise des flux d'aide extérieure.

La crise a été particulièrement dure pour les secteurs sociaux : la pauvreté augmente alors que les services d'éducation et de santé de base se dégradent.

L'année 2009 a été marquée par une nouvelle et profonde crise politique, dont les conséquences néfastes ont amplifié celles de la crise financière mondiale : le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour 2009 est négatif, à -4.5 %. Le changement de pouvoir, considéré comme non démocratique, a été condamné par la communauté internationale et l'aide extérieure a en partie été gelée. Or, la croissance est principalement tirée par les investissements publics, eux-mêmes financés par les ressources extérieures. Le pays est donc très dépendant de l'aide et les perspectives pour 2010 et 2011 sont par conséquent largement conditionnées à la capacité du pays à sortir de la crise politique. Mais, même dans l'hypothèse d'une normalisation rapide de la situation politique, la croissance devrait rester négative en 2010. En effet, les moteurs de croissance, tels que le tourisme et le bâtiment et les travaux publics (BTP), sont particulièrement sensibles à la crise. En outre, le tarissement des financements pour subventionner une « révolution verte » pourrait avoir des conséquences négatives sur la production agricole.

La faible capacité de mobilisation des ressources domestiques n'a pas permis de prendre le relais de l'aide extérieure et l'État a dû mener une politique budgétaire restrictive pour éviter de creuser le déficit et d'exercer une trop grande pression inflationniste. Le financement des projets de développement, notamment dans les secteurs sociaux, a donc été fortement contraint. Pour autant, le pays a continué d'honorer ses obligations au titre du service de sa dette extérieure, évitant ainsi les sanctions internationales. Parallèlement, la banque centrale s'est efforcée de lutter contre l'inflation, notamment en intervenant sur le marché des changes pour éviter une trop forte dépréciation de la monnaie nationale, tout en soutenant l'économie déjà mise à mal. Bien que le déficit commercial se soit réduit, du fait d'une diminution plus forte des importations que des exportations, la balance globale est devenue déficitaire, en raison de la diminution des flux d'investissements directs étrangers (IDE) et d'aide extérieure.

La crise politique a fortement affecté le secteur privé. Les entreprises ont tout d'abord été sinistrées par les pillages, au commencement de la crise, puis leur activité a été largement entravée par la période d'insécurité qui a suivi. Enfin, la diminution des financements extérieurs et la condamnation du gouvernement par les partenaires commerciaux ont réduit leurs débouchés. La suspension des accords passés avec les États-Unis au titre de la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (Agoa) devrait ainsi réduire de 20 % la production du secteur textile. Conséquence sociale de ces difficultés économiques, le chômage est en forte hausse, surtout dans les centres urbains.

La dépendance aux ressources extérieures pour le financement de la stratégie de développement est en partie liée au fait que les capacités de mobilisation des ressources fiscales du pays demeurent limitées. En effet, le taux d'imposition est l'un des plus faibles du continent africain. Pour tenter de remédier à cela, le pays s'est engagé, depuis 2007, dans une vaste réforme du système fiscal qui vise non seulement à rendre le système d'imposition plus simple et plus transparent, mais également à rendre l'administration fiscale plus performante et à lutter plus activement contre la fraude et la corruption. Cet accroissement des capacités de mobilisation est une nécessité, compte tenu du fait que plus de la moitié des ressources fiscales sont prélevées sur le commerce extérieur, alors que le pays est engagé dans un processus de libéralisation commerciale avec ses partenaires dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), d'une part, et des accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE), d'autre part.

Les efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont également été affectés négativement par la crise et, bien que les données ne soient pas encore disponibles, une partie des progrès accomplis ces dernières années a sans doute été perdue, notamment en matière de lutte contre la pauvreté, de scolarisation et de santé. La stratégie de lutte contre la pauvreté (*Madagascar Action Plan* ou MAP) a d'ailleurs été abandonnée après le changement de régime, sans être remplacée.



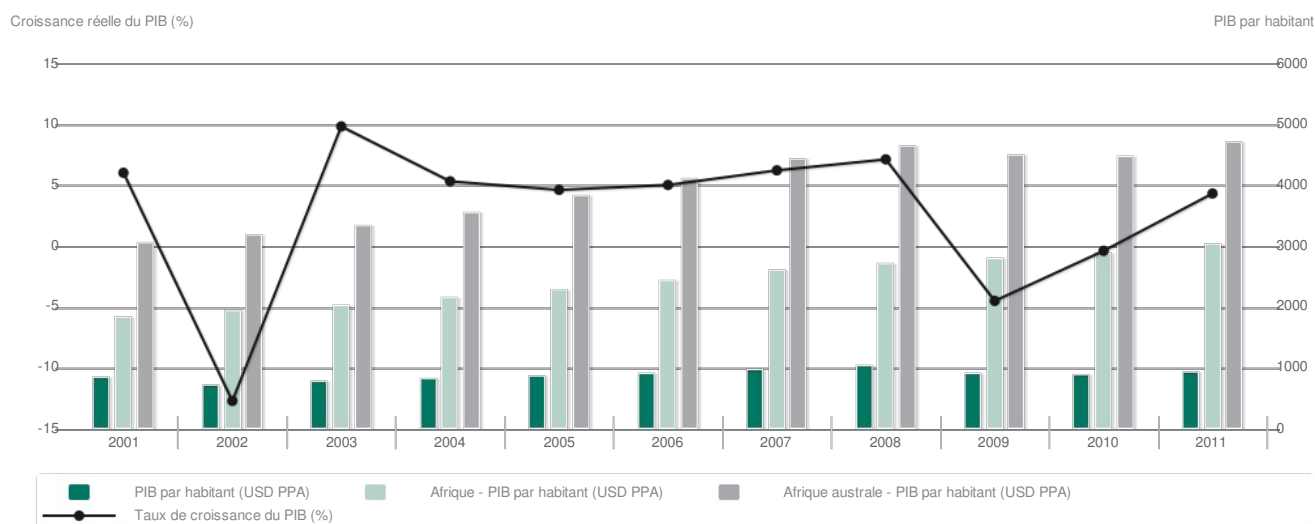
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	7.1	-4.5	-0.4	4.3
Inflation IPC	9.2	8.9	9.1	8.0
Balance budgétaire % PIB	-1.9	-1.3	-0.6	-1.0
Balance courante % PIB	-20.5	-16.2	-17.4	-17.7

Source: Données de l'INSTAT ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/877682370665>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870834467176>



Malawi

L'économie du Malawi, très peu diversifiée, s'est montrée assez résiliente, avec un taux de croissance de 7.0 % en 2009.

Les recettes d'exportation ont progressé, grâce à une bonne récolte de tabac (même si les cours ont chuté) et à l'uranium.

Selon les projections, les taux de croissance en 2010 et 2011 devraient ressortir respectivement à 6.0 et 6.2 %, mais des épisodes de sécheresse locale pourraient peser sur ces résultats.

Le Malawi affiche des performances macro-économiques globalement constantes et solides, même si les engagements du gouvernement à réformer ont perdu en vigueur, à mesure qu'approchaient les élections présidentielle et législatives de 2009. Les recettes nationales ont été robustes, à 29.8 % du produit intérieur brut (PIB) en 2009/10 (estimations), sous l'effet des récentes réformes de l'administration fiscale et des institutions. La création d'une unité chargée des gros contribuables (Large Taxpayers Unit – LTU) et l'élargissement de la fonction de contrôle au sein de l'autorité fiscale du Malawi (Malawi Revenue Authority – MRA) ont contribué à améliorer l'efficacité du recouvrement des impôts. Cependant, l'envolée de la dette intérieure, qui a alourdi le service de la dette, et l'extension des subventions aux engrais bien au-delà des prévisions de budget initiales ont contrebalancé les bénéfices tirés des bonnes performances au niveau des recettes, creusant le déficit budgétaire à 5.4 % du PIB en 2009.

De 2006 à fin 2009, le Malawi a poursuivi *de facto* une politique de taux de change avec une parité fixe. La Banque centrale du Malawi (Reserve Bank of Malawi – RBM) a eu du mal à mettre suffisamment de devises à disposition au taux de change officiel pour répondre à la demande, d'où des arriérés au niveau de la demande d'importations et de graves pénuries de devises. Les réserves de change ont atteint un niveau critique en 2009, tombant à 0.6 mois d'importations. Les autorités ont réitéré leur engagement à réformer la politique publique, annonçant des mesures visant la libéralisation du taux de change et l'assainissement du budget, pour étoffer les réserves de change.

Les élections présidentielle et législatives de mai 2009 ont été déclarées libres et pacifiques et le président Bingu wa Mutharika, à la tête du Parti démocratique progressiste (Democratic Progressive Party – DPP), a été réélu pour un second mandat. Les femmes ayant remporté 21 % des sièges au Parlement, elles disposent de 50 % de représentantes de plus que sur la période 2004-09. Après les élections, le président Mutharika a changé le noyau dur de son équipe de gestion économique, en remplaçant le ministre des Finances, le gouverneur de la banque centrale et le secrétaire au Trésor.

Le DPP dispose d'une majorité de travail au Parlement, ce qui a facilité l'adoption du budget national pour l'exercice 2009/10, ainsi que d'un certain nombre de projets de lois de finance que le Parlement, en l'absence d'une nette majorité, n'avait cessé de reporter sur la période 2004-09. Fort de sa majorité parlementaire, le DPP a voté plusieurs projets de loi durant la session de novembre 2009, ce qui n'a pas manqué de susciter des inquiétudes dans la société civile, notamment au sujet du projet de loi donnant au président le pouvoir de décider de la date des élections locales ou de destituer le vice-président.

Le Malawi fait partie des pays les moins avancés (PMA) de la planète et la pauvreté y reste un problème majeur. Le PIB en volume par habitant aux prix de 2000 ressortait à 189 dollars (USD) en 2009. Néanmoins, des progrès ont été accomplis dans la lutte contre la pauvreté et d'autres problèmes sociaux, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et dans le cadre de la stratégie pour le développement et la croissance du Malawi (*Malawi Growth and Development Strategy – MGDS*). L'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et le recul de la pauvreté ont accompagné de solides performances économiques. Le gouvernement du Malawi estime que le nombre de pauvres est tombé de 52.4 % en 2005 à 40 % en 2009. Quoique toujours faible, le bien-être global s'améliore, comme en témoigne l'indice du développement humain (IDH) des Nations Unies : avec un score de 0.493 en 2009, le Malawi s'y classe 160^e sur 182 notations, alors qu'il occupait le 164^e rang sur 177 en 2007/08. Les pouvoirs publics reconnaissent que si des avancées ont été accomplies, les cibles des OMD portant sur l'éducation primaire pour tous, la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, ou encore l'amélioration de la santé maternelle restent hors de portée.

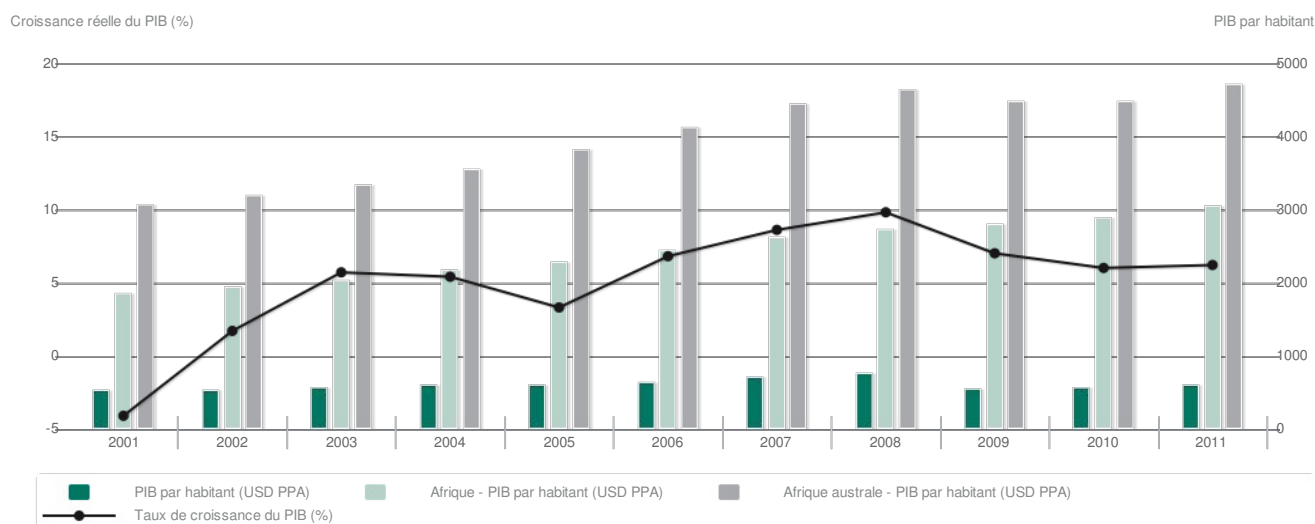
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	9.8	7.0	6.0	6.2
Inflation IPC	8.7	8.5	8.8	7.9
Balance budgétaire % PIB	-2.7	-5.4	-1.8	-2.5
Balance courante % PIB	-6.8	-8.1	-5.9	-7.7

Source: Données des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/877807824883>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870858178283>



Mali

La croissance a atteint un taux de 4.3 % en 2009, grâce à une campagne agricole satisfaisante due à une bonne pluviométrie.

Les perspectives d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015 sont minces.

La mobilisation des ressources internes s'est améliorée grâce à la modernisation de l'administration fiscale, l'élargissement de l'assiette et la poursuite de l'informatisation des directions régionales des impôts.

Comme en 2008, le gouvernement malien a poursuivi la mise en œuvre du cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR 2007-11) en 2009, dans un environnement marqué par la crise financière et économique mondiale. Son ambition, sur la base d'un taux de croissance annuel moyen de 7 %, est d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Malgré la crise, qui a rendu plus complexe la gestion économique, les performances de l'économie malienne ont été satisfaisantes sur le plan conjoncturel. Le produit intérieur brut (PIB) réel a affiché un taux de croissance de 4.3 %, en raison principalement d'une bonne tenue de l'agriculture, qui a bénéficié d'une campagne agricole et d'une pluviométrie satisfaisantes. La poursuite d'une gestion budgétaire et monétaire prudentes, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de formalisation de la gestion des finances publiques, a permis de contenir l'inflation ainsi que le creusement des déficits budgétaires et courants.

Malgré une croissance positive et la dégradation contenue des agrégats macro-économiques, grâce à la poursuite des réformes budgétaires et un soutien à l'agriculture, les arbitrages et coupes budgétaires rendus nécessaires par la diminution des ressources n'ont pas permis d'approfondir le volet structurel des réformes. En 2010, dans le sillage de la reprise mondiale, le gouvernement entend poursuivre les réformes budgétaires et accélérer les réformes structurelles, sur la base d'une croissance de 5 % du PIB réel. Avec l'aide de ses partenaires, il entend également mettre l'accent sur l'appui au secteur productif, avec pour objectif de ne pas contraindre les investissements par des coupes systématiques opérées au niveau des dépenses d'investissement, comme ce fut le cas en 2008 et 2009. Le taux d'inflation a été ramené à 2.2 % en 2009, contre 9.2 % en 2008. Cette baisse est le résultat de la détente des prix internationaux des produits alimentaires et de la conduite d'une politique monétaire prudente par le gouvernement.

Le gouvernement a par ailleurs poursuivi sa gestion prudente des finances publiques. Ainsi, le déficit budgétaire de base de l'État a été ramené à 1.5 % du PIB en 2009, contre un déficit de 2.6 % en 2008. Les recettes totales ont progressé à 14.4 % du PIB, en raison d'un meilleur suivi de la collecte et des structures impliquées, notamment de la direction des impôts. Les recettes fiscales – qui représentent en moyenne plus de 85 % des recettes totales – se sont établies à environ 603 milliards XOF (franc CFA BCEAO), en progression de 16 % par rapport à 2008, grâce à de meilleures rentrées au titre de la taxe à la valeur ajoutée (TVA ; +17 % de hausse). Celle-ci représente environ 40 % des recettes fiscales.

La balance des comptes courants a enregistré un déficit de 9.2 % du PIB en 2009, soit une légère amélioration par rapport à 2008 (-9.7 %). Cela s'explique par la réduction du déficit de la balance commerciale, en dépit d'une conjoncture internationale difficile. Ainsi, la balance commerciale a vu son déficit en recul (de -5.5 % en 2008 à -3.2 % en 2009), en raison principalement de l'augmentation des exportations d'or (plus de 70 % des exportations totales en valeur), qui ont compensé la baisse des exportations de coton (-24 %).

La mobilisation des ressources internes s'inscrit dans le cadre du programme d'action gouvernemental d'amélioration et de modernisation de la gestion des finances publiques (Pagam/GFP), qui vise en particulier le renforcement des efforts d'assainissement des finances publiques par une maîtrise des dépenses et une plus grande mobilisation des recettes intérieures.

Ainsi, en dépit des efforts consentis par le gouvernement, la mobilisation des appuis budgétaires a été légèrement affectée par le resserrement de la conjoncture mondiale. En effet, 146.6 milliards XOF ont été mobilisés, contre les 163.4 milliards attendus, soit 90 % de ce qui était prévu. Il convient de souligner que les appuis budgétaires généraux et les appuis budgétaires sectoriels, qui totalisent 65 % des appuis budgétaires, ont enregistré des taux de réalisation respectifs de 82 et 95 %.

Des progrès ont été observés dans le cadre de la préparation du budget, de l'interconnexion de la chaîne des dépenses, de la réforme du système de passation des marchés publics, de la déconcentration des crédits budgétaires et du contrôle interne ainsi que de la mobilisation des ressources en général.

L'année 2009 a été marquée par la consolidation de la paix et de la sécurité dans les régions du Nord du pays avec les tribus touaregs, notamment les éléments de l'Alliance du 23 mai pour la démocratie et le changement. Cette question demeure une priorité pour le



gouvernement. Aux prochaines élections pour lesquelles, conformément à la constitution, le président Amadou Toumani ne prendra pas part, le climat politique devrait être marqué par l'effervescence et les luttes de pouvoirs.

Si le pays a enregistré des avancées au niveau des OMD fixés à l'horizon 2015, la plupart des objectifs ne seront toutefois pas atteints. En matière de santé, qui constitue une priorité nationale, une politique est en cours d'exécution, avec le programme décennal de développement sanitaire et social qui devrait se poursuivre jusqu'en 2011. En matière d'éducation, des progrès considérables ont été réalisés, concernant notamment le taux de scolarisation : en 2009, le taux brut est estimé à 84 %. La pauvreté monétaire, estimée par la méthode des coûts des besoins de base, a régressé de 8 points, passant de 55.6 % en 2001 à 47.4 % en 2006, avec des disparités régionales notables et un accroissement de la pauvreté en milieu urbain, en raison de l'exode rural et du chômage. Il faut souligner une réduction des inégalités, qui se sont stabilisées à des niveaux élevés de 36 % en 2006 contre 38 % en 2001.

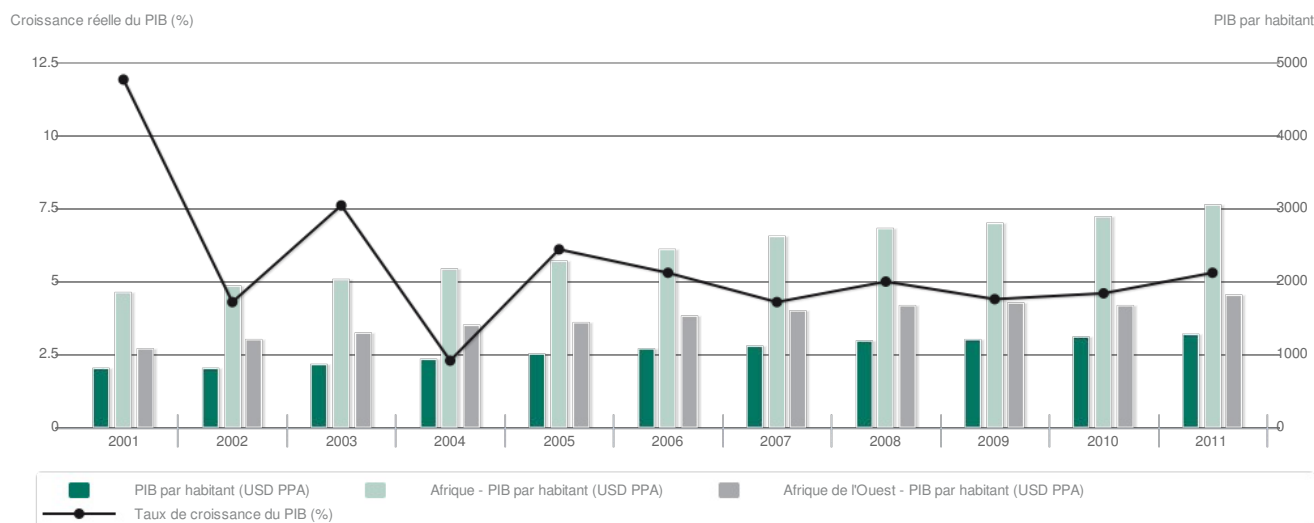
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	5.0	4.4	4.6	5.3
Inflation IPC	9.2	2.2	1.9	1.8
Balance budgétaire % PIB	-2.2	-0.9	-1.9	-1.9
Balance courante % PIB	-9.7	-9.1	-11.1	-12.5

Source: Données du ministère de l'Économie et des Finances ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/878006205302>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871146476204>



Maroc

Malgré de bonnes performances depuis le début des années 2000, l'économie marocaine reste pénalisée par des fragilités que la crise risque d'aggraver, à court terme.

Grâce à la rigueur budgétaire de ces dernières années, le cadre fiscal est devenu plus incitatif et les dépenses publiques sont mieux maîtrisées.

Des progrès ont été faits en matière de promotion du secteur privé, mais d'importants défis restent à relever pour améliorer l'environnement des affaires.

Les performances économiques du Maroc sont restées bonnes en 2009, malgré la mauvaise conjoncture internationale. L'instabilité des marchés financiers, la flambée du prix du pétrole et l'essoufflement des grands partenaires commerciaux du royaume chérifien ont d'abord fait redouter le pire. Pourtant, les fondamentaux sont restés stables, témoignant d'une meilleure résistance face aux chocs externes. La croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est élevée à 5 % en 2009, soutenue par une campagne agricole exceptionnelle, une demande interne vigoureuse et des mesures de soutien à l'économie. Ces dernières ont été mises en place pour contrecarrer les effets de la crise, ressentis dès le deuxième trimestre 2008.

Pendant, l'économie marocaine souffre encore de certaines fragilités, que la crise internationale risque d'exacerber à court terme. Des inquiétudes persistent en effet sur l'équilibre de la balance commerciale, la compétitivité des exportations ainsi que leur forte concentration à destination des marchés européens. Par ailleurs, la crise a eu un impact négatif sur les recettes touristiques et les transferts des Marocains résidents à l'étranger. Ces deux principales sources de devises ont jusqu'à présent compensé le déséquilibre de la balance commerciale et permis de maintenir le solde du compte courant à un niveau positif. La croissance devrait donc marquer le pas en 2010 et ne pas dépasser 4.3 %.

Des réformes structurelles et sectorielles ont contribué, ces dernières années, à asseoir les fondements d'une économie moderne et ouverte sur l'extérieur. La crise a poussé les pouvoirs publics à redoubler d'efforts pour moderniser le secteur public, lancer de grands projets d'infrastructures, promouvoir le secteur privé et protéger l'environnement.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	5.6	5.0	4.3	4.9
Inflation IPC	3.9	1.0	2.9	2.5
Balance budgétaire % PIB	0.4	-2.9	-4.0	-3.4
Balance courante % PIB	-4.9	-6.3	-4.0	-3.7

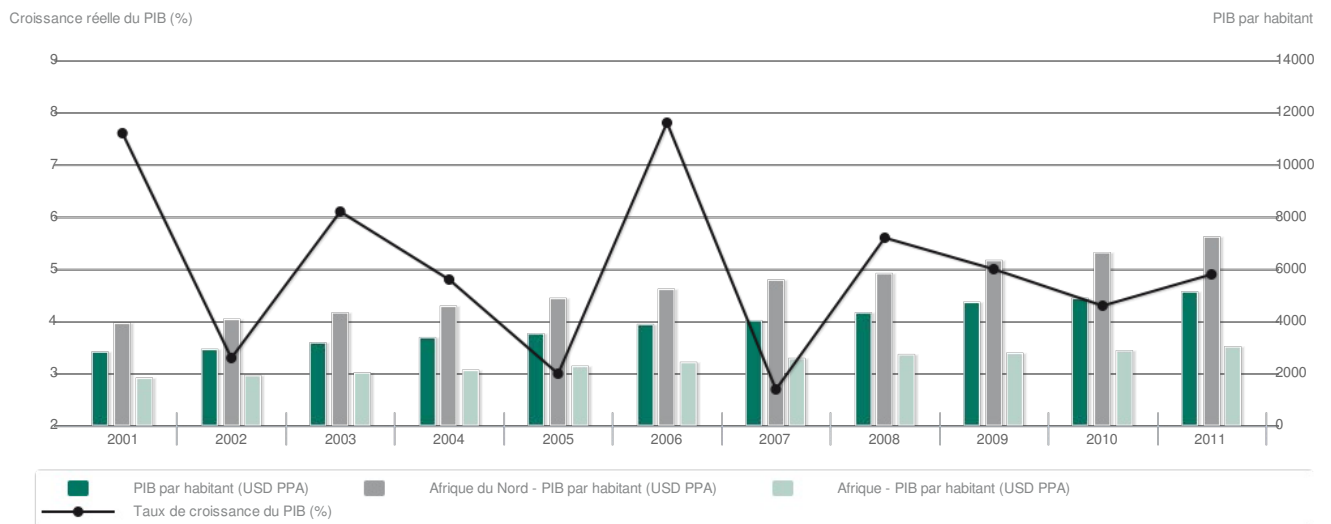
Source: Données de la Bank Al-Maghrib, de la direction de la statistique et du ministère de l'Économie et des Finances ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/878576670717>



Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871301410622>



Maurice

La crise financière mondiale a réduit la demande extérieure et les flux de capitaux privés tout en nourrissant l'incertitude quant aux perspectives économiques de l'île. La croissance économique, qui s'élevait à 5.1 % en 2008, a fortement chuté pour atteindre 2.8 % en 2009.

L'économie mauricienne devrait repartir et afficher une croissance de 4.2 % en 2010 et 4.7 % en 2011, quand l'économie mondiale, et notamment celle de l'Europe, sortira de la récession.

L'île Maurice est traditionnellement dépendante des industries du sucre, du textile, du tourisme et des services financiers. S'il est possible de développer ces secteurs, deux des objectifs primordiaux sont la réforme et l'élévation du niveau technologique pour faire du pays une destination d'investissement attractive.

Depuis le déclenchement de la crise financière mondiale, la politique gouvernementale a consisté à accélérer les réformes et la diversification de l'économie tout en la préparant à la reprise mondiale. L'objectif est de renforcer la capacité de résistance du pays aux chocs externes et d'accroître sa compétitivité sur les marchés mondiaux. Il conviendra tout particulièrement de se concentrer sur des services à plus forte valeur ajoutée, comme les technologies de l'information et de la communication (TIC).

La croissance du produit intérieur brut (PIB), de 2.8 % en 2009, est nettement inférieure à celle de l'année précédente (5.1 %), en dépit d'un plan de relance substantiel décidé par les autorités. Cette baisse reflète la forte chute de la demande extérieure de textiles et de services touristiques qui a suivi la crise économique mondiale, notamment dans les pays européens, principaux partenaires commerciaux de l'île. Le nombre de visiteurs a diminué de 6.4 % en 2009, pour atteindre environ 870 000 touristes, mais les recettes enregistrent un plus fort recul, de 13.4 %, à 1.2 milliard de dollars (USD).

La croissance devrait reprendre pour atteindre 4.2 % en 2010 et 4.7 % en 2011, grâce au rétablissement attendu de l'économie mondiale et aux mesures budgétaires et monétaires prises par les gouvernements.

Le déficit budgétaire global s'établit à 3.3 % du PIB en 2008 et 3.6 % en 2009. Les prévisions l'estiment à 4 % en 2010, avant un retour à 3.3 % en 2011. La banque centrale (Bank of Mauritius – BoM) a baissé son taux de prise en pension – taux de rémunération sur les dépôts – à 5.75 % à la fin 2009, alors que l'inflation non corrigée chutait à 2.5 %, le taux le plus bas depuis 20 ans (il était de 9.7 % en 2008). L'an dernier, le déficit de la balance courante s'élevait à 8.6 % du PIB. Il devrait se creuser pour atteindre 9.5 % en 2010, puis se résorber légèrement à 9.1 % en 2011.

Les investissements directs étrangers (IDE) bruts, en provenance essentiellement de la France et du Royaume-Uni, anciennes puissances coloniales, concernent principalement le tourisme, l'immobilier et les services financiers. Maurice demeure l'un des rares pays africains avec des réserves de change importantes, en dépit des sorties de capitaux de la fin 2009. Les banques du pays sont bénéficiaires, bien capitalisées et pourvues en liquidités. Les mesures prises par l'État ont permis de limiter les pertes d'emploi en 2009, le chômage n'ayant que peu progressé, de 7.2 % en 2008 à 7.4 % en 2009.

Le pays doit investir massivement dans les infrastructures et l'éducation pour favoriser la transition vers une économie davantage orientée sur les services, notamment pour devenir un centre régional des TIC. De telles mesures viendront s'ajouter à une réputation de bonne gouvernance, à un environnement favorable aux affaires et à de bons indicateurs sociaux, ce qui devrait permettre de soutenir la croissance à moyen et long termes.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

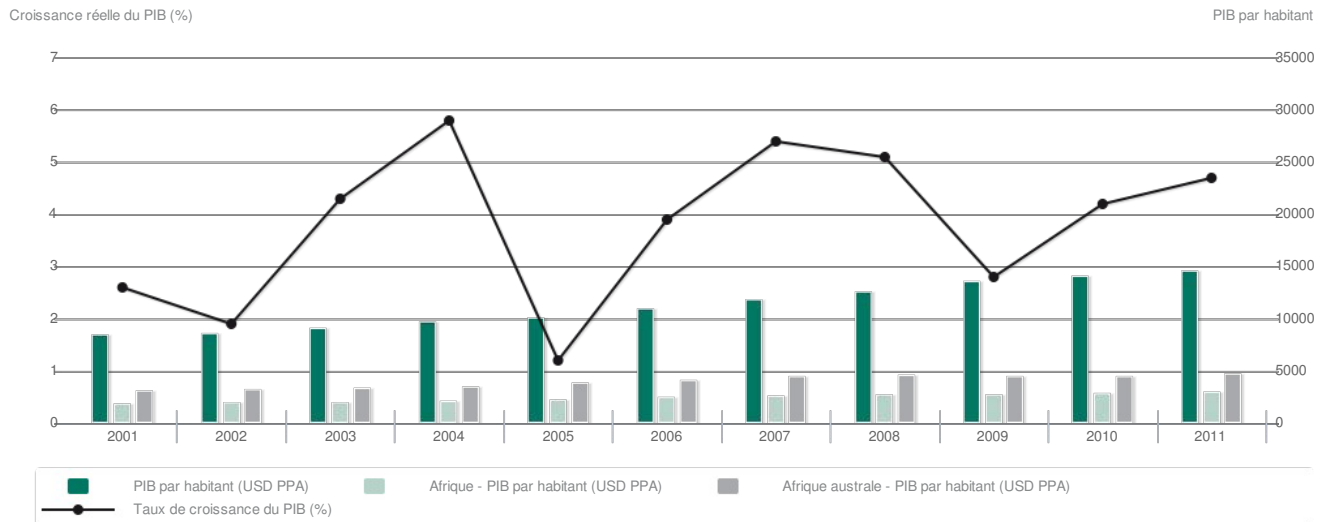
	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	5.1	2.8	4.2	4.7
Inflation IPC	9.7	2.5	4.5	4.1
Balance budgétaire % PIB	-3.3	-3.6	-4.0	-3.3
Balance courante % PIB	-10.4	-8.6	-9.5	-9.1

Source: Données des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/878432280451>



Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source:
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871250653176>



Mauritanie

Faute d'une politique budgétaire plus rigoureuse et d'une maîtrise des importations, le solde budgétaire va continuer de se détériorer en 2009 et 2010.

Le système fiscal mauritanien demeure complexe et coûteux, pénalisant le secteur formel tandis que le secteur informel continue de lui échapper.

Au 154^e rang sur 182 pays dans l'indice de développement humain 2009, la Mauritanie ne paraît pas en mesure de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015.

Après plusieurs années de croissance positive, l'année 2009 s'est révélée particulièrement difficile pour la Mauritanie. Le taux de croissance du PIB a reculé de 1.2 % contre plus 3.7 % en 2008. Cette dégradation résulte des effets combinés d'une crise politique nationale et de la crise économique mondiale qui s'est répercutée sur la demande des ressources naturelles, notamment les minerais, principale source de revenu du pays. Les prix du fer et du cuivre ont baissé de respectivement 36 et 28 % entre 2008 et 2009. Le pays a par ailleurs été lourdement affecté par la crise alimentaire de 2008 et qui a laissé des traces profondes sur son économie. En effet, pour faire face à la flambée des prix des denrées alimentaires et limiter l'impact de la crise sur la population défavorisée, le gouvernement a créé un plan d'urgence, le programme spécial d'intervention (PSI), doté de 42 milliards d'ouguiyas (MRO).

La Mauritanie envisage de renouer avec une croissance positive de 3.7 % en 2010 et de 5.5 % en 2011, en tablant sur une bonne tenue des cours des produits miniers, notamment du fer et du cuivre, un meilleur recouvrement des recettes et un retour des donneurs. Cet optimisme est conforté par le retour progressif de la légalité institutionnelle dans le pays après les élections présidentielles d'août 2009, ainsi que par le dynamisme des secteurs du bâtiment et des travaux publics (BTP), de la pêche et du secteur tertiaire. Le secteur minier (fer, or, cuivre) a enregistré des performances satisfaisantes en 2009, en dépit de l'instabilité des prix mondiaux. Ce secteur a contribué à hauteur de 36.5 % à la formation du PIB. Ses potentialités de développement sont considérables, mais la Mauritanie est confrontée à la fébrilité du marché des matières premières.

La Société nationale industrielle et minière (SNIM), chef de file de l'exploitation minière dans le pays, a partiellement atteint ses objectifs de production de fer en 2009, avec 10 millions de tonnes. La production de cuivre devrait s'accroître grâce aux investissements massifs du consortium Mines de cuivre de Mauritanie (MCM), notamment dans les gisements d'Akjoujt. L'objectif de production est de 120 000 tonnes de cuivre concentré à 25 %. Grâce à un ambitieux programme d'investissement de 80 millions de dollars (USD), le pays devrait pouvoir produire 120 000 onces d'or par an, sachant que 50 millions USD supplémentaires seront investis dans le périmètre d'El Ghaicha. Le secteur de la pêche est très prometteur en dépit de la faiblesse de ses infrastructures, de la vétusté de la flotte, de son caractère informel et de l'opacité qui entoure les procédures d'octroi des licences. Sa contribution au PIB (près de 6 %) demeure inférieure à son potentiel, les côtes mauritaniennes étant parmi les plus poissonneuses du monde. Les objectifs de développement du secteur à l'horizon 2012 sont de moderniser la flotte et de mieux organiser la filière.

Le déficit du compte courant demeure endémique. Il s'est détérioré au point de représenter 14.9 % du PIB en 2009 sous l'effet de l'augmentation des importations, de la dégradation des services et du creusement du déficit de la balance commerciale. Le solde négatif des comptes courants devrait continuer sa dégringolade dans les prochaines années, atteignant 16.7 % du PIB en 2010 et 17.4 % en 2011. Parallèlement, le déficit budgétaire a représenté 6.9 % du PIB, sous l'effet de la diminution des aides étrangères et de l'augmentation des dépenses publiques. Faute d'une politique budgétaire plus rigoureuse et d'une maîtrise des importations, le solde budgétaire devrait rester négatif, à 6.5 % du PIB en 2010 et 5.5 % en 2011. La conduite d'une politique monétaire prudente et une meilleure maîtrise des dépenses publiques permettraient de contenir la détérioration du déficit du compte courant de la balance des paiements.

Le cadre légal et réglementaire régissant les efforts de développement du secteur financier a été modifié en 2009 en vue de sa modernisation et d'un renforcement de sa stabilité, avec la mise en place d'un nouveau fonds de garantie des dépôts. Il doit permettre d'améliorer le taux de bancarisation et de promouvoir l'épargne. L'inflation a été maîtrisée en 2009 et ramenée à 2.2 % selon les estimations de la banque centrale, contre plus de 7.4 % en 2008. Ce recul résulte de la détente des prix internationaux des produits alimentaires et de la politique monétaire prudente menée par la banque centrale. Les pressions inflationnistes risquent cependant de réapparaître en 2010 et 2011, pour atteindre les taux respectifs de 4.8 et 5.3 %, si les prix des denrées alimentaires reprennent une trajectoire ascendante avec la levée progressive des subventions des produits de base.

Les autorités se sont par ailleurs engagées à renforcer les capacités de l'administration fiscale en concentrant les efforts sur l'identification des contribuables, la modernisation de la gestion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la révision du système

d'imposition des revenus. Les principales mesures ont trait à (i) la constitution d'un fichier central des contribuables de Nouakchott et de Nouadhibou sur la base d'un identifiant unique ; (ii) la mise en place d'un mécanisme de récupération de la TVA ; (iii) l'abaissement du taux de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) à moins de 3 % ; (iv) la réduction des exonérations de TVA ; et (v) l'harmonisation de la taxation des produits avec la nomenclature de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Sur le plan politique, l'année 2009 a marqué le retour à la légalité institutionnelle du régime mis en place après le coup d'État de 2008. L'élection présidentielle organisée en juillet a consacré le général Mohamed Ould Abdelaziz, l'auteur du putsch, comme président de la République. Les menaces terroristes visant des ressortissants occidentaux ont placé le régime au rang de partenaire stratégique dans la lutte contre le terrorisme. Ce danger terroriste a renforcé le soutien occidental aux autorités mauritaniennes, notamment après les attentats de l'été 2009.

Le pays est mal classé dans l'indice du développement humain (IDH) des Nations Unies, qui le place au 154^e rang sur 182 pays. Sur onze cibles associées aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) analysées par le Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) en 2008, six seulement semblent réalisables à l'horizon 2015 – qui concernent la pauvreté, la faim, l'éducation de base, les disparités entre les sexes, l'accès à l'eau potable et les conditions de vie. Les cinq autres (mortalité infantile, santé maternelle, VIH/Sida, paludisme & grandes maladies et développement durable) paraissent hors de portée. La pauvreté touche 46.7 % de la population, incapable de subvenir à ses besoins essentiels. Ce phénomène est aggravé par le creusement des inégalités, comme en témoigne l'indice de Gini, qui atteint 0.396 en 2008, contre 0.338 en 1996.

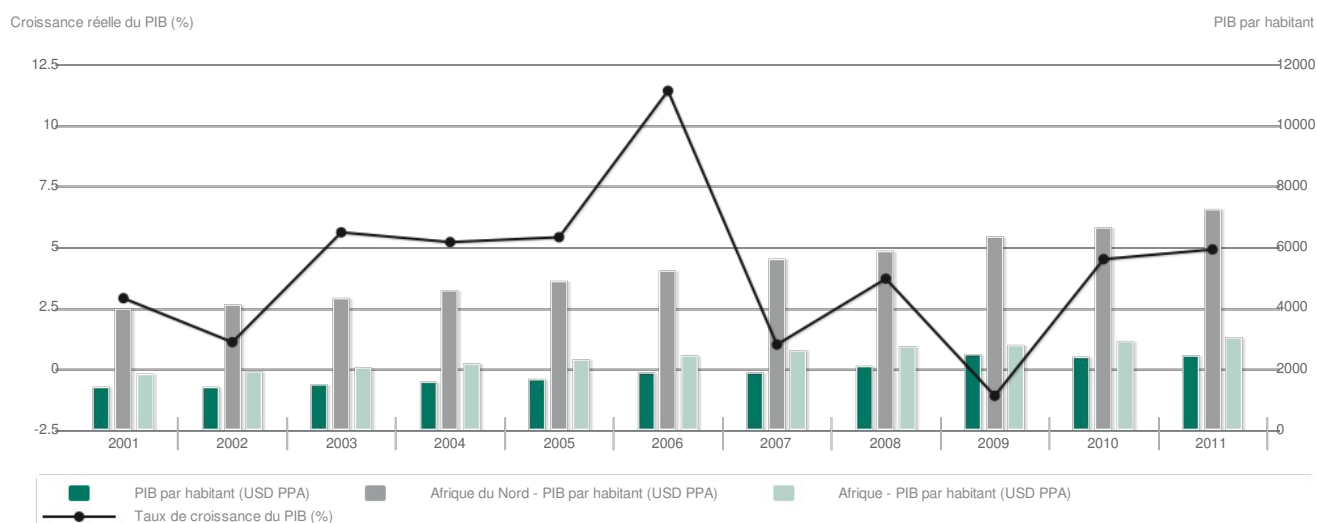
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	3.7	-1.1	4.5	4.9
Inflation IPC	7.4	2.2	4.8	4.7
Balance budgétaire % PIB	-7.4	-5.5	-5.1	-6.3
Balance courante % PIB	-15.9	-17.3	-22.8	-24.1

Source : Données de la Banque centrale de Mauritanie et de l'Office national de la statistique ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/878244741405>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871168658421>



Mozambique

Le Mozambique a relativement bien tenu le coup face à la crise financière internationale : la croissance économique – en recul en 2009 – est restée solide grâce à la politique de soutien du gouvernement, qui a permis de compenser la baisse des prix des matières premières à l'exportation ainsi que la chute des investissements directs étrangers (IDE) et des envois de fonds des travailleurs émigrés.

Le taux de pauvreté demeure élevé alors que les énormes projets miniers qui interviennent pour une part importante dans la croissance de l'économie ne procurent que peu d'effets d'entraînement ou de rentrées fiscales.

Le budget est lourdement tributaire des dons, mais la réforme du système fiscal en vigueur, avantageux pour les grands projets miniers, pourrait venir renforcer les finances publiques.

Quoiqu'en recul par rapport à 2008, la croissance est restée solide tandis que l'inflation a été contenue. La présence réduite du système bancaire du pays sur les marchés financiers internationaux a limité les retombées de la crise mondiale. Les mesures d'accompagnement prises par les pouvoirs publics, comme les subventions aux carburants, ont aidé à soutenir la croissance en même temps qu'à accroître la production agricole.

De 6.8 % en 2008, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) est descendu à 5.4 % en 2009. Ce chiffre est inférieur à l'objectif gouvernemental (6.7 %), mais supérieur aux prévisions du Fonds monétaire international (FMI) (4.5 %). La croissance continue d'être tirée principalement par les importants investissements étrangers dans les ressources minières et les services tandis que l'industrie agro-alimentaire, l'énergie et le bâtiment et les travaux publics (BTP) bénéficient d'un fort soutien des donateurs. La croissance devrait s'améliorer à 5.8 % en 2010 et à 6.1 % en 2011. Aussi soutenue soit-elle, elle reste en deçà de la tendance compte tenu de l'impact de la crise financière internationale sur les exportations et les cours des matières premières, de la chute des envois de fonds des expatriés, en particulier de la part des mineurs en Afrique du Sud, et de la réduction des IDE.

La structure de l'économie s'est modifiée de façon spectaculaire au cours des dernières années sous l'effet des mégaprojets étrangers dans le secteur minier. Ce phénomène, qui s'est révélé positif pour la croissance dans son ensemble, augmente toutefois le risque d'une économie duale. D'autant plus que ces projets à capitaux étrangers ont accru la dépendance du Mozambique aux financements extérieurs et, du même coup, sa vulnérabilité. Ils ne provoquent pas un effet d'entraînement suffisant pour le reste du secteur privé et la lutte contre la pauvreté. Ils ne contribuent pas non plus significativement aux recettes budgétaires et, de ce fait, limitent la croissance des finances publiques et reportent tout le fardeau de la fiscalité sur les entreprises locales.

Malgré ces réserves, le Mozambique a gagné cinq places dans l'édition 2010 du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale grâce aux réformes importantes intervenues au cours des dernières années. Deux fortes contraintes persistent : la rigidité des lois sur le travail et l'application du code foncier.

L'un des principaux défis qui se présentent aux autorités est le renforcement de la politique fiscale. Celle-ci continue d'être bridée par la faiblesse des hausses de revenu, la forte pression sur la dépense publique et la lourde dépendance à l'égard de l'aide étrangère. Les pouvoirs publics ont engagé des réformes pour élargir l'assiette fiscale et améliorer le prélèvement des droits de douane. À moyen terme, les dépenses publiques continueront de croître, se concentrant sur les secteurs prioritaires (éducation, santé, infrastructures, agriculture et développement rural, bonne gestion des affaires publiques) qui interviennent pour 65 % dans l'ensemble des dépenses. D'autres initiatives, telles que le lancement réussi du système d'administration financière de l'État (Sistafe) et le surcroît d'efficacité attendu de la récente installation de l'autorité de l'administration fiscale, pourraient accroître la capacité du Mozambique à générer des recettes.

Le Mozambique reste l'un des pays les plus pauvres du continent africain en dépit des taux de croissance élevés enregistrés ces cinq dernières années. Le taux de pauvreté est passé de 69.4 % de la population en 1997 à 54.1 % en 2003 et devrait avoir connu un nouveau recul en 2009 pour s'établir autour de 45 %. Au total, si les indicateurs du développement se sont améliorés au cours des dernières années, les défis à relever restent impressionnants, notamment pour l'amélioration de la qualité de l'éducation et des services de santé et la lutte contre le VIH/Sida.

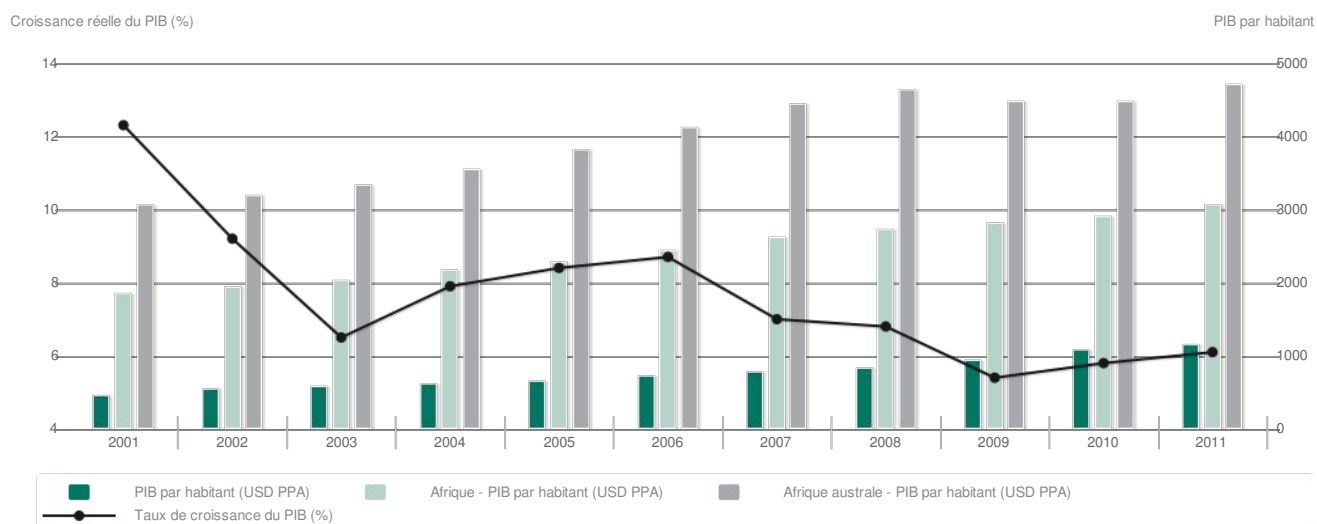
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	6.8	5.4	5.8	6.1
Inflation IPC	10.3	3.4	9.2	4.4
Balance budgétaire % PIB	-2.5	-5.7	-3.3	-2.2
Balance courante % PIB	-12.2	-14.2	-12.3	-9.5

Source: Estimations des auteurs sur la base de l'Institut national de statistique ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/878666408082>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871320033230>



Namibie

L'économie de la Namibie, lourdement dépendante des exportations minières, s'est repliée en 2009 en raison de la crise financière mondiale qui a affecté la demande des marchés étrangers.

L'économie ne crée pas suffisamment d'emplois et le chômage a augmenté de façon significative.

La Namibie a persévéré dans l'amélioration du recouvrement des impôts.

Sous l'effet de l'effondrement de la demande extérieure provoqué par la crise mondiale, l'économie de la Namibie, lourdement dépendante des exportations minières, s'est contractée de 1.5 % en 2009 – un taux négatif que le pays n'avait connu qu'une fois depuis son accession à l'indépendance en 1990. La production et les prix du diamant ont lourdement chuté et le tourisme a été sérieusement touché, provoquant une hausse du chômage dans de nombreux secteurs.

Une production accrue d'uranium, un redressement des prix du diamant, des investissements supplémentaires dans les infrastructures et un tourisme en hausse, en particulier grâce à la Coupe du monde de football chez son voisin sud-africain, devraient permettre au pays de renouer avec une croissance de l'ordre de 2.2 % en 2010 et 2.6 % en 2011. L'émergence de la Namibie comme acteur majeur dans l'exportation d'uranium viendra doper l'économie et remédier au problème aigu du chômage. L'augmentation des investissements dans les infrastructures publiques concourra également à la croissance au cours des trois prochaines années.

Depuis plusieurs années, la Namibie s'efforce d'élargir l'assiette des impôts. L'ensemble des recettes fiscales en proportion du produit intérieur brut (PIB) se maintient à environ 30 %. Par ailleurs, la Namibie possède l'un des taux d'imposition les plus élevés de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Le système fiscal doit relever des défis considérables en termes de ressources humaines, capacités techniques et dispositifs institutionnels.

Le chômage a grimpé en flèche, atteignant le chiffre record de 51 % en 2009, contre 37 % en 2003/04. Ce taux élevé reflète l'absence de création d'emplois observée ces dernières années et des pertes d'emplois, dans le secteur minier et ailleurs, en raison de la crise financière mondiale. En outre, l'afflux récent d'une main-d'œuvre importée principalement d'Asie pour le secteur du bâtiment n'a pas aidé. La Namibie a l'indice d'inégalité des revenus le plus élevé du monde.

Les cinquièmes élections présidentielles et législatives dans l'histoire de la Namibie se sont tenues en novembre 2009. L'Organisation du peuple du Sud-ouest africain (*South West Africa People's Organisation – Swapo*), aux affaires, confirme un fort enracinement dans l'électorat. La jeune formation politique du Rassemblement pour la démocratie et le progrès (*Rally for Democracy and Progress – RDP*) est arrivée en seconde position. Les partis de l'opposition ont contesté les résultats et engagé des poursuites judiciaires contre la commission électorale. Le nouveau gouvernement, qui devrait être investi le 21 mars 2010, devra s'attaquer aux obstacles majeurs que constituent la réduction du chômage, la pauvreté et le VIH/Sida.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

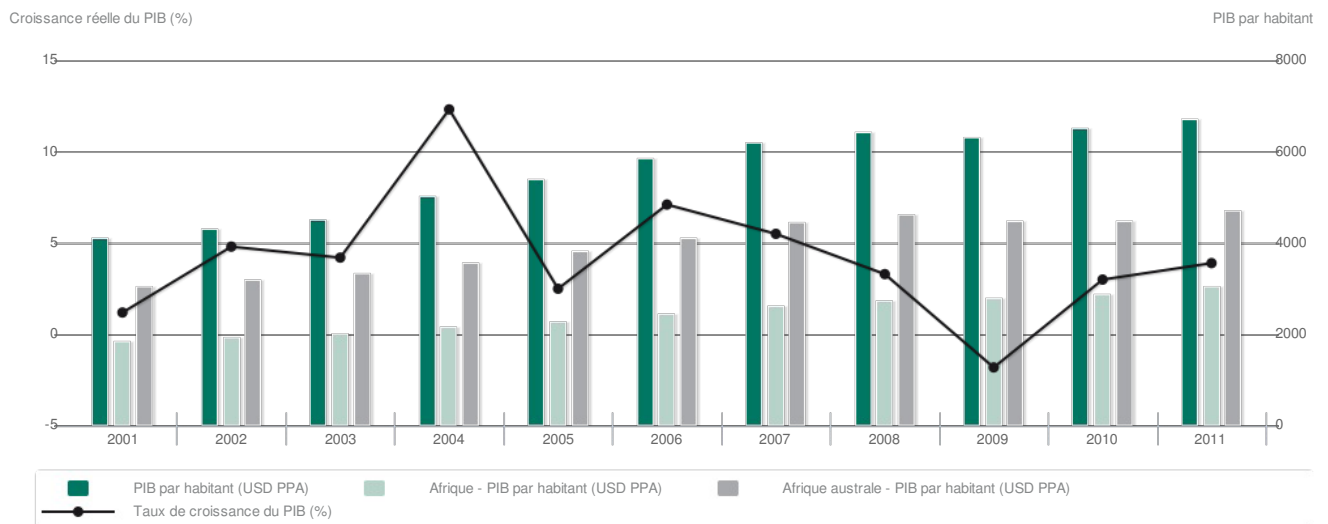
	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	3.3	-1.8	3.0	3.9
Inflation IPC	10.3	8.8	6.2	6.1
Balance budgétaire % PIB	0.9	-2.2	-3.6	-3.9
Balance courante % PIB	22.4	5.7	2.9	0.6

Source : Données du Bureau central des statistiques ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/878800773402>



Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p). 2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871364151355>



Niger

Après une croissance négative de 0.9 % en 2009, le Niger mise sur une croissance de 3.2 % en 2010 et de 5.1 % en 2011, sous réserve d'une bonne campagne agricole et d'une amélioration de la situation politique.

Les recettes fiscales ont augmenté en 2009 grâce à l'élargissement de l'assiette fiscale, la consolidation des réformes en matière de législation fiscale et l'amélioration du civisme des contribuables.

Le Niger est la lanterne rouge du classement des indicateurs du développement humain des Nations Unies. Il ne devrait pouvoir réaliser aucun des huit objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015

L'économie nigérienne, totalement dominée par un secteur agricole sinistré par le déficit pluviométrique, montre de réels signes de faiblesse. Résultat : une croissance économique considérablement réduite en 2009, qui s'est établie à -0.9 % alors qu'elle avait atteint 9.5 % en 2008.

La campagne agricole 2009/10 s'annonce mauvaise par rapport à 2008, surtout pour le mil et le sorgho. La production agricole devrait connaître une baisse vertigineuse en 2009, de -13.6 %, après la hausse de 23.8 % enregistrée en 2008.

Dans le secteur minier en revanche, la croissance en 2009/10 devrait être modérée. La production d'uranium et de pétrole devrait terminer en légère hausse, grâce à l'engagement d'entreprises françaises et chinoises dans le développement de nouveaux sites, notamment à Imouraren et Azelik. La production de l'extraction pourrait croître de 2.2 % en 2009, contre 3.7 % en 2008. Les projets routiers lancés en 2008 – comme la construction du deuxième pont sur le fleuve Niger et l'édification du barrage de Kandadji – se poursuivront en 2010. Quant au secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), il devrait connaître un taux de croissance remarquable pour 2009, à 5.6 %, contre 4.8 % en 2008.

La préparation annuelle du budget national 2010, dont le cadrage macro-économique a été élaboré selon trois scénarios, a fixé plusieurs objectifs – dont la poursuite de la maîtrise des dépenses publiques et la lutte contre la corruption – afin d'améliorer la qualité des dépenses publiques. Il s'agit d'orienter ces dépenses vers les secteurs prioritaires de la stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (SDRP). Dans ce contexte, l'éducation, la santé, le secteur rural et les infrastructures bénéficient d'allocations budgétaires importantes.

L'accent a par ailleurs été mis sur l'apurement à moyen terme de tous les arriérés de paiements intérieurs. Cette disposition est conforme au plan élaboré à cet effet fin 2006 et finalisé en 2007. Le but est de renforcer les capacités humaines de l'administration en conservant une masse salariale représentant moins de 35 % des ressources fiscales, seuil fixé par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Le pays compte atteindre un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3.2 % en 2010 et de 5.1 % en 2011. À deux conditions : réaliser une bonne campagne agricole et retrouver la stabilité politique sans laquelle les donateurs ne reviendront pas.

Le niveau général des prix, mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), a poursuivi sa tendance haussière en 2009. Cela, malgré la stabilité observée en début d'année due à la bonne récolte de 2008. Cette tendance est imputable à l'augmentation des prix des produits alimentaires, notamment des céréales et des condiments dont les tarifs ont crû respectivement de 1.1 et 5.5 % en 2009.

Le taux d'inflation s'est établi en moyenne annuelle à 4.3 % en 2009, en nette diminution par rapport à l'année précédente. Néanmoins, ce taux reste supérieur à la norme communautaire de 3 % fixée par la commission de l'UEMOA dans le cadre du suivi des critères de convergence.

Le Niger est plongé dans une crise politique depuis le 4 août 2009, date à laquelle – au terme de l'adoption contestée d'une nouvelle constitution – le président Mamadou Tandja a vu son mandat prolongé d'au moins trois ans au lieu d'expirer comme prévu le 22 décembre. Des élections législatives se sont déroulées le 20 octobre à la suite de la dissolution du parlement par le chef de l'État. Elles ont été remportées sans surprise par le parti présidentiel, le Mouvement national pour la société de développement (MNSD). Cette situation a entraîné la suspension de la coopération de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Dans l'attente d'un retour à l'ordre constitutionnel, l'Union européenne (UE) et d'autres pays et partenaires au développement ont suspendu leur aide, à l'exception de l'aide alimentaire d'urgence.

Le MNSD a également remporté les élections municipales de la fin décembre 2009. Celles-ci ont été contestées par l'opposition

réunie au sein de la Coordination des forces démocratiques pour la République (CFDR), qui a estimé qu'elles étaient « une étape supplémentaire franchie par le pouvoir illégitime et illégal de Mamadou Tandja ».

Face à la crise, le pouvoir et l'opposition ont entamé un dialogue direct sous les auspices d'un médiateur de la Cedeao. Mais ce dialogue a été suspendu le 18 février 2010 par le coup d'État militaire de Salou Djibo, chef d'escadron et commandant de la compagnie d'appui de Niamey, qui a renversé Mamadou Tandja. La junte militaire a annoncé la création d'un Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD) et la suspension de la constitution de la VI^e République. Elle a dissous toutes les institutions qui en étaient issues.

Salou Djibo est devenu chef de l'État et du gouvernement sur ordonnance militaire. Selon les déclarations des putschistes, un organe sous l'autorité du CSRD devrait rédiger un nouveau code pénal ainsi qu'une nouvelle constitution qui sera soumise à référendum. La Cour constitutionnelle et la Cour suprême seront remplacées par un Comité constitutionnel et une Cour d'État ; par ailleurs, un Observatoire national de la communication sera créé. Le 23 février, l'ancien ministre Mahamadou Danda a été nommé Premier ministre.

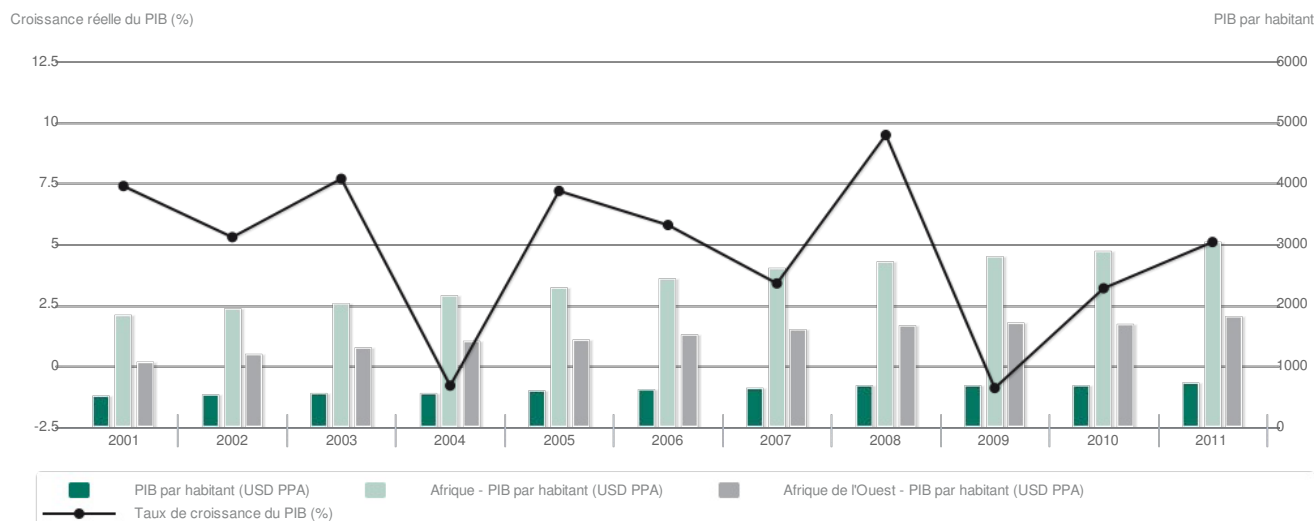
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	9.5	-0.9	3.2	5.1
Inflation IPC	11.3	4.3	3.3	3.1
Balance budgétaire % PIB	6.0	-1.2	-0.4	-0.6
Balance courante % PIB	-13.6	-15.2	-18.3	-18.5

Source: Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/880000625326>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données de l'Institut national de la statistique et du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871418787116>



Nigeria

De 3 % en 2009, la croissance économique du Nigeria s'établira à 4.4 % en 2010, sous l'effet de la remontée des cours du pétrole.

Les perspectives de croissance dépendent de la paix dans la province du delta du Niger, où le conflit est suspendu depuis le cessez-le-feu.

La diversification des sources de revenus, qui permettra de réduire la dépendance vis-à-vis du pétrole, renforcera la mobilisation des recettes et contribuera à protéger l'économie.

Huitième exportateur de pétrole au monde et deuxième économie d'Afrique, le Nigeria a continué d'être ébranlé en 2009 par la récession mondiale. Mais les réformes engagées dans la dernière décennie ont renforcé sa capacité à gérer la crise et à prévenir l'alternance de phases d'expansion et de récession qui avaient caractérisé les cycles pétroliers antérieurs. La croissance du produit intérieur brut (PIB) est tombée à 3 % en 2009, contre 6 % en 2008. Selon les prévisions, elle devrait atteindre 4.4 % en 2010 et 5.5 % en 2011, sous l'effet de la remontée des cours du pétrole.

Le pétrole représente environ 80 % des recettes fiscales et 95 % des exportations du pays. Les recettes pétrolières ont reculé de 7.8 points de PIB en 2009, entraînant un déficit budgétaire de 5.2 %, alors que le budget 2008 affichait un excédent de 3.8 % du PIB. Le projet d'émission d'un emprunt souverain de 500 millions de dollars (USD), soit 0.5 % du PIB, a été suspendu en raison de la conjoncture défavorable. Fin 2009, l'endettement extérieur ne représentait que 2.2 % du PIB, selon les estimations, ce qui signifie que la viabilité de la dette ne devrait pas poser de problème majeur dans les années à venir. L'excédent du compte courant est retombé à 11 % du PIB en 2009, contre 21 % en 2008.

Le conflit dans la province du delta du Niger, riche en pétrole, a pesé sur la production pétrolière. Les perspectives d'un règlement durable de ce conflit se sont améliorées après la décision prise en octobre 2009 par les groupes armés de décréter un cessez-le-feu d'une durée indéterminée à la suite de négociations avec les autorités nationales qui leur ont accordé une amnistie. Plus de 12 000 militants se sont inscrits dans un programme de réintégration. Le président Umaru Yar'Adua a demandé à l'Assemblée nationale d'approuver le texte de loi qui accordera aux communautés locales 10 % des parts du Nigeria dans des coentreprises pétrolières dans la province du delta du Niger.

La banque centrale du Nigeria a injecté en 2009 des fonds dans le système bancaire après que cinq banques, représentant environ un tiers des actifs du secteur, eurent rencontré des difficultés financières, à la fois pour avoir accordé des prêts massifs au secteur de l'énergie, et par suite du repli du marché boursier. Le marché des changes a pâti des opérations spéculatives induites par la chute des réserves extérieures consécutive à la récession mondiale. Les entrées de devises dans l'économie nigériane se sont réduites en raison de la contraction des recettes issues du pétrole brut. En conséquence, le taux de change s'est déprécié, passant de 119 nairas (NGN) pour 1 USD en 2008, à 150 en 2009. Plusieurs facteurs inflationnistes, dont l'assouplissement de la politique monétaire, ont propulsé le taux d'inflation à 12.1 % en 2009. La bourse nigériane s'est repliée en raison du ralentissement économique mondial. L'indice boursier général est ressorti à 26 860 en juin 2009, contre 55 949 un an plus tôt.

L'agriculture a apporté la principale contribution au PIB (36.5 %) en 2009, grâce aux bonnes récoltes. Vient ensuite le secteur pétrolier et gazier, à 32.3 %. Parmi les autres principaux contributeurs figurent le commerce de gros et de détail (15.9 %) et les services (8.2 %).

La mobilisation des ressources publiques se heurte à plusieurs obstacles : le nombre apparemment excessif d'organismes intervenant dans le processus, le chevauchement des attributions entre les trois niveaux de gouvernement que compte la fédération nigériane, la multiplicité des prélèvements fiscaux, l'obsolescence de la législation fiscale et la lourdeur des procédures de déclarations d'impôts. Néanmoins, le potentiel de mobilisation des ressources publiques est considérable à condition d'accroître la production pétrolière et de procéder à une évaluation du bien fondé des dispositifs institutionnels qui lui sont appliqués. Le pays doit absolument diversifier ses sources de revenus et s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis du pétrole afin de renforcer la mobilisation des recettes et protéger son économie des variations que subissent les cours du pétrole.

Les infrastructures, en particulier l'électricité, restent en mauvais état. Des difficultés subsistent dans la distribution des produits pétroliers, ce qui conduit à la formation de files d'attente. Enfin, le Nigeria affiche des indices du développement humain relativement mauvais, malgré ses ressources naturelles abondantes. En 2007, la moitié de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 1.25 USD par jour. Et le Nigeria n'est pas dans les temps pour atteindre plusieurs des objectifs du Millénaire pour



le développement (OMD), y compris celui de diviser par deux la pauvreté d'ici à 2015.

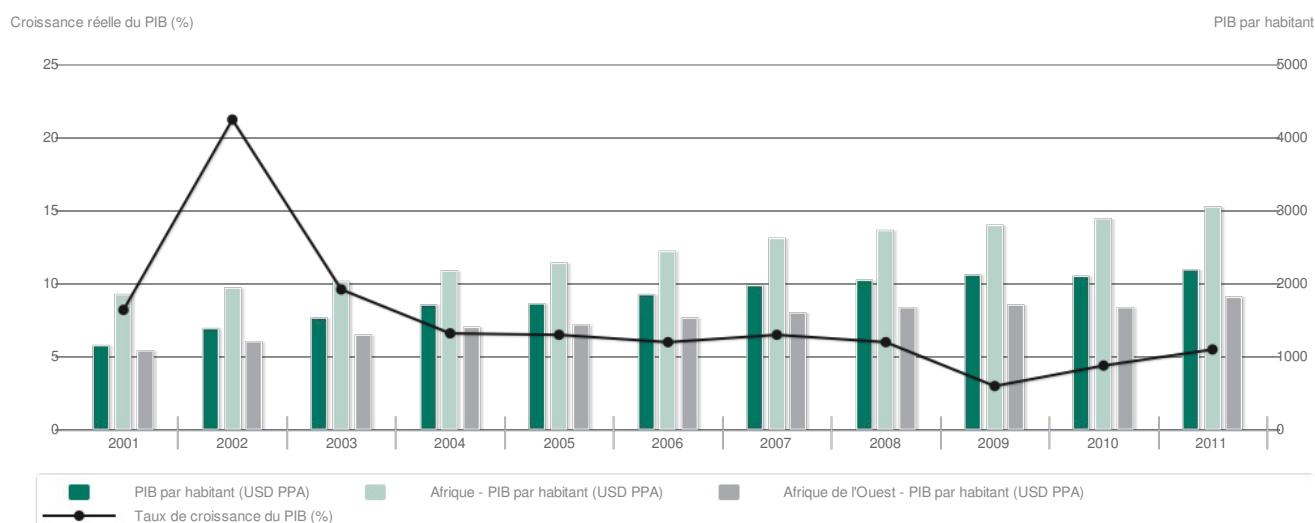
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	6.0	3.0	4.4	5.5
Inflation IPC	11.6	12.0	9.3	8.5
Balance budgétaire % PIB	3.8	-5.2	-2.8	0.2
Balance courante % PIB	18.5	6.8	13.6	14.6

Source: Données du Bureau national des statistiques ; autorités locales et FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/880122688606>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871561415634>



Ouganda

L'impressionnante croissance de l'Ouganda permet à toute l'Afrique de l'Est de résister à la crise économique mondiale.

Des investissements massifs dans les infrastructures transformeront l'économie nationale, tirée par le secteur privé.

L'administration fiscale est à la pointe des efforts du pays pour améliorer ses ressources et son indépendance budgétaire.

En 2009, l'économie ougandaise a affiché un taux de croissance impressionnant de 7 %, malgré l'atonie persistante de l'économie mondiale. Après les violences postélectorales au Kenya au début de l'année 2008, qui ont perturbé les relations commerciales entre les deux pays, la situation s'améliore même si le prix des carburants reste élevé. La demande d'exportations ougandaises et les transferts de fonds des travailleurs expatriés ont repris avec le recul de la récession mondiale. En conséquence, la croissance devrait atteindre 7.4 % en 2010 et poursuivre sur sa lancée en 2011, à 7.9 %. Les résultats seront encore meilleurs si les autorités tiennent leurs promesses de lancer la production de pétrole d'ici deux ou trois ans. En 2009, la croissance a été tirée par le secteur des services et l'industrie alors que l'agriculture restait déprimée. Les services représentent environ la moitié du produit intérieur brut (PIB), contre 26 % pour le secteur industriel et 25 % pour le secteur primaire. Du côté de la demande, la croissance s'explique surtout par la consommation privée (+6.7 %) mais les investissements ont eux aussi fortement progressé. Ils devraient s'accélérer tout au long de la période de prévision, avec des taux de respectivement 17 et 18 % en 2010 et en 2011 pour l'investissement privé et l'investissement public.

L'inflation est restée relativement soutenue, autour de 11.1 % en 2009, les prix des carburants et des produits alimentaires ne baissant pas. Les autorités ont poursuivi le développement des infrastructures en 2009, y compris dans le secteur des routes et de l'énergie, tout en s'efforçant de réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure et de préserver la stabilité macro-économique. Les recettes (dons compris) et les dépenses en part du PIB devraient reculer dans les deux ans à venir et le déficit budgétaire global devrait se creuser légèrement, de 1.3 % en 2009/10 à environ 1.7 % en 2010/11.

L'objectif de la politique monétaire est de ramener l'inflation sous la barre des 10 % avec le relâchement de la pression exercée par les cours du pétrole et des produits alimentaires. L'augmentation de la monnaie centrale dans les deux prochaines années devrait donc suivre un schéma conforme à cette tendance à la désinflation, l'inflation devant tomber à 9 % à la fin de l'année 2010.

Sur le front extérieur, les exportations en pourcentage du PIB auraient diminué, passant de 16.4 % en 2008 à 15.7 % en 2009, les importations reculant sur la même période de 24.5 % du PIB à 23.4 %. Le déficit commercial global s'est atténué, passant de 8.1 % du PIB en 2008 à 7.7 % en 2009, mais les perspectives pour 2010 et 2011 sont mauvaises, à cause de la flambée attendue des importations non pétrolières sous l'effet de l'accélération des investissements du pays dans la production de pétrole. Le stock de réserves internationales reste sain, au niveau d'environ cinq mois d'importations de biens et de services à fin 2009.

Le principal frein à la croissance tient à la faiblesse des infrastructures du pays, surtout dans le domaine de l'électricité et des routes, faute d'investissements suffisants. Mais le gouvernement a finalisé un plan de développement national (*National Development Plan – NDP*) sur cinq ans, axé sur le développement des infrastructures et de l'agriculture en vue de stimuler les exportations et de lever les obstacles à la croissance liés aux infrastructures.

L'effort fiscal de l'Ouganda (11.9 % du PIB en 2008/09) reste faible comparé à de nombreux autres pays d'Afrique subsaharienne où, en moyenne, les rentrées fiscales ressortent à près de 23 % du PIB. Cela tient avant tout à l'absence de stratégie de mobilisation des ressources fiscales, qui entrave les efforts visant à taxer des pans de l'économie jusque-là difficiles à atteindre, comme l'agriculture et le commerce informel. Mais la fraude fiscale et l'inefficacité persistante de l'administration fiscale sont elles aussi à incriminer. Le pays a pourtant pris des dispositions pour améliorer le recouvrement de l'impôt, en créant notamment un système de déclaration et de paiement en ligne qui a amélioré le taux de respect des obligations fiscales.

L'Ouganda reste également à l'avant-garde du progrès social en Afrique. Même s'il a encore beaucoup à faire, il a progressé sur les fronts de la lutte contre la pauvreté, de la santé et de l'éducation, ayant notamment atteint la scolarisation universelle en primaire et dans le secondaire et construit des structures de santé au niveau local.



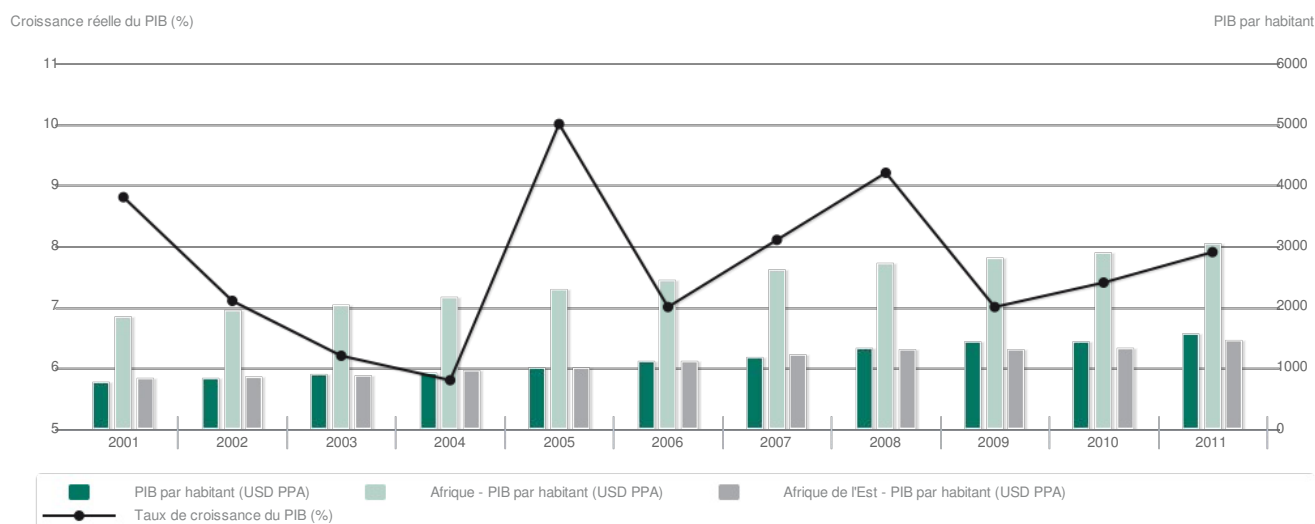
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	9.2	7.0	7.4	7.9
Inflation IPC	12.0	11.1	8.9	9.9
Balance budgétaire % PIB	-2.4	-1.7	-1.3	-1.7
Balance courante % PIB	-6.1	-5.9	-8.8	-10.9

Source: Données du Bureau de la statistique de l'Ouganda et de la Banque de l'Ouganda ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/882040417756>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et du Bureau de la statistique de l'Ouganda (UBOS) ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/872637006212>



République centrafricaine

L'économie centrafricaine reste vulnérable aux effets des chocs externes et internes qui ont provoqué en 2009 un ralentissement de la croissance économique, accentué les tensions inflationnistes et détérioré le compte courant.

La RCA a maintenu une gestion macro-économique stable qui a donné des résultats satisfaisants. Dans le cadre du programme pour la réduction de la pauvreté conclu avec le Fonds monétaire international, elle a atteint en 2009 le point d'achèvement de l'initiative pour les pays pauvres très endettés, confortant les bases d'une reprise progressive de l'activité économique à partir de 2010.

Malgré des progrès dans la gestion des finances publiques, le taux de pression fiscale reste faible. La mobilisation des recettes devrait constituer la priorité du programme de réformes structurelles.

Après une reprise progressive de la croissance économique à l'issue des conflits civils en 2004, la République centrafricaine (RCA) a subi une série de chocs internes et externes qui ont bouleversé ses perspectives de croissance. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a été de 2 % en 2009 (estimation).

En dépit de ces chocs qui ont freiné la croissance, accentué les tensions inflationnistes et détérioré le compte courant, la RCA a maintenu une gestion macro-économique stable, obtenant des résultats satisfaisants au regard du programme de réforme soutenu par la FRPC (facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance) conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) pour la période 2007-09. Cette politique macro-économique a contribué à asseoir les bases d'une reprise progressive de l'activité économique à moyen terme. En effet, l'économie centrafricaine semble aborder un nouveau tournant et affiche déjà des signes de reprise pour 2010. Le taux de croissance annuelle du PIB devrait s'améliorer pour atteindre 3.4 % en 2010 et 4 % en 2011. L'inflation a fléchi de 9.3 % en 2008 à 3.8 % en 2009, et elle devrait se situer à environ 2.6 % en 2010 et 2.3 % en 2011. Le solde du compte courant a commencé à s'améliorer timidement en 2009 (le déficit est passé de moins 10 % en 2008 à moins 9.2 %). Mais le retour à la situation d'avant la crise devrait prendre du temps.

La RCA a réalisé des réformes significatives du secteur public et, notamment, de la gestion des finances publiques. Elle a poursuivi la mise en œuvre de sa politique budgétaire qui repose sur la mobilisation des ressources intérieures, la maîtrise des dépenses, l'apurement des arriérés, et le renforcement de la crédibilité de la gestion des finances publiques. Le taux de pression fiscale, de 7.7 % en 2009, demeure néanmoins largement en dessous de l'objectif de 12.9 % que le pays s'est fixé dans le cadre de son document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) 2008-10. Les principaux obstacles à une mobilisation accrue des recettes sont liés à la complexité du système fiscal et à la faiblesse des capacités, qui se traduisent par une faible efficacité dans la gestion, le contrôle et le recouvrement. Par conséquent, et en collaboration avec les partenaires au développement, les autorités ont élaboré en 2009 un programme global de réforme des finances publiques, avec pour priorité la mobilisation accrue des recettes. La stratégie de réforme de l'administration fiscale, élaborée avec l'appui du FMI, constitue ainsi un repère structurel pour la sixième revue de son programme FRPC en 2010.

À long terme, les perspectives de développement de la RCA demeurent tributaires des contraintes structurelles liées à la faiblesse des capacités institutionnelles, au manque d'infrastructures, à la situation sécuritaire et au climat des affaires, peu propice au développement du secteur privé. Les autorités devront davantage mettre l'accent sur la promotion du développement du secteur privé et la mobilisation des ressources pour la réhabilitation des infrastructures économiques, et énergétiques en particulier.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

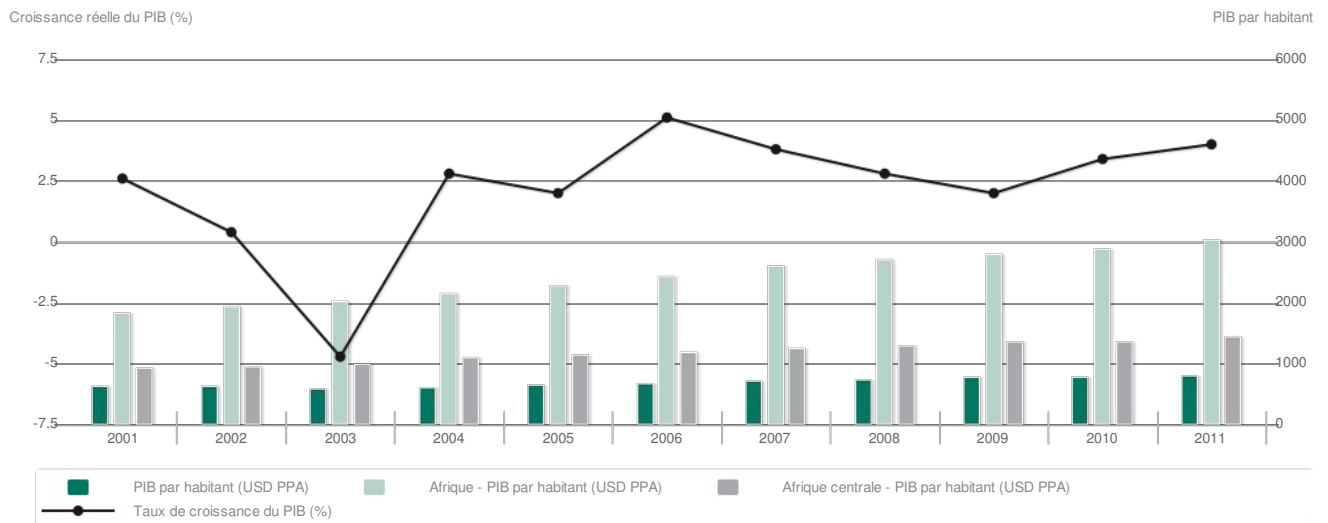
	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	2.8	2.0	3.4	4.0
Inflation IPC	9.3	3.8	2.6	2.3
Balance budgétaire % PIB	-0.4	0.1	0.5	0.0
Balance courante % PIB	-10.0	-9.2	-9.1	-9.4

Source: Données du FMI, de la BEAC et des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/874727761016>



Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et des administrations centrafricaines; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prédictions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868268812130>



Rwanda

La croissance dégagée par le Rwanda au cours des six dernières années a été essentiellement tirée par les bonnes performances agricoles.

Le Rwanda continue d'améliorer son climat des affaires.

La direction rwandaise des impôts (Rwanda Revenue Authority – RRA) a conçu une approche à long terme pour encourager une culture de la discipline fiscale.

Le produit intérieur brut (PIB) du Rwanda a progressé de 4.5 % en 2009 et il devrait afficher une hausse modérée, de 5.1 %, en 2010. La croissance impressionnante du pays ces six dernières années tient en grande partie à de bonnes performances agricoles. Cependant, l'État s'attache à diversifier l'économie dans le cadre d'une stratégie de long terme qui a pour objectif d'étayer une expansion durable. Avec 384 habitants/km² en 2008, le Rwanda est le deuxième pays d'Afrique subsaharienne en ce qui concerne la densité de sa population, après Maurice.

Même si les autorités ont pris des mesures concrètes pour remédier aux problèmes environnementaux qui découlent de la pression démographique et compromettent la productivité de l'agriculture, la réalisation de gains de productivité supplémentaires dans ce secteur passera probablement par des niveaux d'investissement plus élevés qu'auparavant. De plus, 28% des Rwandais souffrent d'insécurité alimentaire malgré une amélioration de la situation dans ce domaine. Le pays reste également très dépendant de l'aide étrangère, contribution dont la part dans le budget national a dépassé 45 % en 2009.

Le Rwanda étant enclavé et possédant peu de ressources naturelles, les services y sont considérés comme un secteur stratégique, susceptible de dynamiser la croissance à long terme et de transformer l'économie. Ce processus doit être piloté par des activités reposant sur les technologies et le savoir. Or, à l'heure actuelle, le pays pâtit d'une pénurie de main d'œuvre qualifiée.

Le Rwanda s'efforce aujourd'hui de surmonter les obstacles à son développement. Sa stratégie à moyen terme, la stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté (SDERP), de même que le programme à long terme « Vision 2020 Umurenge », définissent le cadre et les priorités de l'action publique pour le développement socio-économique du pays. Ainsi, le programme « Vision 2020 » fixe l'ordre des priorités pour l'expansion des activités non agricoles, qui accroîtront l'efficacité des services et permettront de mieux cibler les filets de protection sociale.

Grâce à la politique qu'il a menée jusqu'ici, le Rwanda compte de belles réussites à son actif. Il est considéré comme le pays d'Afrique à la pointe des réformes économiques. En outre, son environnement d'affaires et ses indicateurs de gouvernance s'améliorent et, aujourd'hui, son administration publique est rationalisée et efficace. Les réformes devraient se poursuivre puisque la coalition au pouvoir conduite par le Front patriotique du Rwanda (FPR) a remporté les élections législatives de 2008. De surcroît, la stabilité macro-économique constitue l'une des grandes priorités du gouvernement actuel. Fin 2009, l'inflation en glissement annuel, qui avait brusquement culminé à plus de 22 % fin 2008 sous l'effet du renchérissement des carburants et de l'alimentation, est retombée en deçà de 6 %. Cette nette décreue résulte de nombreux facteurs ; elle s'explique notamment par la baisse des cours internationaux de ces deux catégories de produits, par la crise du crédit dans le pays et par une politique monétaire prudente.

Cependant, les réformes n'ont pas encore débouché sur les changements structurels nécessaires pour faire reculer significativement la pauvreté et pour comprimer le niveau du chômage. En effet, la croissance globale reste largement tributaire de l'agriculture. De plus, en raison de la lenteur des créations d'emplois dans le secteur formel, l'économie informelle a contribué, selon les estimations, à 48% du PIB en 2008. Son ampleur pèse fortement sur la mobilisation des recettes fiscales, malgré l'amélioration du recouvrement et de l'efficacité de l'administration des impôts ces trois dernières années. Il faut donc que le Rwanda élargisse son assiette fiscale. La poursuite des efforts destinés à améliorer l'environnement d'affaires et l'intensification de l'éducation fiscale devraient faciliter cet élargissement et contribuer à une meilleure discipline fiscale. Plus important encore, la diversification économique, appuyée sur un secteur privé dynamique et attirant les investisseurs formels vers les activités à forte densité de main d'œuvre, doit faire partie intégrante de la stratégie visant à combattre la pauvreté et le chômage.



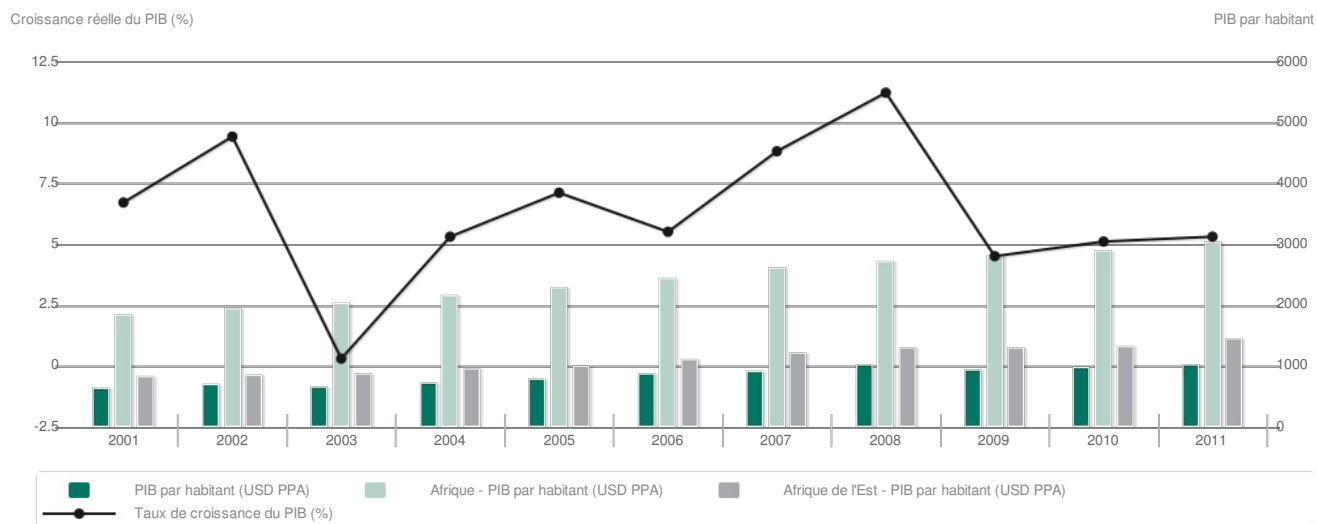
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	11.2	4.5	5.1	5.3
Inflation IPC	15.5	10.3	6.3	5.6
Balance budgétaire % PIB	0.5	-1.9	-1.7	-1.2
Balance courante % PIB	-6.4	-6.7	-6.2	-5.3

Source: Données de la Banque nationale du Rwanda (NBR) ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/880223700687>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données de l'Institut national de la statistique ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871640180768>



São Tomé et Príncipe

Le rythme de la croissance économique s'est ralenti en 2009, avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 4.1 %.

La stratégie de développement de l'archipel s'articule sur l'éco-tourisme, le secteur des transports, la production de pétrole et la recherche pétrolière.

Les recettes fiscales ont augmenté régulièrement ces dix dernières années, grâce à une série de réformes.

La République démocratique de São Tomé-et-Príncipe (STP) est la plus modeste des économies d'Afrique. Son produit intérieur brut (PIB) pour 2009 est estimé à 190 millions de dollars (USD), soit 1 160 USD par habitant. Le rythme de la croissance s'est ralenti à 4.1 % en 2009, contre 5.8 % en 2008. Il devrait remonter à 4.6 % en 2010 et à 5.1 % en 2011. C'est le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) qui a tiré l'activité en 2009, compensant la chute des investissements directs étrangers (IDE) et du tourisme provoquée par la crise internationale. Les prix des importations de pétrole et de produits alimentaires sont largement responsables de l'inflation, ainsi que les importantes entrées de devises générées par l'aide et par les activités de recherche pétrolière. Le taux de l'inflation a cependant reculé, passant de 26.1 % en 2008 à 17.3 % en 2009. L'objectif est de le réduire encore à moyen terme.

La crise financière mondiale n'a pas touché directement l'archipel, qui entretient peu de liens avec le secteur financier international. Mais son impact s'est fait ressentir par le ralentissement du tourisme, la baisse des entrées d'IDE qui avaient été dans un passé proche un puissant moteur de la croissance, et par des retards dans le décaissement de la part des donateurs. Ces facteurs ont concouru, à leur tour, à la baisse globale des revenus de l'État, déjà érodés par une diminution des taux d'imposition. L'exécution des projets sur financement public s'en est trouvée réduite.

La baisse des cours mondiaux du pétrole et la chute brutale des IDE se sont traduites par une diminution plus marquée des importations que des exportations, ce qui a amélioré en 2009 la balance commerciale et, partant, la position extérieure du pays.

L'archipel devra, en 2010, poursuivre ses efforts d'assainissement des finances publiques pour renforcer l'efficacité de l'administration fiscale. Sa politique monétaire est déterminée depuis le 1^{er} janvier 2010 par les nécessités de l'arrimage de sa devise, le dobra, à l'euro. L'excès de liquidité introduite dans le pays par le biais des royalties pétrolières, du soutien financier pour les législatives de 2010 et de la reprise des entrées d'IDE, exercera de fortes pressions sur l'arrimage et sur la maîtrise de l'inflation.

Le Premier ministre, Rafael Branco, a lancé en mai 2009 un nouveau plan stratégique de développement national. D'après ce plan, le pays devrait évoluer vers une économie basée sur les services, avec deux piliers de croissance : un éco-tourisme haut de gamme, et la fourniture de services dans le secteur des transports ainsi que dans les activités de recherche et de production pétrolières dans le golfe de Guinée. Dans cette perspective, le plan prévoit la création d'une zone de libre-échange, des facilités portuaires de transbordement, le développement de la pêche, et l'aménagement d'un nouveau port en eau profonde à Fernão Dias, sur l'île de São Tomé (district de Lobata).

Une forte détermination et une réelle stabilité politiques seront nécessaires pour mener à bien cette série d'objectifs complexes et ambitieux, dont la réalisation reste entravée par les limites humaines et institutionnelles dont souffre le pays, et par la dégradation de ses infrastructures. Le dernier accord triennal conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), qui couvre la période allant de mars 2009 à décembre 2011, devrait y contribuer.

Le programme d'action à moyen terme du plan s'appliquera à améliorer les infrastructures de base et les équipements publics, à promouvoir le tourisme comme moteur de la croissance, et à stimuler la production nationale de produits alimentaires de façon à atténuer la dépendance envers les importations. La poursuite des efforts en vue d'élargir la base productive et de diversifier les sources de revenus devrait, parallèlement, stimuler la croissance du secteur non pétrolier. Il est par ailleurs nécessaire de persévérer dans les efforts de stabilisation des paramètres macro-économiques du pays, pour s'assurer à l'avenir le soutien de la communauté internationale.

Selon l'enquête publique sur la pauvreté menée depuis 2001, environ 54 % de la population vit dans la pauvreté, et 15 % dans l'extrême pauvreté. Les indicateurs sociaux sont médiocres et, notamment dans les zones rurales, ne s'améliorent que lentement. Avec de faibles revenus, São Tomé-et-Príncipe occupe la 131^e place sur 177 pays, selon l'indice de développement humain des Nations Unies.



Au terme d'une période de grande instabilité politique, le gouvernement est demeuré en place durant l'année 2009, malgré le coup d'État déjoué de février. Prévues pour l'été 2009, les élections régionales ont été différées faute de financement ; elles devraient se dérouler en même temps que les législatives, le 25 juillet 2010.

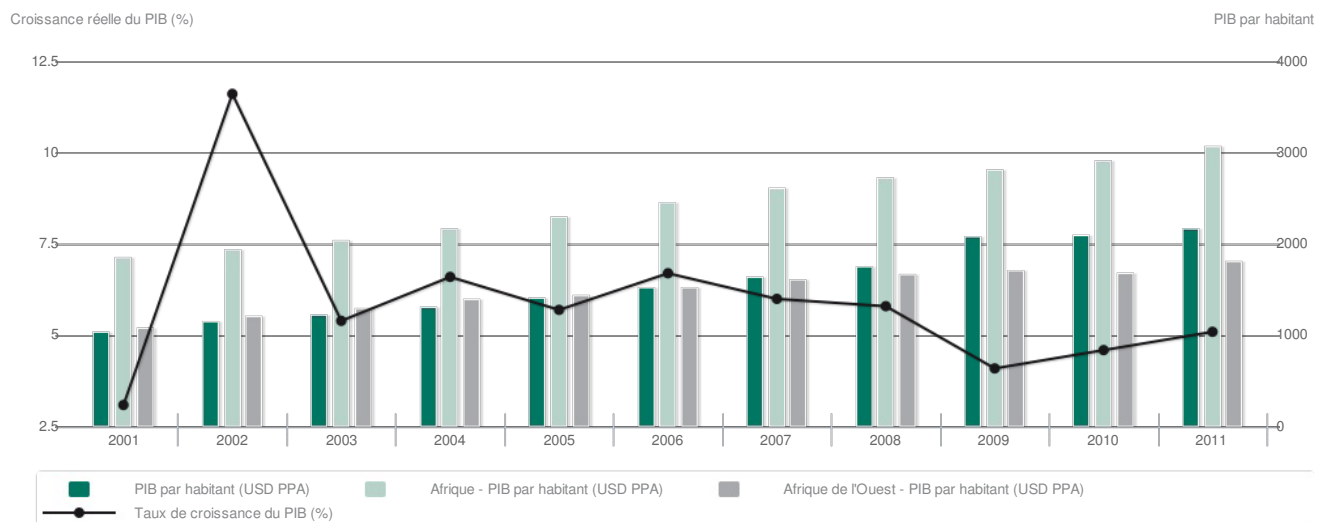
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	5.8	4.1	4.6	5.1
Inflation IPC	26.1	17.3	10.3	9.4
Balance budgétaire % PIB	17.5	36.2	5.5	1.6
Balance courante % PIB	-29.0	-24.4	-26.0	-26.6

Source: Données du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/880373722684>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871821618208>



Sénégal

La crise financière internationale a fortement mis à l'épreuve l'économie sénégalaise.

Deux défis se présentent au pays : il doit améliorer le recouvrement fiscal et maintenir sa compétitivité économique.

Les nuages s'amoncellent sur le paysage politique.

Comme ses principaux partenaires, le Sénégal a été fortement affecté en 2009 par la crise financière internationale à laquelle sont venus s'ajouter plusieurs chocs intérieurs. La baisse de l'investissement privé, le recul du tourisme, la réduction des transferts de fonds des émigrés constituent les principales retombées de cette crise mondiale sur l'économie sénégalaise. Ces phénomènes ont eu pour conséquences le ralentissement de l'activité économique et une quasi stagnation des recettes fiscales.

En dépit des efforts déployés par les pouvoirs publics pour réduire la dette intérieure, la machine économique a tardé à redémarrer. Résultat : la croissance en volume du produit intérieur brut (PIB) est estimée à 1.5 % en 2009, à comparer aux 2 % réalisés en 2008.

Comme en 2008 la croissance en 2009 est essentiellement tirée par le secteur primaire, plus particulièrement l'agriculture, et par le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). En 2010 une croissance en volume de 3.4 % du PIB est prévue, mais dans l'hypothèse d'une reprise de l'économie mondiale et de la poursuite par le gouvernement sénégalais de la mise en œuvre de politiques économiques appropriées en vue de renforcer l'assainissement des finances publiques et la lutte contre l'inflation.

La position extérieure du Sénégal se caractérise par la réduction du déficit de la balance courante qui passe de 11.7 % du PIB en 2008 à 10 % en 2009. Cette évolution s'explique par une baisse des importations supérieure à celle des exportations ainsi que par la bonne tenue du compte capital et d'opérations financières.

La politique budgétaire s'est signalée par une consolidation des ressources de l'État, surtout fiscales, pour mieux faire face aux dépenses. Le ratio recettes fiscales sur PIB est relativement stable : 18.2 % en 2009 contre 18.3 % en 2008. Ce niveau satisfaisant s'explique par la pertinence des réformes fiscales engagées depuis plusieurs années.

Dans l'ensemble, le contexte politique et social du Sénégal est apaisé. L'indicateur de troubles politiques est passé de 4.5 en 1997 à 0.6 en 2008, celui du durcissement de 1 en 1997 à 0.8 en 2007. Néanmoins, le déficit de dialogue entre le gouvernement et l'opposition, le chômage élevé chez les jeunes, l'absence de solution à la crise casamançaise et les difficultés rencontrées pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pourraient, s'ils persistaient, gripper les moteurs de la croissance.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

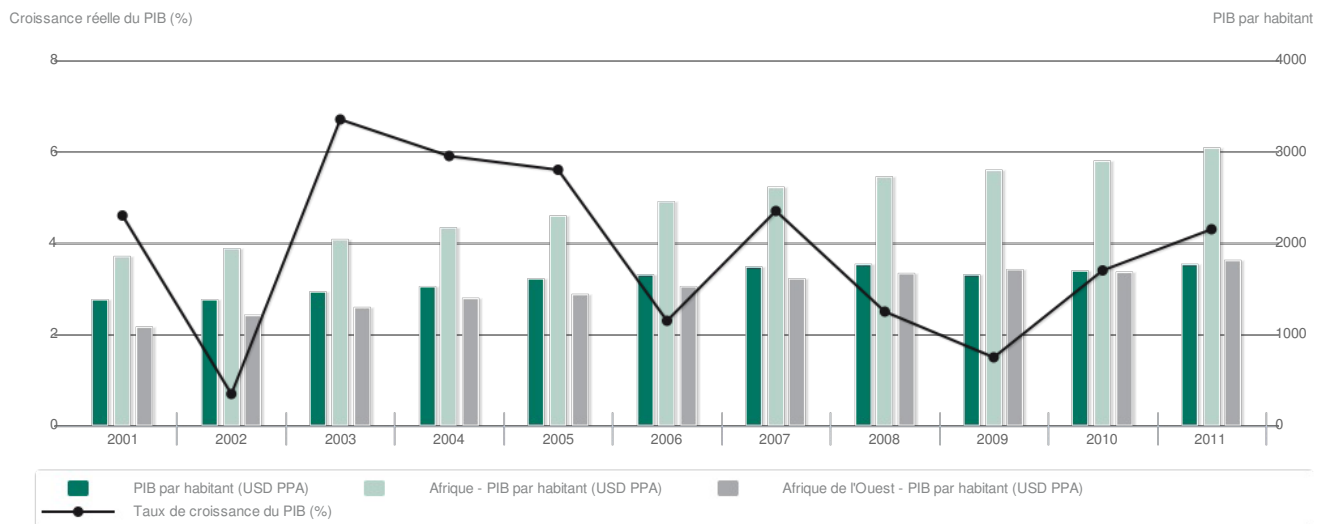
	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	2.5	1.5	3.4	4.3
Inflation IPC	5.4	-1.1	2.2	2.6
Balance budgétaire % PIB	-4.8	-4.6	-5.4	-5.5
Balance courante % PIB	-11.7	-10.0	-10.9	-11.7

Source: Données de la DPEE; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/880542024735>



Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p)
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/871867611384>



Seychelles

Après trois ans de croissance positive (8.4 % en moyenne), l'économie s'est contractée.

Face au quasi-épuisement des réserves de change officielles, les Seychelles ont fait défaut sur le paiement d'intérêts.

En 2010, les autorités ont engagé de vastes réformes visant à simplifier la fiscalité.

En 2009, les deux moteurs de l'économie seychelloise, le tourisme et les exportations de poisson, se sont grippés, engendrant une baisse du produit intérieur brut (PIB) estimée à 6.8 % : le tourisme a décliné d'environ 12 % tandis que les recettes d'exportation du thon baissaient de quelque 8 %. L'industrie du thon a notamment été pénalisée par les récents changements climatiques et les actes de piraterie dans et autour des eaux territoriales du pays. Ce faisant, la prise totale de poisson s'est effondrée d'environ 50 % en 2009. Les Seychelles important plus de 90 % de leurs intrants de production primaire et secondaires totaux, toute répercussion négative sur le tourisme et la pêche se traduit par une baisse du PIB. L'économie est donc extrêmement vulnérable aux chocs extérieurs.

L'économie s'est stabilisée en 2009, grâce aux réformes économiques engagées en novembre 2008 à la suite des chocs économiques encaissés cette année-là. Le PIB devrait croître de 3.9 % en 2010 et de 4.2 % en 2011. L'inflation, qui était estimée à 31.7 % en 2009, devrait être ramenée à environ 3 % en 2010 et 2011.

Ces prévisions résultent d'une réaction positive de l'économie aux réformes adoptées depuis novembre 2008 dans le cadre de l'accord de confirmation du Fonds monétaire international (FMI). En outre, le tourisme et les services liés à ce secteur ont entamé une reprise progressive au cours de la seconde moitié de l'année 2009. L'emploi, les recettes en devises, le bâtiment et les travaux publics (BTP), la banque et le commerce sont tous fortement dépendants du tourisme et de la pêche.

Cependant, le poids grandissant de la dette du pays restera l'une des plus grandes menaces à la stabilité macro-économique à moyen terme, si aucune solution n'est trouvée. En 2009, les Seychelles ont entrepris une restructuration complète de leur dette publique extérieure. À l'issue de négociations avec les créanciers du Club de Paris et d'autres créanciers bilatéraux et commerciaux (notamment Barclays Bank et Exim Bank), l'État a obtenu le rééchelonnement ainsi que de nouvelles conditions de remboursement. Les créanciers se sont vu proposer une garantie partielle sur le paiement des intérêts de la part de la Banque africaine de développement (BafD), la première garantie d'un organisme multilatéral dans le cadre d'une restructuration de dette souveraine.

En 2009, les autorités ont engagé des réformes destinées à prévenir une nouvelle forte baisse du PIB. En décembre 2009, elles ont négocié un mécanisme élargi de crédit (MEDC) de trois ans avec le Fonds monétaire international (FMI), après avoir annulé l'accord de confirmation sur deux ans de novembre 2008. Stratégie à moyen terme du pays, le MEDC tend à lui permettre d'entreprendre de nouvelles réformes, principalement axées sur la fiscalité, l'administration publique et le secteur public. En 2010, l'État poursuivra ces réformes en se fixant plusieurs objectifs : améliorer encore son efficacité et la qualité de ses services ; réduire et mieux gérer ses dépenses ; donner au secteur public un plus grand rôle de contributeur à la croissance économique du pays et de meilleurs outils pour y parvenir.

Au cours des dix dernières années, les recettes fiscales des Seychelles ont augmenté de 13 % par an en moyenne, malgré de légers ralentissements en 2005 et 2006 (1.8 et 2.3 % respectivement). Les plus fortes progressions ont eu lieu en 2008 et 2009 et la hausse devrait atteindre 8.5 % par an en moyenne au cours de la période 2008-11. En 2010, l'État a entamé de vastes réformes fiscales afin de rendre le système d'imposition plus simple et plus équitable. Ces réformes s'appuieront sur des mesures législatives qui entreront en vigueur en 2010. Elles prévoient notamment de réduire les dégrèvements et d'élargir l'assiette fiscale, ce qui devraient rendre le système plus équitable : la charge fiscale diminue tandis que les recettes augmentent.

Grâce à l'engagement du pays en faveur d'un accès gratuit à l'éducation et aux soins médicaux pour tous, l'impact des réformes sur la population a été atténué. Les moyens alloués aux secteurs de la santé et de l'éducation pour 2010 représentent 5 % du PIB et la plus grosse part du budget (43 %).



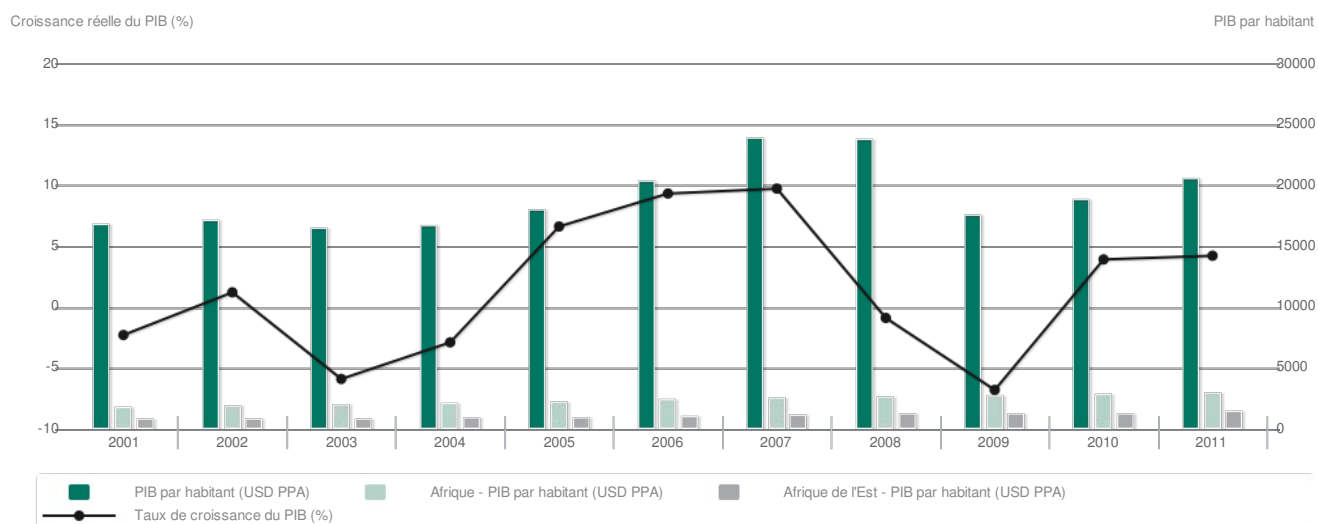
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	-0.9	-6.8	3.9	4.2
Inflation IPC	37.0	31.7	3.0	3.1
Balance budgétaire % PIB	-3.3	2.6	3.1	1.8
Balance courante % PIB	-44.4	-28.5	-35.2	-32.6

Source: Données du Bureau central des statistiques ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/880683536150>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/872067186118>



Sierra Leone

En 2010, la Sierra Leone devrait enregistrer une croissance plutôt modérée avant de rebondir à 5 % en 2011.

Le taux d'inflation devrait être ramené à un seul chiffre en 2010.

Le pays reste cependant confronté à d'énormes défis socio-économiques à plus long terme, dont l'insécurité alimentaire et les forts taux de mortalité infantile et maternelle qui appellent, un traitement prioritaire.

La reprise progressive prévue en 2010 traduit essentiellement le dynamisme soutenu de la production agricole et des services, mais aussi le redressement mesuré des exportations. Toutefois, les exportations des ressources minérales du pays, entraînées par le retour de la croissance internationale, restent modestes en raison de la contraction des cours, de la réduction des investissements et des difficultés de production persistantes dans le sous-secteur de l'extraction de rutile. En dépit d'une croissance en hausse qui devrait s'établir à 5 % en 2011 sous l'effet d'une reprise mondiale plus robuste, de la progression des exportations, des retours sur investissements dans les infrastructures et d'un contexte plus propice aux affaires, celle-ci restera inférieure aux taux d'avant-crise. Même minime, tout écart de croissance peut potentiellement s'avérer très dommageable pour un pays déjà vulnérable comme la Sierra Leone, compte tenu de la pauvreté généralisée et des risques de retournement politique et d'instabilité sociale. Les pouvoirs publics auront donc pour prochaine mission stratégique de remettre rapidement l'économie sur la voie d'une croissance soutenue et la plus large possible, alors que le ralentissement actuel engendre déjà un fort taux de chômage, freine les progrès visant à réduire la pauvreté et aggrave les risques de refragiliser le pays. Dans un tel contexte, une aide étrangère stable et fiable reste un facteur des plus essentiels.

Les politiques macro-économiques prudentes mises en œuvre avant la crise ont permis à la Sierra Leone de renforcer ses capacités à amortir les chocs résultant de la crise mondiale, en évitant notamment d'avoir recours à d'importantes coupes budgétaires. Parallèlement, en l'absence de stabilisateurs automatiques, les pouvoirs publics ne disposent que d'une marge de manœuvre limitée qui les freine dans la mise en place de mesures budgétaires, puisque le pays affiche le recouvrement de recettes le plus faible de l'Afrique subsaharienne. Alors que les déficits des comptes budgétaires et courants se sont sensiblement creusés en 2008 et en 2009, le pays est tout de même parvenu à maintenir un niveau confortable de réserves de devises, véritable sécurité contre de futurs chocs externes. Avec l'effondrement des recettes de change et la dépréciation du taux de change du leone tout au long de 2009, le pays a renoué avec un taux d'inflation à deux chiffres à la fin de l'année ; ramener ce taux à un seul chiffre en 2010 et le maintenir par la suite constituera un facteur indispensable pour préserver la stabilité macro-économique et regagner la confiance des investisseurs.

En dépit de taux de croissance remarquables, la Sierra Leone reste l'un des pays le plus pauvres du monde, avec un PIB par habitant qui avoisinait à peine les 700 dollars (PPA, prix courants) en 2008. Les pouvoirs publics devront donc impérativement poursuivre leurs efforts dans la mise en œuvre de réformes structurelles s'ils veulent rapidement parvenir à une trajectoire de croissance élevée, en donnant la priorité à la modernisation des infrastructures (rénovation des routes et des réseaux électriques, meilleur accès à l'eau et au système d'assainissement) ainsi qu'au développement du secteur privé. Il appartiendra également aux pouvoirs publics de renforcer la transparence et de maintenir leurs efforts pour endiguer la corruption. Or, la réalisation de ces objectifs repose essentiellement sur la disponibilité de ressources adéquates et met d'autant plus l'accent sur l'importance de consolider la mobilisation des recettes intérieures, notamment en cette période d'incertitude quant aux flux d'aide étrangère. Le pays doit considérablement progresser en termes d'indicateurs sociaux comme le taux de mortalité et d'alphabétisation s'il veut réduire la dimension non financière de la pauvreté généralisée et améliorer de manière durable le niveau de vie de ses habitants.

La Sierra Leone a parcouru un long chemin depuis la fin de son interminable guerre civile début 2002 : le pays a ainsi rétabli la sécurité et la gouvernance démocratique, décentralisé son autorité et lancé le second document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP II : *Agenda for Change* - Programme pour le changement). Avec une moyenne avoisinant les 7 %, le pays a affiché de remarquables taux de croissance de son PIB en volume entre 2005 et 2007, figurant parmi les plus élevés de l'Afrique occidentale mais aussi du continent tout entier. Avec la dissipation progressive de la reprise d'après-conflit, la croissance a été alimentée par l'aide étrangère et les envois de fonds ainsi que par les investissements privés. Par ailleurs, si la Sierra Leone a remarquablement bien négocié la crise économique et financière mondiale par rapport aux économies émergentes ou à d'autres pays riches en ressources de l'Afrique et d'autres régions, elle n'en est pas sortie complètement indemne. Le pays a été durement touché notamment par l'effondrement des envois de fonds et des produits d'exportation du secteur minier ainsi que par la diminution des investissements directs étrangers (IDE). Dans de telles circonstances, la croissance a largement été soutenue en 2008 et en 2009 par l'essor du secteur agricole et des services. Bien que relativement faible en 2009 à 3,5 %, la croissance devrait atteindre 4 % en 2010 pour de nouveau s'établir à 5 %

en 2011. On s'attend à ce que l'agriculture et les services soutiennent encore la croissance en 2010, alors que le secteur minier ne devrait connaître qu'une faible croissance en 2010, en raison de difficultés techniques persistantes, avant de bénéficier d'une forte reprise en 2011. L'inflation annuelle devrait globalement fléchir à 9.1 % en 2010, sous l'effet de la dissipation de la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et de la relative faiblesse de la demande intérieure, mais les pressions engendrées par la dépréciation de la monnaie nationale, le leone (SLL), compromettent fortement les attentes formulées dans cette perspective.

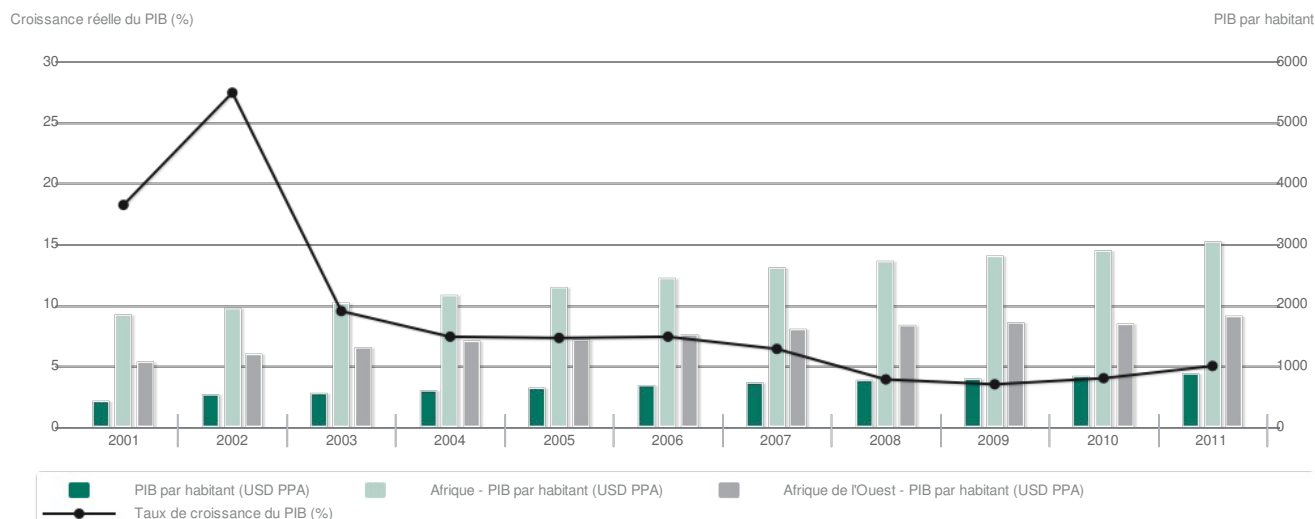
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	3.9	3.5	4.0	5.0
Inflation IPC	10.5	10.7	9.1	7.5
Balance budgétaire % PIB	-5.1	-4.9	-4.8	-4.3
Balance courante % PIB	-9.0	-9.0	-8.8	-8.7

Source: Données du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/880878715472>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/872110734431>



Soudan

Le Soudan devrait bénéficier d'une croissance relativement soutenue en 2010 ainsi qu'en 2011, alors que l'inflation, jusqu'à présent forte, devrait s'atténuer.

La hausse des prix et de la production pétrolière soutiendra la croissance, parallèlement à la reprise attendue de la demande intérieure, et plus particulièrement de la consommation et des investissements privés ainsi que des flux d'investissements directs étrangers (IDE).

Les efforts du pays pour atteindre ses objectifs de développement social restent modérés et en partie ralentis par les tensions politiques persistantes et le conflit armé, auxquels s'ajoute une répartition des richesses particulièrement inégale.

Le Soudan est le troisième plus gros producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne après le Nigeria et l'Angola. Le pétrole demeure le principal moteur de croissance du pays, bien que l'agriculture représente toujours plus d'un tiers du produit intérieur brut (PIB) et près des deux tiers des emplois. La part du pétrole dans le PIB s'est établie à 22 % en 2008, les recettes pétrolières ayant largement participé à la reconstruction du pays au lendemain de la guerre civile, en permettant notamment aux pouvoirs publics de développer le réseau routier et les infrastructures destinées à l'approvisionnement en énergie. En dehors de ces dépenses, il n'existe aucun autre programme de redistribution à grande échelle des recettes pétrolières dans les États ni d'initiative axée sur les populations défavorisées. Le Soudan a été durement touché par le ralentissement économique mondial et l'effondrement des cours mondiaux du pétrole depuis le dernier trimestre 2008. Les recettes pétrolières ont chuté de près de 21 % en 2009, par rapport aux 11.1 milliards de dollars (USD) atteints en 2008, mais elles devraient repartir pour s'établir à 12.4 milliards USD en 2010, avec la reprise des cours.

La croissance du PIB s'est tassée pour passer de 7 % en 2008 à 4.9 % en 2009, mais devrait remonter à 5.4 % en 2010. Les réserves de change couvraient moins de deux semaines d'importations au dernier trimestre 2009. L'effondrement brutal des recettes pétrolières a lourdement pesé sur les finances publiques, en réduisant l'ensemble des ressources publiques. L'inflation a poursuivi son repli, pour ressortir à 10.5 % en 2009 contre 14 % en 2008, suite à la baisse internationale des prix des produits de base, à l'austérité budgétaire ainsi qu'à la hausse de la production agricole. Le taux d'inflation en 2009 est cependant resté supérieur aux prévisions, peut-être en raison de la dépréciation plus importante qu'escomptée de la monnaie locale et de ses répercussions sur les prix intérieurs compte tenu du fort taux d'incorporation d'éléments importés dans les dépenses intérieures. Le taux d'inflation devrait avoisiner les 9.1 % en 2010, grâce essentiellement aux faibles prix des denrées alimentaires et à la stricte politique monétaire.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	7.0	4.9	5.4	4.2
Inflation IPC	14.0	10.5	9.1	7.8
Balance budgétaire % PIB	-1.4	-3.7	-2.8	-2.6
Balance courante % PIB	-9.1	-9.2	-8.5	-7.5

Source: Données des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/881101732828>

Selon le ministère de l'Énergie et des Mines, les réserves de pétrole ont progressé à 2.35 milliards de barils en janvier 2008. En 2009, la production a atteint 490 000 barils par jour, en légère hausse par rapport à 2008. La production de pétrole devrait ressortir à 600 000 barils par jour en 2011. Les perspectives d'exploration pétrolière du Soudan restent positives sur la base d'un fort taux de rendement de 58 puits productifs sur 400 forés jusqu'ici.

Outre les faibles cours du pétrole, la crise mondiale a eu d'autres importantes répercussions sur le Soudan, pénalisé par la réduction des flux d'investissements directs étrangers (IDE). Le secteur non pétrolier a fléchi en raison de la conjoncture internationale et des politiques de demande intérieure restrictives visant à réduire la demande en importations face à l'effondrement des réserves de change. Les services et l'agriculture ont été les secteurs les plus durement touchés par la chute des entrées d'IDE. En 2009, la politique agricole est restée axée sur la sécurité alimentaire et l'autosuffisance. Dans le cadre de leurs politiques de gestion de la demande, les pouvoirs publics s'efforcent de réduire les importations de denrées alimentaires et d'encourager la demande en produits

alimentaires locaux. Avec un soutien approprié aux agriculteurs pour surmonter les contraintes liées à l'offre, les investissements intérieurs et la production agricole pourraient ainsi repartir.

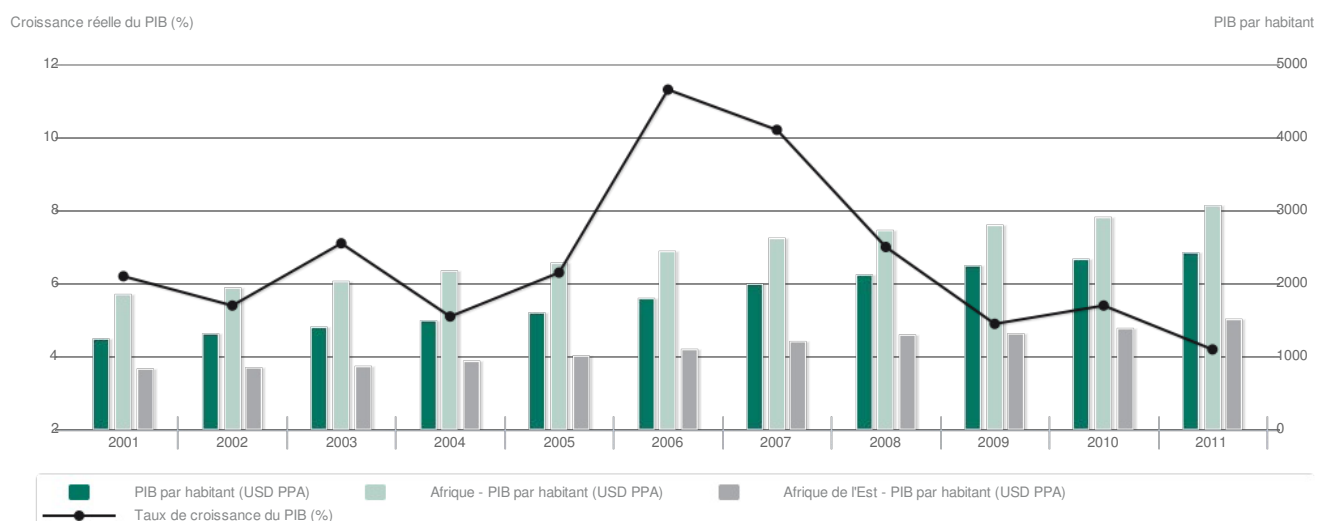
La dépréciation de la livre soudanaise face au dollar américain devrait stimuler la compétitivité des produits agricoles sur les marchés étrangers et intérieurs. Les pouvoirs publics ont poursuivi la mise en œuvre de réformes visant à séduire les investisseurs pour attirer davantage d'IDE, notamment dans l'agriculture. Au nombre de ces réformes figurent notamment la libéralisation des investissements et du marché de l'emploi, l'atténuation des rigidités structurelles, la réduction du coût de l'entrepreneuriat, la réforme du système juridique ainsi que la mise en place d'infrastructures adéquates. Le rapport *Doing Business* 2010 de la Banque mondiale classe le Soudan au 154^e rang sur 183 pays analysés en dépit des efforts de réformes entrepris par les pouvoirs publics.

Les soldes des balances extérieure et intérieure du Soudan se sont détériorés en 2009 suite à l'effondrement brutal des recettes pétrolières qui ont perdu 6 points de pourcentage du PIB par rapport à la période 2005-08. Conséquence : le déficit budgétaire s'est un peu plus creusé à 3.7 % du PIB en 2009, contre 1.4 % en 2008, mais devrait retomber à 2.8 % en 2010. Les faibles cours du pétrole et l'intervention de la banque centrale pour protéger le taux de change et contenir la croissance des importations ont contribué à dégrader le solde de la balance du commerce extérieur. Le déficit du compte courant a atteint 9.2 % du PIB en 2009. Le Soudan doit s'efforcer de maintenir des déficits intérieurs et extérieurs raisonnables dans la perspective de l'épuisement de ses réserves de change, d'un endettement extérieur considérable et de l'effondrement de l'aide publique au développement (APD). Les pouvoirs publics ont le choix d'élargir la base d'imposition et d'améliorer globalement la gestion des recettes fiscales et des finances publiques, d'enrayer les dépenses courantes et de maintenir un taux de change flexible.

La production pétrolière et, dans une certaine mesure, le secteur des services restent les principaux moteurs de la croissance soudanaise. La concentration des investissements dans le secteur pétrolier et dans les services dispensés en zones urbaines a aggravé les inégalités de répartition des revenus entre États mais aussi entre zones rurales et urbaines. Les régions du Darfour, en plein conflit ou post-conflit, ainsi que les régions marginalisées des États du Kordofan méridional et du Nil Bleu méridional, restent plus particulièrement désavantagées en matière d'infrastructures et de développement. Ces inégalités ont alimenté le mécontentement et les tensions politiques. En dépit de la soudaine hausse du revenu par habitant, le Soudan figure toujours parmi les États les moins développés et les plus vulnérables de la planète.

Accroître les investissements pour aider les plus défavorisés, notamment dans l'agriculture, et réduire les inégalités de revenus tout en maintenant des balances intérieure et extérieure viables sont autant d'enjeux économiques et sociaux majeurs qui attendent les pouvoirs publics soudanais à moyen terme. Au nombre des questions politiques centrales, il faut citer, entre autres, le règlement du conflit au Darfour, les différends récurrents sur l'application de l'accord de paix global (*Comprehensive Peace Agreement – CPA*) entre le Nord et le Sud du pays, et la préparation d'élections générales en avril 2010.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p). 2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/872165466810>



Swaziland

La croissance économique réelle du Swaziland devrait s'établir à 0.2 % en 2009, en recul par rapport à 2008 (2.4 %) et sans vraies perspectives d'amélioration pour 2010 et 2011, à respectivement 2.2 et 2.4 %. L'inflation reste largement sous contrôle.

La nature et le rythme de la reprise du pays dépendent des progrès du poumon économique de la région, l'Afrique du Sud, avec lequel le Swaziland entretient de nombreuses relations directes et indirectes.

Les enjeux socio-économiques à long terme persistent, comme la forte incidence de la pauvreté et du VIH/Sida, à laquelle s'ajoutent la diminution des ressources publiques et la contraction du secteur public.

Deuxième plus petite économie d'Afrique australe après le Lesotho, le Swaziland va devoir relever de nombreux défis économiques à court et moyen termes. La faiblesse des investissements – sur laquelle viennent se greffer l'expiration du traitement préférentiel de l'Union européenne (UE) dont bénéficiaient les principales exportations du pays (sucre et textiles), le recul de la productivité, la détérioration des recettes commerciales, la faible mobilisation des ressources intérieures ainsi que les effets persistants de la crise économique mondiale – compromet sérieusement l'objectif d'une croissance soutenue. En effet, plusieurs années de croissance en berne ont aggravé la pauvreté et le chômage. En outre, le taux alarmant de prévalence du VIH/Sida de 32.4 % continue de peser lourdement sur les ressources publiques et plafonne la croissance démographique annuelle du pays à environ 0.4 % depuis 1997.

Le Swaziland est membre de la Zone monétaire commune (ZMC). Sa monnaie, le lilangeni (SZL) – dont le cours de change est fixé à parité avec le rand sud-africain (ZAR) – a souffert du ralentissement économique mondial puisque l'économie swazie est étroitement liée à l'économie sud-africaine. Le secteur manufacturier du pays a été le plus durement touché, la quasi-totalité des principales filières manufacturières (ciment, matériel agricole, équipement électronique, production de réfrigérateurs, chaussures, gants, matériel de bureau, confiserie, meubles, verre et briques) ayant pâti du ralentissement des échanges internationaux. L'industrie de la pâte de bois a de surcroît été pénalisée par des incendies de forêt qui ont détruit les sources d'approvisionnement. L'habillement, tributaire des accords commerciaux favorables conclus avec les États-Unis aux termes de la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (*African Growth and Opportunity Act – Agoa*), a été également touché.

Depuis que l'UE a commencé à supprimer ses subventions sur le sucre en 2007, les exportations de sucre brut et raffiné du Swaziland n'ont cessé de diminuer en valeur. Comme les prix sont fixés aux termes du Protocole sucre avec l'UE, la hausse de près de 60 % des cours mondiaux du sucre en 2009, la plus importante depuis 28 ans (imputable aux mauvaises récoltes du Brésil), n'a eu que peu d'incidence sur la performance du secteur. En outre, l'appréciation du lilangeni a neutralisé la progression des recettes liées aux exportations de sucre. Dans une plus large mesure, les recettes douanières – première source de revenus pour l'État – ont été lourdement pénalisées par l'effondrement des échanges au sein de l'Union douanière de l'Afrique australe (Sacu).

Point positif cependant, l'économie a bénéficié d'une baisse de l'inflation à moyen terme et, partant, de coûts d'emprunt moindres. Véritable moteur de la croissance en 2009, le secteur agricole doit essentiellement son essor à la mise en place du *Lower Usuthu Smallholder Irrigation Project* (LUSIP – projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu) ainsi qu'à des conditions climatiques favorables.

L'économie swazie a progressé de 2.4 % en 2008 avant de se replier aux alentours de 0.2 % en 2009. Selon les projections pour 2010 et 2011, la croissance devrait rebondir à respectivement 2.2 et 2.4 %, bien en-deçà des 5 % visés par les pouvoirs publics pour réduire la pauvreté de 30 % d'ici 2015. L'inflation a renoué avec un taux à un chiffre, à la suite de l'effondrement du prix des produits de base et grâce à la relative stabilité du lilangeni face au dollar américain (USD).

L'inflation ne devrait pas franchir la barre fatidique des 10 % avant 2011 et ce, malgré le regain de tensions inflationnistes engendrées par la nouvelle hausse des cours pétroliers : elle devrait ainsi passer de 4.6 % en 2009 à 6.9 % en 2010 puis à 10.2 % en 2011. Compte tenu du recul attendu de l'inflation en Afrique du Sud, l'inflation importée devrait rester modeste à moyen terme.

En 2010 et 2011, la croissance du pays – pénalisée par la mauvaise performance des exportations – sera subordonnée à la reprise durable et progressive de l'économie mondiale, la faiblesse des cours du pétrole et des produits de base mais aussi à la reprise des transferts de fonds des travailleurs expatriés, l'afflux d'investissements directs étrangers (IDE) et les versements d'aide publique au développement (APD).

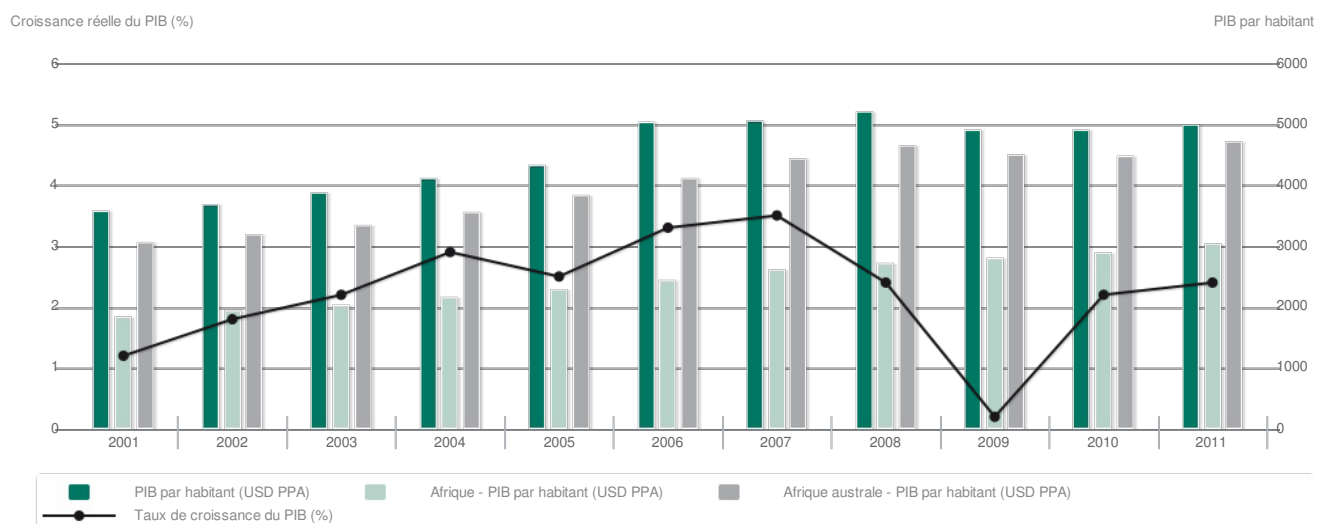
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	2.4	0.2	2.2	2.4
Inflation IPC	12.7	4.1	5.5	7.2
Balance budgétaire % PIB	2.7	-3.3	-8.3	-14.2
Balance courante % PIB	-4.4	-2.6	-5.4	-7.4

Source: Données du Bureau central des statistiques et du ministère des Finances ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/881363406776>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Estimations sur la base de données des autorités nationales.
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/872321658304>



Tanzanie

Après des années de résultats soutenus, la croissance économique réelle de la Tanzanie s'est ralentie en 2009, à environ 5.5 %. L'inflation a atteint près de 12.2 % en 2009, contre 10.3 % en 2008.

Les pouvoirs publics veulent accompagner la reprise économique par la mise en place d'un plan de relance axé sur le développement agricole. Les ressources intérieures ne suffisent pas à combler le déficit budgétaire, qui est compensé par l'aide étrangère.

De grandes réformes structurelles ont permis d'améliorer la performance économique du pays, mais celle-ci reste entravée par les insuffisances des transports, des communications, de l'électricité et de l'eau.

La croissance annuelle de la Tanzanie est ressortie en moyenne à 7 % du produit intérieur brut (PIB) entre 2001 et 2008. En 2008, le PIB a progressé de 7.5 %, l'une des croissances les plus rapides de l'Afrique subsaharienne. Mais la crise mondiale a écourté ce record, la croissance retombant à 5.5 % en 2009 (estimation). Les tensions inflationnistes se sont parallèlement accentuées, portant le taux d'inflation annuel moyen à 10.3 % en 2008 et à 12.2 % en 2009.

D'après l'enquête de 2007 sur le budget des ménages, l'agriculture reste la principale activité des deux tiers de la population, alors qu'elle n'a représenté qu'un peu plus d'un quart du PIB et à peine le cinquième des exportations en 2007 et 2008. Les efforts pour diversifier l'économie ont mis en évidence d'autres secteurs, qui se sont distingués par une croissance particulièrement soutenue : services financiers, immobilier, services commerciaux, communications (notamment la téléphonie mobile) et tourisme. Le secteur industriel (activités manufacturières, bâtiment et extraction minière) a également gagné en importance. Mais le coût de la création d'entreprise reste prohibitif, limitant le potentiel de croissance de l'économie nationale.

Les autorités s'efforcent pour l'exercice 2009/10 de favoriser la reprise économique en mettant en œuvre le plan de relance anticyclique approuvé par le parlement en juillet 2009. Elles ont par ailleurs demandé au Fonds monétaire international (FMI) la prolongation d'un an de son cadre de surveillance des politiques et ont bénéficié d'une aide financière dans le cadre de la facilité de protection contre les chocs exogènes (PCE). À l'instar de l'exercice précédent, un tiers du budget 2009/10 doit être financé par l'aide étrangère. Les efforts de consolidation des ressources fiscales intérieures visent à atténuer la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide. Mais le déficit budgétaire ne cesse de se creuser et, face aux aléas de la reprise mondiale, les perspectives de le compenser par des ressources intérieures restent minces.

Les progrès dans la lutte contre la pauvreté restent lents, en dépit de la forte croissance du PIB. L'enquête nationale sur le budget des ménages montre que plus d'un tiers de la population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté et que la distribution des richesses reste inégale. L'accès aux services sociaux ne s'améliore que très lentement, au bénéfice pour l'essentiel des zones urbaines. Dans ce contexte, les pouvoirs publics élaborent leur deuxième stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (SCRIP), dont la mise en œuvre doit débiter en 2010/11.

La Tanzanie reste un pays politiquement stable. Des élections locales se sont déroulées en septembre 2009 et des élections nationales sont programmées pour octobre 2010. Le président en exercice, Jakaya Kikwete, devrait alors solliciter un nouveau mandat de cinq ans ; en l'absence d'une opposition forte, le parti au pouvoir a de grandes chances de l'emporter. Le pays poursuit par ailleurs ses efforts pour combattre la corruption, mais les résultats restent limités.

Un compromis historique a permis de surmonter l'impasse politique dans laquelle s'enlisait l'archipel des îles Zanzibar, impliquant le Chama Cha Mapinduzi (Parti de la révolution – CCM), le parti localement au pouvoir, et le Front civique unifié (CUF), parti traditionnel de l'opposition. Les deux parties étudient la forme de gouvernance la plus appropriée au Zanzibar et les moyens de la mettre en place.



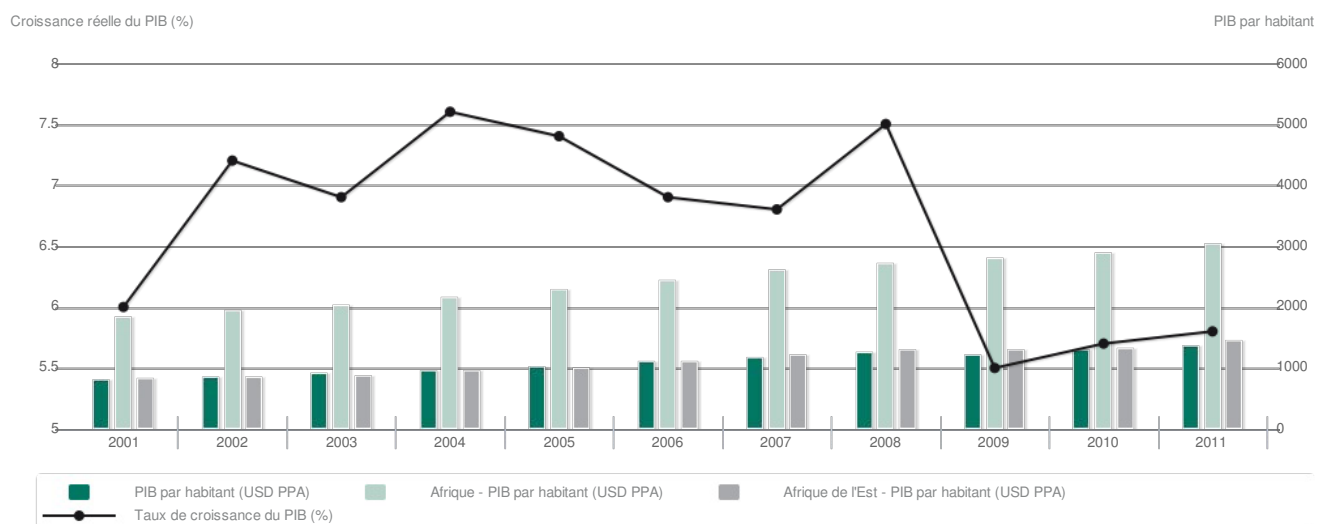
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	7.5	5.5	5.7	5.8
Inflation IPC	10.3	12.1	8.5	6.2
Balance budgétaire % PIB	0.0	-2.7	-3.8	-5.8
Balance courante % PIB	-12.4	-10.2	-13.6	-15.5

Source: Données du ministère des Finances et des Affaires économiques ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/881574038648>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/872423454088>



Tchad

Avec le démarrage de nouveaux investissements dans le secteur pétrolier à partir de 2009 et des perspectives climatiques relativement bonnes, les projections de croissance et de production agricole pour 2010 et 2011 sont encourageantes. L'inflation pourrait quant à elle demeurer globalement sous contrôle.

L'absence et la mauvaise qualité des infrastructures de base constituent un obstacle au développement des échanges ainsi qu'à l'essor du secteur privé en tant que moteur du développement économique et social.

Le faible respect des obligations fiscales de l'Etat est notamment dû aux difficultés de coordination entre les principales régies financières, notamment la direction générale des impôts (DGI), la direction générale des douanes (DGD), la direction de la fiscalité pétrolière (DFP) et la direction générale du Trésor (DGT).

L'année 2009 a été marquée par un léger recul de l'activité économique compte tenu de la mauvaise performance du secteur agricole et la poursuite des effets de la crise financière internationale sur l'économie. Dans ces conditions, le produit intérieur brut (PIB) réel global a diminué de 0.8 %. L'inflation s'est accélérée pour atteindre 10.5 % en moyenne annuelle à la fin décembre 2009, en raison de l'accroissement de la masse monétaire et de la faiblesse des rendements agricoles. Pour 2010/11, les politiques de l'Etat viseront à respecter le critère régional Cemac d'une inflation de 3 % en moyenne annuelle. La crise financière internationale a conduit à une dépréciation de la position fiscale et extérieure du Tchad en 2009.

Le solde budgétaire global (après don, base engagement) a atteint -10.8 % du produit intérieur brut (PIB), tandis que le solde courant de la balance des paiements a atteint -31.8 % du PIB. Dans la perspective de l'amorce d'une reprise économique à partir de 2010, le solde budgétaire pourrait atteindre -9.6 % du PIB en 2010 et -11.6 % du PIB en 2011. Le solde du compte courant pourrait diminuer légèrement pour atteindre -26.7 % du PIB en 2010, puis -22.8 % du PIB en 2011.

Au niveau de la mobilisation des ressources intérieures et de l'aide, les recettes totales du gouvernement ont en moyenne représenté l'équivalent de 25.7 % du PIB non pétrolier au cours de la décennie 2000-09, avec 19.8 % du PIB non pétrolier pour les recettes fiscales et 6 % du PIB non pétrolier pour les recettes non fiscales essentiellement composées de dons, aide publique au développement (APD) comprise. L'évolution des recettes publiques s'est inscrite à la hausse avec un ratio des recettes totales au PIB non pétrolier passant de 12.3 % en 2001 à 51.3 % en 2008. Cette évolution est le reflet de l'entrée du Tchad à partir de 2003 dans l'ère de l'exploitation pétrolière. C'est à ce moment là qu'a été introduit l'impôt sur les sociétés du consortium pétrolier, qui a représenté plus de 50 % des recettes fiscales à partir de 2006.

Le gouvernement tchadien a poursuivi le dialogue avec l'opposition. Ce processus a abouti à la création en juillet 2009 d'une Commission électorale nationale indépendante composée de 15 membres des partis politiques de la majorité présidentielle et de 15 membres des partis de l'opposition. Ce processus a permis d'obtenir un accord de principe sur l'organisation d'élections législatives en 2010 et présidentielles en 2011. Il est le fruit d'un dialogue entre le pouvoir et l'opposition, conformément à l'accord du 13 août 2007 visant l'instauration de la démocratie au Tchad.

Le gouvernement s'est engagé à consacrer une plus grande part de ses dépenses à la promotion des secteurs sociaux. L'objectif est d'augmenter les parts des ressources accordées à la santé et à l'éducation sur la période 2009-2011. La santé pourrait ainsi représenter 15 % des ressources contre 14.6 % les années précédentes. Le secteur de l'éducation passerait à 7 % contre 5.6 % dans les années qui ont précédé. Ces chiffres paraissent toutefois en deçà des niveaux nécessaires pour permettre à la population de faire face aux tendances socio-politiques récentes dans le pays. En matière d'indice du développement humain (IDH), le Tchad a été classé 175^e sur 182 pays en 2009, tandis que l'indice de pauvreté humaine (IPH), étudié dans le rapport sur le développement humain du Pnud en 2009, place le Tchad à la 132^e position parmi les 135 pays en voie de développement.



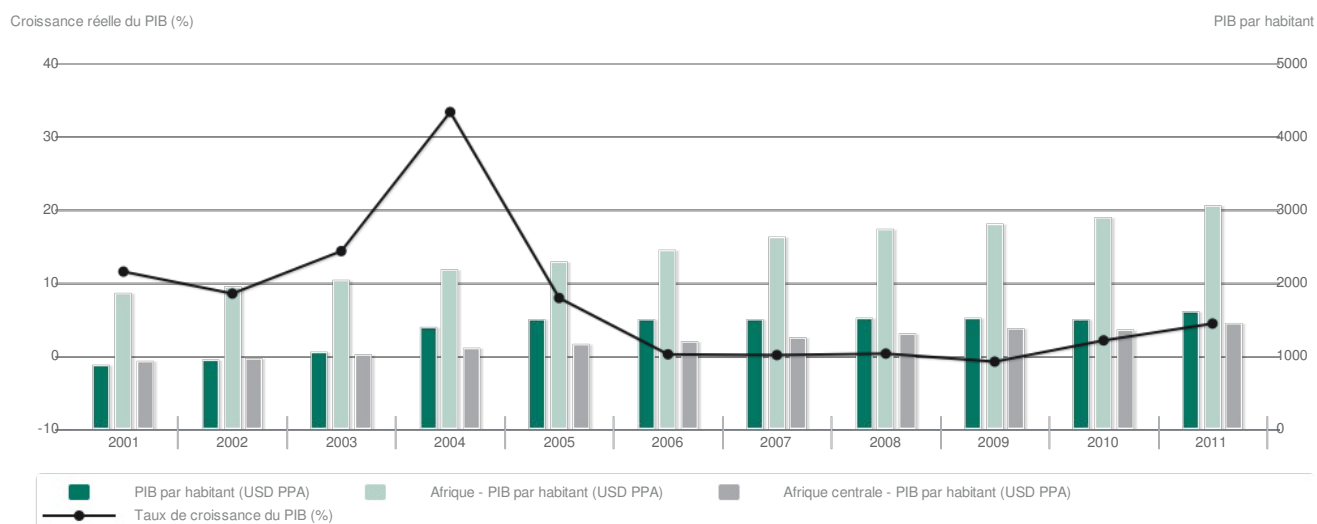
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	0.3	-0.8	2.1	4.4
Inflation IPC	8.3	10.5	3.0	3.5
Balance budgétaire % PIB	5.2	-10.8	-9.6	-11.6
Balance courante % PIB	-10.3	-31.8	-26.7	-22.8

Source: Données du FMI, de la BEAC et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/874852101476>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: IMF and National Institute of Statistics, Economic and Demographic Studies (INSEED) data
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/868324348841>



Togo

Malgré les difficultés de la filière cotonnière et du secteur du phosphate, la croissance économique du Togo a amorcé une légère reprise en 2009 grâce à la bonne performance du secteur agricole.

L'assainissement des finances publiques et la restructuration du secteur financier se sont poursuivis au cours de l'année.

Les politiques fiscales se concentrent depuis 2008 sur la réduction du secteur informel au travers d'une diminution des taux d'imposition et d'un élargissement de l'assiette fiscale.

Avec un taux de croissance de 2.2 %, le produit intérieur brut (PIB) en volume du Togo a amorcé une légère reprise en 2009, qui devrait se poursuivre en 2010 et 2011 avec des taux de croissance respectifs de 2.5 et 3.6 %. L'inflation s'est considérablement ralentie sur l'année, au rythme de 1.9 % en glissement annuel contre 8.7 % en 2008. La baisse des cours des produits pétroliers et celle, du fait d'une production agricole nationale abondante, des prix des denrées alimentaires, expliquent le tassement de l'inflation. Cette décélération de l'inflation a permis au Togo de respecter depuis novembre 2009 le critère de convergence de 3 % requis par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

La croissance de l'économie en 2009 s'appuie sur une bonne performance du secteur agricole qui a bénéficié de conditions climatiques favorables et de l'aide des pouvoirs publics, notamment sous la forme de subventions pour les engrais. Le reflux des facteurs négatifs survenus en 2008 – à savoir d'importantes inondations, le renchérissement des prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires et les problèmes de fourniture d'électricité – a levé les contraintes qui avaient pesé sur la croissance de l'économie cette année-là. La croissance en 2009 a toutefois été freinée par les difficultés persistantes du secteur du phosphate, dont la production continue de décliner du fait de l'obsolescence de l'appareil de production de la Société nationale des phosphates du Togo (SNPT), et par la stagnation de la production de coton à la suite des difficultés financières de la Société togolaise de coton (Sotoco). Cette dernière a été dissoute et remplacée en janvier 2009 par la Nouvelle société de coton du Togo (NSCT). Par ailleurs, les investissements prévus dans le secteur des infrastructures ont été ralentis par la faible capacité d'absorption du pays. Enfin, les activités de commerce et de transport transitant par le port de Lomé ont été affectées par les effets conjugués du détournement de certaines importations vers les ports des pays voisins, à la suite de l'effondrement des ponts au Togo lors des inondations de juillet 2008, et de la crise économique et financière internationale.

Au cours de l'année 2009, les autorités togolaises se sont attelées à poursuivre les réformes structurelles engagées au titre du programme financier triennal soutenu par les ressources de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) approuvée par le Fonds monétaire international (FMI) en avril 2008. Le gouvernement a ainsi défini et approuvé en juin 2009 le document complet de la stratégie de la réduction de la pauvreté (DSRP-C). De même, il a formalisé le programme d'actions prioritaires et mis l'accent sur l'assainissement des finances publiques et la restructuration du secteur financier. Afin de dynamiser l'économie et de restaurer un climat de confiance, les autorités ont adopté et lancé un plan d'apurement d'une partie des arriérés de la dette intérieure. Une nouvelle loi sur la passation des marchés publics a aussi été votée et promulguée en juin 2009 pour améliorer la capacité d'absorption du pays afin d'accélérer la mise en place des programmes d'investissement. Enfin, le pays a poursuivi la normalisation de ses relations avec la communauté des bailleurs de fonds et mise sur la hausse attendue des dons.

L'élargissement de l'assiette fiscale sera un défi majeur pour la mobilisation des ressources publiques au Togo, en raison de la non-fiscalisation de l'agriculture et du développement rapide du secteur informel, endémique dans l'économie nationale. Depuis 2008, le gouvernement a progressivement diminué les taux d'imposition sur les sociétés et les personnes physiques pour inciter les acteurs économiques à sortir du secteur informel. Il a également abrogé les exonérations fiscales en vigueur. Les autres mesures portent sur l'amélioration du recouvrement des impôts et des droits de douanes. Malgré les progrès accomplis, le déficit en ressources humaines continue de peser sur les capacités des administrations.

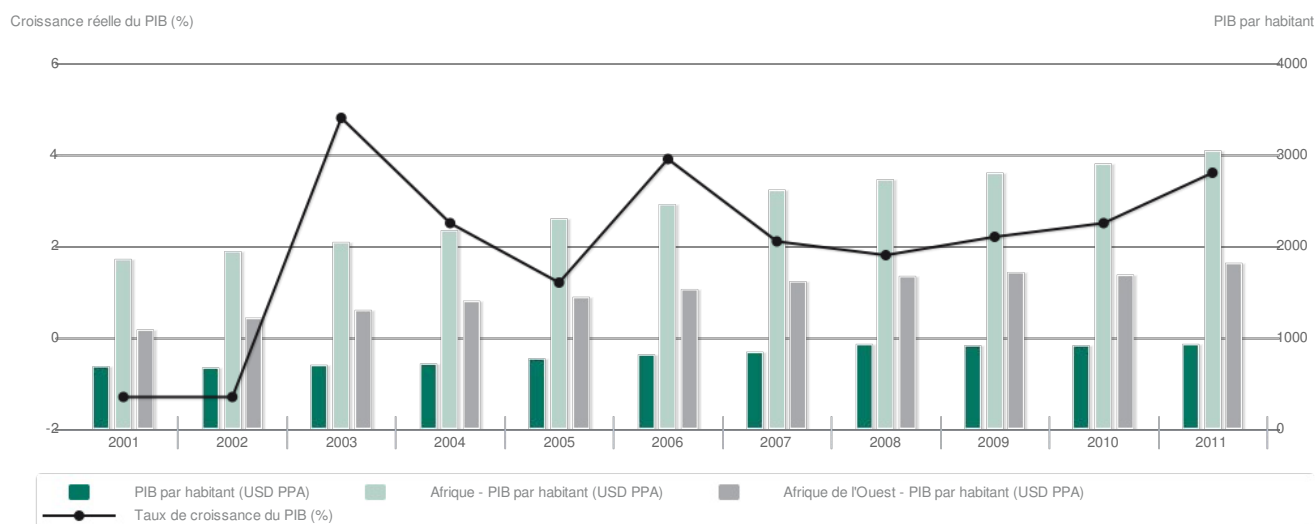
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	1.8	2.2	2.5	3.6
Inflation IPC	8.7	1.9	2.4	2.3
Balance budgétaire % PIB	-0.2	-1.4	-1.5	-0.9
Balance courante % PIB	-8.1	-8.0	-10.3	-9.1

Source: Données des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/881684832516>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et du ministère de l'Économie et des Finances ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/872460457153>



Tunisie

En 2009, le taux de croissance de l'économie tunisienne est estimé à 3.1 % (contre 4.6 % en 2008), en dépit d'une conjoncture internationale difficile.

Ce taux devrait renouer avec un rythme plus soutenu, autour de 4 % en 2010 et 4.5 % en 2011. Pour l'économie tunisienne, le défi majeur est de parvenir à une croissance suffisante pour absorber le chômage, surtout chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

La Tunisie devra développer de nouveaux secteurs à haute valeur ajoutée, pour sortir de l'assemblage et de la sous-traitance.

Jusqu'ici, la Tunisie gère relativement bien les conséquences de la récente crise mondiale. Si le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a enregistré une baisse significative, passant à 3.1 % en 2009 (contre 6.3 % en 2007 et 4.6 % en 2008), ce recul a en partie été compensé par une bonne récolte céréalière et par une forte activité dans les secteurs des industries extractives et de l'énergie.

Le ralentissement de la croissance observé en 2009, qui est essentiellement dû à une baisse des exportations de produits manufacturés vers le marché européen, aurait pu être plus important. En outre, l'économie a réussi à absorber les chocs du démantèlement de l'Accord multifibres (AMF) et des tarifs douaniers de pays comme la Turquie, la Jordanie, l'Égypte et le Maroc vis-à-vis de l'Union européenne (UE).

La Tunisie a su également résister aux chocs de la hausse mondiale des prix des carburants et des produits céréaliers. En effet, le taux d'inflation n'a été que de 3.5 % en 2009 (contre 5.1 % en 2008), grâce à la politique de compensation des prix des produits de base, à la baisse des cours mondiaux de ces mêmes produits et à la poursuite d'une politique monétaire prudente. Toutefois, bien que le pays ait été relativement épargné par la crise mondiale sur le plan financier, il continuera de faire face dans les deux prochaines années aux effets réels de la baisse de la demande européenne. Cette baisse risque d'affecter davantage la production et les exportations de composants automobiles et d'articles de confection. Néanmoins, la crise pourrait offrir des opportunités d'investissements étrangers : cherchant à réduire leurs coûts, les entreprises des pays industrialisés seront amenées à délocaliser davantage, ce qui devrait bénéficier en partie à la Tunisie.

L'effet total pourrait être positif. L'économie est bien diversifiée et certaines mesures visant à limiter les effets négatifs de la crise ont été adoptées. Dans une première phase, des interventions ont été effectuées en faveur du système bancaire et financier. Elles ont permis d'assurer la sécurité du secteur, de préserver l'activité ordinaire du marché monétaire et de la bourse, mais aussi de reculer l'échéance de la libéralisation du compte de capital de 2010 à 2014. Dans une deuxième phase, des mesures en faveur des entreprises ont été prises et ont touché les deux leviers de la croissance – les exportations et la demande intérieure. À ce titre, la politique adoptée en 2009 est fondée sur *i*) la relance de la demande intérieure, à travers l'augmentation des salaires et la dynamisation de l'investissement public ; *ii*) la promotion des petites et moyennes entreprises (PME), en agissant sur leurs coûts de production et sur leur compétitivité ; et *iii*) le soutien aux exportateurs. Malgré ces mesures toutefois, les résultats en matière d'emploi, particulièrement chez les jeunes diplômés des universités, sont faibles et se détériorent. Le taux de chômage moyen a été de 14.1 % en 2008. Il a culminé à 30 % pour la tranche des 20-24 ans et est estimé à 19 % pour les diplômés des universités. Ce taux élevé nuit à la croissance de long terme, réduit l'incitation à investir dans l'éducation et conduit à un gaspillage des ressources publiques. D'ailleurs, l'édition 2009/10 du rapport sur la compétitivité du Forum économique mondial (FEM) de Davos a classé la Tunisie 98^e sur 133 pays en matière d'efficacité du marché du travail et 108^e pour l'existence de rigidités dans le marché de l'emploi.

Pour relever ces défis, la Tunisie doit transformer sa structure de production actuelle, dominée par les secteurs à faible taux d'encadrement et intensifs en main-d'œuvre non qualifiée, au profit de nouveaux secteurs structurellement intensifs en main-d'œuvre qualifiée et, surtout, à haute valeur ajoutée, capables de hisser le taux de croissance national à un palier supérieur.

Par ailleurs, l'édition 2010 du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale a classé la Tunisie parmi les dix premiers pays du monde arabe, grâce à ses réformes importantes du système fiscal, de la sécurité sociale et du commerce extérieur. Le pays a introduit le paiement électronique (télédéclaration et téléliquidation), réduisant ainsi la fréquence des paiements, le temps requis pour payer les impôts, l'évasion fiscale et les coûts de transaction. Il permet aux entreprises de remplir les formulaires de charges sociales en ligne et a également mis en place un guichet unique virtuel (Tunisian Trade Net) dans le but de simplifier les procédures du commerce extérieur. Les réformes du système fiscal, conjuguées à la rationalisation des dépenses publiques, ont permis d'améliorer les indicateurs des finances publiques.



Des élections présidentielles et législatives ont eu lieu en 2009. Les Tunisiens ont réélu le président Zine el-Abidine Ben Ali le 25 octobre, avec 89.62 % des voix. Celui-ci a donc entamé un nouveau mandat de cinq ans.

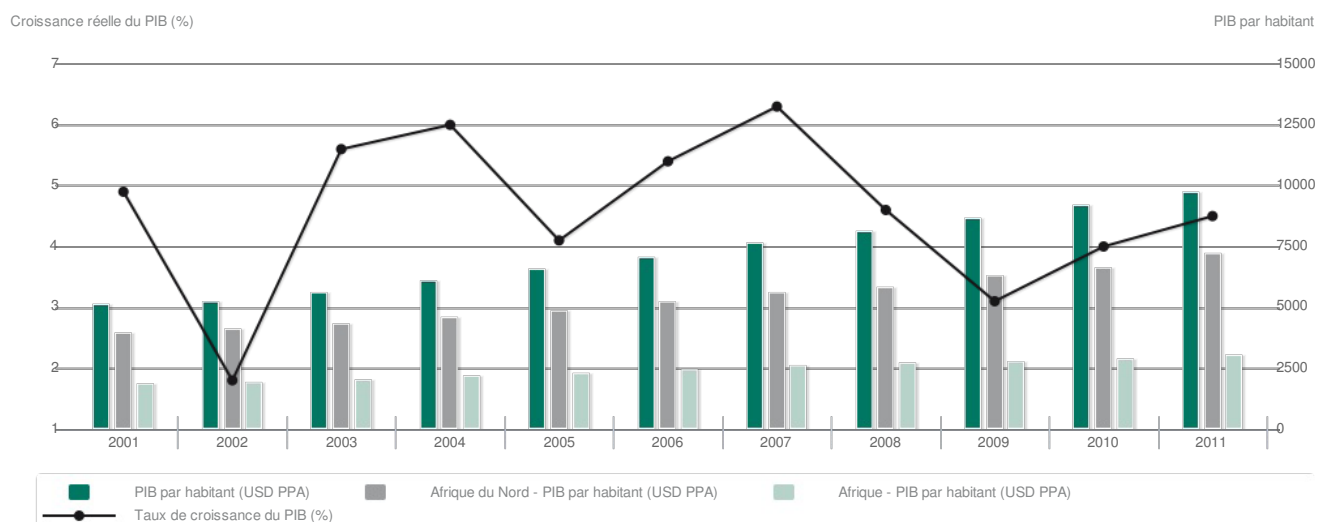
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	4.6	3.1	4.0	4.5
Inflation IPC	5.1	3.5	3.1	3.4
Balance budgétaire % PIB	-0.8	-3.9	-3.5	-2.8
Balance courante % PIB	-4.2	-2.7	-1.1	-1.3

Source: Données de l'INS ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/881760003858>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source: Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/872565567185>



Zambie

En 2009, l'économie de la Zambie a obtenu des résultats meilleurs que prévus, et qui devraient encore s'améliorer à court et moyen termes.

Le programme national de diversification économique vise à réduire la dépendance du pays envers le secteur minier.

La hausse des cours du cuivre, une meilleure maîtrise budgétaire et les bonnes perspectives de l'aide publique au développement (APD) augurent une augmentation des ressources publiques.

Après trois décennies de performances économiques plutôt médiocres, la situation macro-économique de la Zambie a changé ces dix dernières années avec une croissance sans précédent du produit intérieur brut (PIB), de 4.8 % en moyenne de 1999 à 2009. La croissance continue d'être tirée par le bâtiment et les travaux publics (BTP), l'exploitation minière et l'agriculture. Mais elle reste sévèrement handicapée par : des goulets d'étranglement de l'offre d'énergie ; les pesanteurs du secteur public, en particulier de l'administration ; les problèmes d'infrastructures ; et le peu de progrès sur la voie des réformes institutionnelles clés. Côté positif, la croissance du PIB est estimée à 6.1 % pour 2009, à peine en légère baisse par rapport aux 6.3 % de 2008, et les prévisions restent assez bonnes pour 2010 (5.5 %) et 2011 (5.7 %).

Cette transformation résulte pour une large part des réformes de l'économie et du secteur public engagées en 1991. La privatisation des mines à la fin des années 90 a soulagé les finances publiques des lourdes compensations des pertes qui les grevaient pendant toute la période où les mines étaient encore publiques. La libéralisation de l'économie zambienne, entamée en 1991, a également attiré de substantiels investissements directs étrangers (IDE) vers le secteur minier, stimulés par le boom du prix du cuivre, ainsi que vers d'autres secteurs comme le tourisme et l'agriculture non traditionnelle.

Les gouvernements successifs ont par ailleurs amélioré la discipline budgétaire depuis 2004. Le déficit budgétaire se montait en moyenne à 12.3 % du PIB dans les années 70 et même à 13.8 % dans les années 80. Ramené à 6 % dans les années 90, il est passé de 6 % en 2003 à 2.9 % en 2004, et il a été maintenu sous cette barre jusqu'à ce que les récentes pressions de la crise mondiale le fassent remonter à 3 %. La discipline budgétaire a permis : *i*) de faire considérablement baisser la dette intérieure et les taux d'intérêt ; et *ii*) d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTÉ), ce qui a abouti à l'annulation d'une majeure partie de la dette extérieure. L'encours de la dette multilatérale est tombé d'une moyenne de 103.8 % du PIB sur la période 1995-2004 à 16.2 % en 2005-08, tandis que la dette bilatérale passait d'une moyenne de 85.8 % du PIB à 3.6 %.

Le resserrement de la discipline budgétaire et une politique monétaire prudente ont permis faire reculer le rythme de l'inflation à moins de 10 % en moyenne annuelle en 2006, pour la première fois dans l'histoire du pays. La forte appréciation du kwacha zambien (ZMK) en 2005-06 – principalement grâce à l'envolée du cuivre – a contribué à son tour à freiner l'inflation, au détriment toutefois des exportations non traditionnelles comme le coton. Avec un excédent commercial croissant, des réserves de change en augmentation et une dette publique ramenée à un niveau exceptionnellement bas, les résultats macro-économiques enregistrés à la mi-2008 n'avaient jamais été aussi bons depuis 30 ans.

La Zambie s'est attachée depuis 1991 à mener des politiques structurelles destinées à réduire la domination du secteur minier dans l'activité économique du pays. Elles ont permis au secteur privé de s'affirmer de plus en plus comme la locomotive de la croissance. Plus récemment, les autorités ont élaboré un programme de diversification relativement ambitieux. Les réformes économiques clés de la fin des années 90 ont été réellement bénéfiques : elles ont apporté un plus grand souci de discipline budgétaire et une meilleure gouvernance, et elles ont encouragé le secteur privé à porter la croissance.

La gouvernance du secteur public a été réformée par l'introduction de programmes spécifiques, tels le Système Pemfa de gestion des dépenses publiques et de comptabilité financière, le Plan de mise en œuvre de la décentralisation (*Decentralisation Implementation Plan* – DIP), des plans de réforme de la sécurité sociale et des retraites, et des programmes de développement rural conçus pour réduire le taux relativement élevé de la population rurale en dessous du seuil de pauvreté (proche de 65 %) et développer les campagnes.

Le développement des infrastructures, notamment dans les zones rurales, est l'une des conditions premières du développement de la Zambie. Il est au cœur du cinquième Plan national de développement (NDP), en cours d'achèvement et du sixième NDP, en cours de lancement, qui s'inscrivent tous deux dans la stratégie Vision nationale 2030. La plupart des infrastructures relèvent toujours du secteur public. Le pays souffre d'une sévère pénurie d'électricité qui provoque de fréquents délestages. Seulement 28 % des populations rurales ont accès au téléphone cellulaire alors qu'il était prévu d'en couvrir 77 % fin 2009, les réformes s'avérant très



lentes dans ce secteur, car la faible densité de la population dans les zones rurales rend très coûteux le déploiement des réseaux.

La Zambie a introduit depuis 1994 des politiques et des réformes institutionnelles décisives pour une meilleure mobilisation des ressources nationales au service du développement économique. Depuis 2000, les recettes fiscales ont augmenté de 400 % et les recettes non fiscales de 270 %, avec un rythme annuel de croissance de respectivement 23 % et 6 %. La taxation frappe une moyenne de 75 % de tous les revenus confondus, allant même depuis peu jusqu'à 80 %. Les recettes globales couvrent en moyenne 90 % des dépenses publiques. Mais la taille importante du secteur informel reste le principal problème auquel est confronté l'administration fiscale.

L'aide publique au développement (APD) est passée de 300 millions de dollars (USD) à 553 millions USD de 2005 à 2007. Cette hausse s'explique par l'annulation de la dette par les pays donateurs bilatéraux et multilatéraux après l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE. Les flux de l'APD n'ont été que peu affectés par la crise financière mondiale, et plus de 90 % des engagements confirmés en 2009 ont été décaissés. Les autres ont été différés pour non respect de clauses concernant la transparence dans l'usage des fonds, mais la situation s'est éclaircie et les perspectives d'aide budgétaire restent positives à moyen terme.

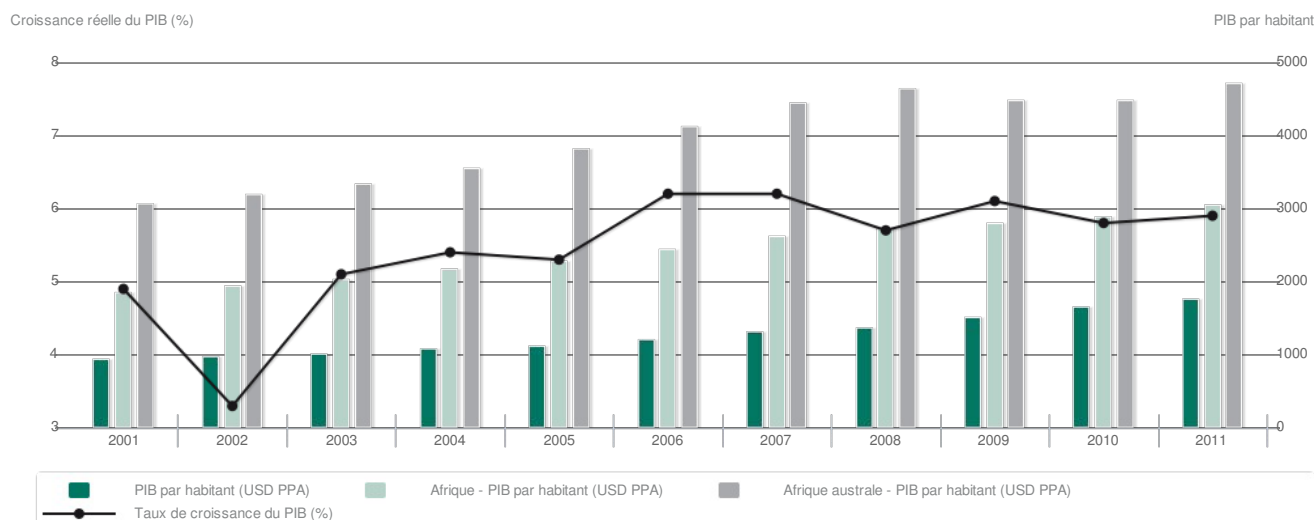
Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	5.7	6.1	5.8	5.9
Inflation IPC	12.4	13.4	10.0	7.4
Balance budgétaire % PIB	-2.2	-2.7	-2.7	-1.9
Balance courante % PIB	-7.1	-4.0	-1.9	-1.5

Source : Données du Bureau central des statistiques ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

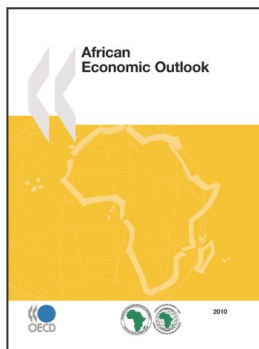
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/882203283657>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et PIB par habitant (USD en PPA à prix courants)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2009 : estimations ; 2010 et années suivantes : prévisions

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/872748888143>



Extrait de :
African Economic Outlook 2010

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/aeo-2010-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Banque africaine de développement/Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (2010), « Études par pays (résumé) », dans *African Economic Outlook 2010*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2010-13-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.